N° 11

LES CAHIERS DE

L'EXPRESS

Hors-série • mars - avril 2012 • 5,90€

1954-1962

LA GUERRE D'ALGÉRIE

L'HISTOIRE ET LA MÉMOIRE

- La sale guerre
- Le pari de De Gaulle
- La marche vers l'indépendance

EXPRESS ROULARTA

M 03403 - 11 - F: 5,90 € - RD

M. DESJARDINS/RAPHO

L'ÉDITORIAL DE CHRISTOPHE BARBIER



Le blog de Christophe Barbier sur Lexpress.fr

Nos déchirures

La guerre d'Algérie est une plaie et une ombre. Une plaie, ouverte et purulente, dans toutes les mémoires. Celle, d'abord, des soldats qui l'ont faite, ces milliers de jeunes Français dont l'innocence s'est fracassée sur les murs de la Casbah ou les rochers des Aurès. Avoir participé à la Guerre de 14 était un sacrifice glorieux. Etre un guerrier vaincu de 1940 attirait la compassion. Sur les anciens d'Algérie, les anciens d'AFN, l'opinion porta toujours un regard mêlé de gêne, de reproche et de suspicion. Les soldats envoyés en Algérie ont été triplement victimes: des violences du conflit, des manœuvres politiques et de l'injuste et stupide « repentance ».

La plaie est vive aussi au cœur des rapatriés, dont le soleil est en deuil depuis cinquante ans. Leurs enfants mêmes portent leur part de chagrin; on hérite de ses racines, mais aussi de ses déracinements. Saignent encore les harkis et leurs descendants : abandonnés, martyrisés, traîtres là-bas, parias ici, ils n'ont toujours pas reçu de la Nation l'hommage et les réparations qui leur sont dûs. Leur créance de sang est impayée. Enfin, qu'ils soient venus travailler, voire s'établir en France, ou qu'ils n'aient jamais quitté leur terre, les Algériens savent qu'ils n'ont pas été à la hauteur de leur rêve. L'indépendance se gagne contre une puissance coloniale, une nation ne se construit contre personne, elle se bâtit avec le peuple. L'Algérie est, ici, inachevée.

> *« L'indépendance se gagne contre une puissance coloniale, une nation ne se construit contre personne »*

La guerre d'Algérie est une ombre, parce qu'elle fut mal gagnée sur le champ de bataille, et mal perdue sur le terrain politique. Mal gagnée, car la torture souille sans remède les victoires militaires. S'il n'y a ni jolie guerre ni guerre propre, l'honneur n'en demeure pas moins la légitimité minimale du soldat. Les exactions de quelques-uns ont flétri l'honneur de l'armée française.

Mal perdue, parce qu'on ne sait toujours pas si De Gaulle subit ou organisa la fin de l'Empire colonial français; on ne sait toujours s'il avait « compris » les Français d'Algérie pour les servir ou pour les trahir. Le jeu politique et géopolitique, la lassitude de l'opinion métropolitaine et les crispations de l'ONU ont arraché l'ambition ancrée dans les sables de Dunkerque et ceux de Tamanrasset.

L'Express se devait de consacrer à ces huit années de fièvre et de feu un numéro de ses Cahiers, tant la guerre d'Algérie est fondatrice de notre journal. L'engagement de la rédaction fut sans ambiguïté contre cette guerre que la France ne pouvait gagner, et cette détermination se lit à travers les signatures que vous retrouvez dans ces pages: Jean-Jacques Servan-Schreiber et Françoise Giroud, mais aussi Albert Camus l'Oranais, François Mauriac, Jean Daniel, Jean-François Kahn... Autant de plumes qui ont ciselé, depuis cinquante ans, les débats français. C'est pourquoi L'Express est fier de vous proposer ce numéro historique et d'être associé à France 2 pour *Guerre d'Algérie, la déchirure,* le documentaire signé par Benjamin Stora et Gabriel Le Bomin, lequel commente pour vous quatre pages de photos exclusives. ●

CHAQUE JOUR, L'ÉDITORIAL VIDÉO DE CHRISTOPHE BARBIER SUR LEXPRESS.FR

L'Express. 29, rue de Châteaudun, 75308 Paris Cedex 09. Tél. : 01-75-55-10-00 ■ CPPAP n° 0313c82839 ■ ISSN n° 0014-5270 ■ Hebdomadaire d'information édité par la Société anonyme GROUPE EXPRESS-ROULARTA ■ **Siège social** : 29, rue de Châteaudun, 75308 Paris Cedex 09. ■ **Capital social** : 47 150 040 euros ■ **Principal actionnaire** : ROULARTA MEDIA FRANCE ■ **Président-directeur général** : Rik De Nolf ■ **Directeur de la publication** : Christophe Barbier RÉDACTION ■ **Directeur de la rédaction** : Christophe Barbier ■ **Rédacteur en chef** : Philippe Bidalon, avec Dominique Lagarde ■ **Secrétaire de rédaction** : José Calvelo ■ **Réalisation** : Thierry Benzaïd ■ **Iconographe** : Nicole Nogrette ■ **Réalisation couverture** : Dominique Cornière MANAGEMENT ■ **Directeur général adjoint** : Eric Matton ■ **Editeur délégué** : Tristan Thomas ■ **Publicité. Directrice régie** : Valérie Salomon ■ **Directeur commercial News-Culture** : Pierre-Etienne Musson ■ **Fabrication** : Marie-Christine Pulejo ■ **Photogravure** : Groupe Express-Roularta ■ **Imprimerie** : Roularta Printing. Imprimé en Belgique PÔLE GRAND PUBLIC *L'Express, L'Expansion, Classica, Lire, StudioCinéLive, Pianiste* ■ **Directeurs** : Christophe Barbier et Eric Matton



COMBATS FRATRICIDES À Melouza, le 4 juin 1957, les rares survivants d'un massacre de villageois anti-FLN sont secourus par une équipe médicale française.



BETTMANN/CORBIS

SOMMAIRE

PROLOGUE - CHRONOLOGIE

INSURRECTION ET SALE GUERRE

LA GUERRE AU QUOTIDIEN

DE GAULLE, LES BARRICADES ET LES GÉNÉRAUX

L'INDÉPENDANCE

ÉPILOGUE



PRISE D'ALGER Entrée des troupes françaises dans la ville, le 5 juillet 1830, par un artiste anonyme.

THE ART ARCHIVE/MUSÉE DE L'ARMÉE PARIS/GIANNI DAGLI ORTI/AFP

Annie Rey-Goldzeiguer [15 mars 2002]

« La guerre a débuté le 8 mai 1945 »

À l'occasion du quarantième anniversaire des accords d'Evian, L'Express avait choisi, parmi les meilleurs spécialistes de la période, l'historienne Annie Rey-Goldzeiguer pour décrypter la longue histoire commune entre l'Algérie et la France. À la lumière des dernières recherches et de documents inédits, l'universitaire retrace les principales étapes de la tragédie en chassant les mythes et les clichés. Nous reproduisons ici ses propos concernant la période 1918-1962, de la rupture à la guerre, en passant par la haine.

PAR CHRISTIAN MAKARIAN ET DOMINIQUE SIMONNET

LA RUPTURE

Un siècle après la conquête de 1830, le pays est toujours coupé en deux. L'Algérie n'arrive pas à être française.

› L'assimilation, pourtant, a fait son chemin. En France, on célèbre le centenaire comme si l'histoire de l'Algérie avait commencé en 1830, on habitue les Français à consommer colonial – « Y'a bon Banania ! » – et on présente les colonies comme des terres à civiliser, à éduquer. De leur côté, certains Algériens tentent de ranimer l'idée du monde médian. Ils veulent la citoyenneté, l'égalité. En 1936, le Congrès musulman, qui réunit à Alger les forces religieuses et politiques, se déclare en faveur de l'assimilation. À Paris, un projet, connu sous le nom de Blum-Viollette, est élaboré pour donner la citoyenneté à 30 000 personnes. Immédiatement, les colons s'y opposent : manifestations violentes, propagande intensive en France... Blum, alors en situation difficile, préfère renvoyer l'affaire aux calendes grecques. À son tour, le Front populaire a échoué sur la question algérienne. Pourtant, les Algériens l'avaient voulue, cette assimilation, ils en avaient rêvé, ils étaient prêts. Ils doivent déchanter. L'espoir retombe.

Et c'est donc par déception que les Algériens vont commencer à se tourner vers autre chose : l'idée séparatiste.

› Oui, la déception sera terrible, et la coupure, définitive. L'idée nationaliste est née après la Première Guerre mondiale. Le Parti communiste, d'abord, implanté en Algérie, avait tenté d'organiser les « Nord-Africains » en créant sa section coloniale. Il avait recruté un personnage clef, Messali Hadj, fils de cultivateurs de Tlemcen, qui avait fait son service militaire à Bordeaux et était plein d'admiration pour la société française. Dans la France des années 1920, celui-ci a compris que le mot « exploitation », que l'on manie dans les milieux syndicaux, peut s'appliquer non seulement au patron envers son employé, mais aussi au colonisateur envers le colonisé. Messali Hadj va devenir le chef du mouvement algérien l'Etoile nord-africaine, créé en 1926 et, en 1937, devant une immense foule rassemblée dans un stade d'Alger, il prononce pour la première fois le mot d'indépendance. Prenant dans ses mains un peu de terre, il déclare : « Cette terre n'est pas à vendre. C'est la nôtre ! »

En mai 1940, quand la France défaite s'enfonce dans le pétainisme, quel est le sort des musulmans ?

› Ils ont, bien sûr, versé leur sang aux côtés des soldats français pendant la « drôle de guerre ». Mais la plupart d'entre eux restent spectateurs des événements. Seul Ferhat Abbas, farouche assimilationniste, envoie un mémorandum à Pétain pour lui demander de s'occuper du sort des musulmans. Il reçoit un accusé de réception promettant que le Maréchal se penchera sur la question. En vain. La requête de Ferhat Abbas restera sans suite. En revanche, l'État français aura ses musulmans de service, situés au premier plan des manifestations patriotiques et arborant leurs décorations pendantes. Pour l'essentiel, le régime de Vichy fige les choses ; plus rien ne bouge.



J.-P. GUILLOTEAU/L'EXPRESS

Est-il exact qu'il y a eu dans ces années-là une certaine fascination arabe pour le régime nazi ?

› C'est certain. Certains Algériens ont vu dans l'occupation allemande la possibilité d'être aidés contre l'occupation française. Un groupe dissident du Parti populaire algérien (PPA), appelé Carna (Comité d'action révolutionnaire nord-africain), prend même contact avec les Allemands, dès 1939, afin de bénéficier d'un soutien et de recevoir des armes. Messali Hadj désavoue ses membres et les exclut du PPA. Mais, chez les jeunes, l'apparition de Hitler dans les salles de cinéma est saluée par des tonnerres d'applaudissements. On ne peut pas nier cette vérité. Du reste, les Allemands vont •••



DELIUS/LEEMAGE



UNE SOCIÉTÉ DUALE

Un ménage musulman croise un couple de pieds-noirs dans une rue d'Alger, vers 1920.

••• libérer les prisonniers politiques algériens détenus en France. La propagande nazie à l'intention des Maghrébins est très intense. L'Algérien Mohammed El-Maadi et le Tunisien Abderrahmane Yassine prêtent leurs voix à des émissions en arabe et en kabyle à destination de l'Algérie et de la Tunisie. Les Allemands recrutent de nombreux volontaires maghrébins dans le cadre de l'organisation Todt. À ce moment-là, l'émigration algérienne vers la France devient très importante. Et la Légion des volontaires français se dote d'une branche maghrébine qui va jouer un rôle notable au Proche-Orient et jusqu'en Crimée.

« Les Allemands recrutent de nombreux volontaires maghrébins dans le cadre de l'organisation Todt »

C'est dans ce contexte que l'Algérie, qui n'a jamais eu d'importance stratégique internationale, va soudain devenir une base essentielle de la Seconde Guerre mondiale.

› Oui, avec l'arrivée des Américains. Roosevelt a mis sur pied un débarquement en Afrique du Nord pour partir à la conquête de l'Europe par le sud. À première vue, l'Algérie n'est qu'un théâtre d'opérations : le 8 novembre 1942, « Allô, Robert, Franklin arrive », selon le code choisi pour annoncer le débarquement. Mais, en réalité, c'est un événement déterminant pour la suite. Les Français n'ont absolument pas saisi la portée de cette journée. Pendant vingt-quatre heures, il y a des échanges de coups de feu et des victimes : obéissant à Vichy, les Français répliquent comme ils peuvent au déferlement. Mais les combats s'arrêtent très vite. Les Américains n'ont aucun mal à entrer à Alger. Là, c'est la stupeur ! On voit des Noirs et des Blancs marcher ensemble, et on s'étonne devant ces boys décontractés assis sur des drôles de véhicules, les Jeep. Est-ce que vous imaginez le contraste avec une armée française encore équipée de bandes molletières ? Alger est fascinée, d'autant plus que les GI distribuent chewing-gums, chocolat et pain blanc. Derrière ces images, quelle est la réalité profonde ? Pour la deuxième fois en trois ans, la fameuse armée française reçoit une raclée ! Mais, cette fois, cela se passe directement sous les yeux des Algériens. Ils constatent qu'un nouvel occupant vient d'arriver sur leur sol. Au vu et au su de tous, les décisions ne sont plus prises par des Français, mais par des Américains. Les Algériens touchent du doigt la vulnérabilité et l'effondrement français. Une révolution intellectuelle s'opère : les Algériens se mettent à penser que le moment est venu de réagir.

Comment vont-ils réagir ?

› On voit la montée en force de nouvelles figures, comme Lamine Debaghine, jeune et brillant médecin, qui s'impose à la tête du PPA. Le PPA avait été fondé par Messali Hadj en 1937, après la dissolution de l'Étoile nord-africaine - décidée par le gouvernement Blum, eh oui ! pour cause d'idéologie séparatiste. Résultat, le PPA se radicalise et parle d'emblée d'indépendance. Sous l'autorité de Lamine Debaghine, ce parti exprime, dès l'arrivée des Américains, le regret d'avoir manqué une occasion historique en vue de l'indépendance. À partir de là, le PPA n'aura de cesse de revenir sur ce qu'il considère comme une grave erreur. De l'autre côté de l'échiquier algérien, on trouve les « associationnistes » autour de Ferhat Abbas, et les oulémas, le parti religieux, en principe apolitique mais qui va finir par s'investir dans la lutte nationale.

LA HAINE

C'est lors du retour à la paix que s'enclenche un engrenage particulièrement sanglant. Avec le sursaut français, les autorités

CHRONOLOGIE

1954

1er novembre : proclamation du Front de libération nationale (FLN), qui décrète la lutte armée pour l'indépendance nationale. Une vague d'attentats contre les Français en Algérie marque le début de la guerre.



AFP

Après les violences de la « Toussaint rouge », l'armée française quadrille le massif des Aurès.

5 novembre : le gouvernement français envoie des renforts militaires.

24 novembre : François Mitterrand, alors ministre de l'Intérieur, prône le recours à la force.

Décembre : création du Mouvement nationaliste algérien (MNA) de Messali Hadj.

1955

26 janvier : Jacques Soustelle est nommé gouverneur général d'Algérie.

31 mars : l'état d'urgence est proclamé dans les Aurès et la Grande Kabylie et la censure est instaurée.

18-24 avril : le FLN participe à la Conférence du tiers-monde à Bandung. La conférence exprime sa solidarité avec l'Algérie combattante.



AFP

En avril 1955, le FLN envoie une délégation à la fameuse conférence de Bandung réunissant les pays non alignés.

16 mai : les effectifs de l'armée française en Algérie sont portés à 100 000 hommes.

30 août : l'état d'urgence est proclamé dans l'ensemble de l'Algérie.

11 septembre : à Paris, première manifestation des appelés du contingent qui refusent de partir en Algérie.

Septembre : inscription de la question algérienn e à la 10e session de l'Assemblée générale de l'ONU.

29 décembre : L'Express reproduit des photographies de l'exécution illégale d'un rebelle algérien par un gendarme auxiliaire français en août 1955.

1956

20 janvier : manifestations violentes à Tlemcen.

2 février : Jacques Soustelle est remplacé par Robert Lacoste.

6 février : Guy Mollet, président du


DELIUS/LEEMAGE

CASTES
Le régime colonial est inégalitaire. À Constantine, par exemple, les jeunes Algériens cirent les chaussures des colons.

d'Alger se montrent de nouveau intransigeantes envers les musulmans. Que se passe-t-il ?

› Fin avril 1945, le fameux Pierre Gazagne, secrétaire du gouvernement général dirigé par Yves Chataigneau, profite de l'absence de celui-ci pour exiler Messali Hadj et arrêter les dirigeants du PPA, dangereux séparatistes, au moment où la France, ruinée, a besoin de son empire pour revendiquer son titre de grande puissance... Dès lors, l'atmosphère va se détériorer, jusqu'au drame du 8 mai 1945.

Le jour de la victoire des Alliés contre les nazis !

› Oui. À Sétif, capitale du nationalisme montant, les Algériens se joignent au défilé des Français qui se rendent vers le monument aux morts. C'est mardi, jour du souk, et un grand nombre de montagnards sont présents. Un jeune ouvrier déploie le drapeau vert-blanc-rouge, symbole de l'indépendance. La police veut s'en emparer et tire. C'est la panique. Les montagnards, qui croient au traquenard, se ruent sur la ville française et massacrent avec des couteaux de boucher et des bâtons. Parmi les victimes, on trouve des modérés du « troisième camp », tels le maire de Sétif, ou Albert Denier, le secrétaire du Parti communiste, qui aura les deux mains tranchées.

Et c'est l'escalade.

› Oui. Le même soir, à Guelma, à 160 kilomètres de là, le commissaire de police Achiari, gaulliste de la première heure, connu pour ses interrogatoires « spéciaux » de militants communistes, à qui de Gaulle a offert le poste de sous-préfet, fait tirer sur les manifestants, arme les Français et les lance dans une répression •••

Conseil, reçoit à Alger un accueil hostile de la part des Européens. Il déclare que « la France doit rester en Algérie et elle y restera ».
11 mars : l'Assemblée nationale vote les pouvoirs spéciaux au gouvernement Guy Mollet.


AFP

En février 1956, Guy Mollet, président du Conseil, rencontre Salah Abd el Kader, président de l'Assemblée algérienne.

11 avril : le service militaire est porté à 27 mois ; 70 000 « disponibles » du contingent de 1953 sont rappelés.
19 mai : l'Union générale des étudiants musulmans d'Algérie (UGEMA) lance un mot d'ordre de grève pour une durée illimitée, et invite les étudiants et les intellectuels à rejoindre le FLN et l'Armée de libération nationale (ALN).
18 mai : en Algérie, 19 appelés français, arrivés depuis seulement une semaine, sont massacrés.
5 juillet : grève générale des Algériens, en France et dans le département d'Alger.
20 août : le congrès du FLN à la Soummam (Kabylie) définit les buts de guerre. Le FLN déclare être le seul et unique représentant du peuple algérien.
Septembre : les effectifs militaires sont portés à 600 000 hommes en Algérie.
22 octobre : détournement par les autorités françaises d'un DC-3 de Royal Air Maroc qui transporte plusieurs dirigeants du FLN de Rabat à Tunis. Ben Bella, Aït Ahmed, Boudiaf, Khider et Lacheraf sont faits prisonniers. En représailles, plusieurs dizaines de Français sont tués à Meknès (Maroc).


J. GRÉVIN/AFP

Les chefs historiques du FLN menottés devant les locaux algérois de la DST, le 22 octobre 1956, après le détournement de l'avion qui les conduisait de Rabat à Tunis.

1er novembre : à l'occasion du deuxième anniversaire du déclenchement de la lutte armée, grève générale massivement suivie dans l'Algérois. Les premiers attentats à la bombe sont perpétrés à Alger par le FLN. En représailles, les civils français procèdent à des ratonnades dans Alger.
1er-14 décembre : le général Raoul Salan est nommé commandant en chef en Algérie.

PROLOGUE



DÉLIVRANCE En 1942, les troupes américaines et anglaises débarquent en Algérie. Elles y sont accueillies par des foules enthousiastes.

●●● effroyable : c'est la chasse aux « merles ». L'un des Français dira : « J'ai tué 83 merles. » Peu importent l'âge, le sexe. On tue, on exécute… « Ce sont nos frères qu'on assassine ! » crient les Algériens, qui descendent des montagnes pour épauler leurs frères… La répression va s'étendre à toute région et durer deux mois. L'aviation et la marine françaises bombardent les attroupements au jugé. Il y aura des milliers de victimes.

Ces événements ont longtemps été tus en France.

› On les a volontairement laissés dans l'ombre. À la demande du gouverneur Chataigneau, le commissaire de police Bergé rédigera deux rapports (à Guelma, il a vu de ses yeux les charniers) qui seront ignorés. Peu après, le général Tubert sera envoyé à son tour pour enquêter. Un ordre venu de Paris lui interdira de continuer : il émane du général de Gaulle lui-même ! Le silence se fait. Le Parti communiste se tait lui aussi. À la fin de la guerre d'Algérie, les archives civiles relatant les événements seront expédiées par navires de guerre, puis verrouillés au centre d'Aix-en-Provence. En 1985, grâce au conservateur – qui sera sanctionné pour cette initiative – j'ai pu consulter les rapports de Bergé : c'est le document le plus bouleversant que j'ai jamais lu de toute ma vie de chercheur. Quant aux archives militaires, partiellement ouvertes en 1990, elles ont été nettoyées : la correspondance du général Raymond Duval, commandant de la division du Constantinois en 1945, a été tronquée de la période du 8 au 11 mai. Nous ne sommes toujours pas capables de regarder notre histoire en face.

Les événements de 1945 ont lourdement pesé dans les années suivantes.

› Bien sûr ! Car avec eux disparaît tout espoir de réconciliation entre les deux communautés. Le jour où la Seconde Guerre mondiale se termine, en voyant les chapelets de bombes lancées par l'armée

CHRONOLOGIE



Munis de détecteurs de mines, des soldats français inspectent des piétons dans la Casbah d'Alger, en janvier 1957.

1957

7 janvier : la 10e division de parachutistes du général Massu est chargée du maintien de l'ordre à Alger. Début de la bataille d'Alger.

26 février : le quotidien *L'Humanité* publie la lettre d'un soldat français qui dénonce l'utilisation de la torture par l'armée française en Algérie.

Mars : Larbi Ben M'hidi, à l'origine de la création du FLN, est assassiné par les parachutistes du colonel Bigeard après avoir été torturé.

13 avril : Djamila Bouhired, accusée d'avoir posé une bombe dans un café près de l'université d'Alger, est arrêtée. Torturée, elle signe des aveux. Son avocate, Gisèle Halimi, reçoit le soutien d'intellectuels français, comme Simone de Beauvoir, Françoise Sagan…

28 mai : massacre de la population civile du douar Melouza par le FLN. Bilan : 301 morts et 14 blessés.

29 novembre : l'Assemblée nationale vote la loi-cadre et la loi électorale de l'Algérie.

Décembre : violents combats dans l'Est-Constantinois. Assassinat d'Abane Ramdane, principal organisateur du Congrès de la Soummam.

1958

7 janvier : début de l'exploitation du pétrole saharien.

8 février : le groupement aérien de Constantine décide, avec l'accord du général Salan, mais sans que le gouvernement français en soit averti, le bombardement de Sakhiet-Sidi-Youssef. L'opération fait 70 morts, dont 21 enfants d'une école.

26 avril : manifestations à Alger en faveur de l'Algérie française. Trente mille Algérois demandent un gouvernement de salut public après la chute du gouvernement Gaillard.

13 mai : prise du gouvernement général par les Européens à Alger. Un Comité de salut public est créé sous la présidence du général Massu, et on fait appel au général de Gaulle.

14 mai : Salan crie « Vive de Gaulle » à Alger. L'ancien chef de la France



Face à l'impuissance des partis politiques à gérer la crise, une partie de l'armée compte sur le retour au pouvoir de De Gaulle.

française sur la Petite Kabylie, en entendant les bruits sourds des canons de marine, on comprend en Algérie que toutes les illusions sont perdues. Entre Français et Algériens, il y a désormais un flot de sang. Tout est fini. Le « monde du contact », c'est une utopie. Ce jour-là, en leur for intérieur, nombre d'Algériens décident de se battre pour l'indépendance.

C'est en fait le vrai début de la guerre d'Algérie.

› Absolument. La guerre d'Algérie a commencé le 8 mai 1945

« Les autorités exercent, contre les partis politiques algériens et les syndicats, des méthodes policières violentes »

LA GUERRE

La IVe République établit pourtant une nouvelle Constitution, qui associe les colonies dans l'Union française et prévoit pour elles des formes d'autonomie. De tout cela l'Algérie ne profite pas.

› Le gouvernement français veut pacifier l'Algérie. En mars 1946, l'amnistie cherche à effacer le traumatisme des « événements » et à permettre aux deux communautés de vivre ensemble : les détenus algériens sont libérés. La poussée à gauche du corps électoral français permet d'envisager des mesures démocratiques. Or le statut de l'Algérie de 1947 est pour le moins conservateur : il rejette l'option fédéraliste, affirme la souveraineté française sur un « groupe de départements » et crée une Assemblée algérienne en apparence paritaire. Français d'Algérie et Algériens condamnent ces mesures : « Caricature de statut ! » dénonce Ferhat Abbas. La pression des colons aboutit au rappel d'Yves Chataigneau ; il est remplacé comme gouverneur général par un socialiste nationaliste, Marcel-Edmond Naegelen. Ce dernier est resté dans l'histoire comme le maître du truquage électoral. Le MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques), héritier du PPA, semblant capable d'arracher un triomphe aux élections du printemps 1948, il organise le bourrage des urnes et, le 3 avril, veille du premier tour, 32 candidats du MTLD sur 49 sont arrêtés. Dès lors, tout dialogue est impossible. Chaque camp se prépare. Les autorités exercent, contre les partis politiques algériens et les syndicats, des méthodes policières violentes, la fraude politique et déjà... la torture, sous couvert d'une panoplie juridique répressive. Dès lors, les nationalistes algériens sont traqués, arrêtés, torturés. « Y a-t-il une Gestapo algérienne ? » interpelle, le 6 décembre 1951, Claude Bourdet, dans un article retentissant de *France Observateur*. Les Français ont commis une faute politique majeure. Cette fois, il n'y a plus qu'une solution pour les Algériens : le séparatisme.

Ils vont donc entrer dans une opposition armée.

› Oui. Le parti se divise en deux camps : les centralistes, qui songent encore à jouer un rôle municipal, et les messalistes, partisans de l'action, qui en ont assez de ces intellectuels bavards qui n'agissent pas. Certains d'entre eux créent, en 1947, l'Organisation spéciale, embryon d'armée secrète. En 1950, elle sera découverte, traquée. Ses membres, appelés les « lourds », entrent dans la clandestinité. Rassemblés au sein d'une nouvelle organisation, le Crua (Comité révolutionnaire d'unité et d'action), qui deviendra le Front de libération nationale (FLN), ils se décident à frapper fort. Le 1er novembre 1954, ils déclenchent une vague d'attentats dans toute l'Algérie pour prouver que la révolte est désormais nationale et ne se cantonne plus à Sétif ou à Guelma. Contrairement à ce que prétend •••


AFP

Par son discours du 4 juin 1958, à Alger, de Gaulle tente de balayer les rancœurs persistantes entre les deux communautés.

libre se déclare prêt à assumer les pouvoirs de la République.

1er juin : l'Assemblée nationale investit Charles de Gaulle comme président du conseil par 339 voix contre 224.

4 juin : dans un discours à Alger, de Gaulle lance le célèbre « Je vous ai compris ».

19 septembre : formation du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA). Ferhat Abbas est le premier président du GPRA.

3 octobre : Charles de Gaulle annonce à Constantine un plan de développement en cinq ans pour l'Algérie.

23 octobre : dans une conférence de presse, de Gaulle propose au FLN « la paix des braves ».

21 décembre : Charles de Gaulle est élu président de la République.

1959

6 février : début du plan Challe, basé sur le principe de la pacification, en Oranie.

18 avril : le journal *Le Monde* divulgue le rapport accablant qu'a présenté Michel Rocard, jeune énarque socialiste, sur les camps de regroupement organisés par l'armée française en Algérie.


AFP

Célébrations, en 1959, de l'anniversaire du 13 mai 1958. À gauche, le général Challe ; à droite, le général Jacques Massu, commandant du corps d'armée d'Alger.

27-31 août : première « tournée des popotes » de De Gaulle en Algérie : « Moi vivant, jamais le drapeau du FLN ne flottera sur l'Algérie. »

16 septembre : de Gaulle proclame le droit des Algériens à l'autodétermination par référendum, propose sécession, francisation, association.

28 septembre : le GPRA refuse la proposition de De Gaulle. Il exige l'indépendance totale avant toute discussion.

10 novembre : appel du général de Gaulle au cessez-le-feu.

28 novembre : Ahmed Ben Bella et les dirigeants arrêtés en 1956 sont désignés comme négociateurs par le FLN.

PROLOGUE

●●● aujourd'hui l'historiographie algérienne, le 1er novembre n'est pourtant pas le résultat d'un mouvement de masse, mais celui d'une poignée d'activistes qui auraient pu être submergés si l'armée française n'avait pas fait l'erreur de se focaliser sur les Aurès. Désormais, l'armée va se trouver face au FLN et à sa branche armée, l'ALN (Armée de libération nationale).

En février 1955, Mendès France est renversé par la droite, alliée aux centristes et au PCF, qui refusent son programme d'ouverture pour l'Algérie. L'ultime solution politique échoue.

› Oui. Les députés votent l'état d'urgence, qui renforce le pouvoir de l'armée dans toute l'Algérie et permet l'ouverture des premiers camps d'internement pour les rebelles. Ceux-ci, venus pour la plupart du Constantinois, ont en mémoire le désastre de 1945, ils connaissent le maquis et comprennent qu'ils doivent mobiliser le monde rural. N'est-ce pas lui qui a toujours fait reculer les Français ? Le 20 août 1955, sous l'impulsion du FLN, des milliers de fellahs déferlent sur Philippeville et se livrent à d'horribles massacres contre les Européens. Soustelle, écœuré, laisse l'armée riposter. La terrible répression qui suit entraîne le développement des maquis. Désormais, c'est la lutte à mort entre Algériens et Français.

Suivront sept années terribles, une histoire à part entière que nous n'aborderons pas ici, une guerre qui n'a pas voulu dire son nom. D'une certaine manière, les militaires l'ont gagnée. Mais la France l'a perdue.

› À Paris, les lobbys politiques pieds-noirs étaient très puissants. Et puis on croyait que si l'Algérie française disparaissait l'économie de la France en serait très atteinte. Il y avait le pétrole, les expériences nucléaires au Sahara… On a donc pensé que l'armée résoudrait le problème. En 1962, la bataille militaire était en effet presque gagnée, les maquis étaient pratiquement supprimés. Mais les Français avaient échoué sur le plan politique : l'ensemble des Algériens étaient unis. Et le contexte international et arabe a joué. Mis au ban de l'opinion internationale, on ne pouvait pas tenir longtemps. L'opinion française a viré et a soutenu le désengagement voulu par de Gaulle pour affirmer sa politique européenne.

> « En 1962, la bataille militaire était presque gagnée […] mais les Français avaient échoué sur le plan politique »

Massacres, viols, torture organisée, exterminations… Quarante ans après, on n'en finit pas de découvrir la barbarie – exercée des deux côtés – qui a caractérisé ces sept années.

› Tout est né de la peur. La peur qui rend imbécile, qui rend fou. Depuis 1945, la communauté européenne avait peur d'être submergée par le nombre des Algériens, peur d'être isolée dans les fermes, peur du voisin, de l'épicier du quartier, peur d'être égorgé « comme des moutons à l'abattoir »… La peur et la violence sont consubstantielles de la colonisation. On commence par faire peur, et on finit par avoir peur. Alors, on crie vengeance, on demande des exécutions publiques, des camps d'internement, on légitime les massacres. L'OAS s'est calquée sur l'OS des Algériens. La violence a toujours existé en Algérie : ce peuple de montagnards qui avaient la vie très dure ne faisait pas grand cas des vies humaines, et il a exercé sur les populations européennes et musulmanes une terrible violence : meurtres, massacres, viols, incendies… Mais nous, Français, nous avons aussi appris aux Algériens des formes de torture sophistiquées, la baignoire, l'électricité, qui venaient de la Gestapo… Pendant la guerre, on savait tout cela. Je faisais moi-même partie d'un petit groupe qui

CHRONOLOGIE

1960

24 janvier : début de la semaine des barricades à Alger. Vingt-deux morts et cent cinquante blessés le premier jour.
13 février : explosion de la première bombe atomique française au Sahara.


J.-C. COMBRISSON/AFP
Janvier 1960 : une femme apporte du café aux soldats partisans de l'Algérie française, qui s'opposent alors au général de Gaulle.

3-5 mars : deuxième «tournée des popotes». De Gaulle parle d'une « Algérie algérienne liée à la France ». Il renouvelle l'offre de négociations.
25-29 juin : entretiens de Melun avec les émissaires du GPRA. Les négociations échouent quand le GPRA se rend compte qu'il s'agit de discuter d'un cessez-le-feu.
5 septembre : discours de De Gaulle. « L'Algérie algérienne est en route. » Procès à Paris des membres du « réseau Jeanson » de soutien au FLN. Jean-Paul Sartre envoie une lettre au tribunal.
6 septembre : publication du « Manifeste des 121 » sur le droit à l'insoumission en Algérie.
22 novembre : création d'un poste de ministre d'État des Affaires algériennes, confié à Louis Joxe.


AFP
12 décembre 1960 : des manifestants favorables au FLN et à l'indépendance sont dispersés par des parachutistes à Alger.

9-12 décembre : dernier voyage de De Gaulle en Algérie. Manifestations populaires violentes à Alger, pour le soutien au FLN, au GPRA et à l'indépendance de l'Algérie.
20 décembre : les Nations unies reconnaissent à l'Algérie le droit à l'autodétermination.

1961

8 janvier : par référendum, les Français se prononcent à 75 % pour le droit à l'autodétermination du peuple algérien.
Fin janvier : création de l'Organisation armée secrète (OAS) rassemblant des activistes européens contre l'indépendance de l'Algérie.
26 avril : échec du Putsch des généraux à Alger. Dans la nuit du 21 au 22 avril, les généraux Challe, Jouhaud, Zeller et Salan ont tenté de s'emparer du pouvoir. De Gaulle assume les pleins pouvoirs, aux termes



AGIP/RUE DES ARCHIVES

INFÉODATION Le 22 mai 1945, le général Henry Martin préside, près de Kherrata, la cérémonie de reddition des tribus. Leur révolte avait été férocement réprimée par l'armée coloniale.

dénonçait les crimes et la torture. Tout le monde a fermé les yeux et les oreilles.

Les quarante ans d'Algérie algérienne qui ont suivi ont continué dans la barbarie. Pensez-vous que la France en porte une bonne part de responsabilité ?

› Je crois que nous avons contaminé gravement les Algériens. Nous leur avons appris que l'on pouvait jouer avec la démocratie, la truquer, la trahir. Nous avons été d'excellents professeurs d'antidémocratie. La guerre d'Algérie, en éliminant les élites, a empêché l'avènement d'une société algérienne démocratique. On ne sait pas ce que veut dire « démocratie » en Algérie. D'autre part, la disparition des confréries, contre lesquelles se sont battus les oulémas, a joué elle aussi. Elles étaient le dernier moyen de canaliser le sentiment religieux. Alors, quand la jeunesse n'a plus d'espoir, quand le pays tangue au gré des désirs de chaque dirigeant, quand la médiocratie gagne, il ne reste qu'une chose : la religion exploitée par les fondamentalistes. Ils ont établi un réseau qui a enserré le pays. On en est là aujourd'hui.

Cent soixante-douze années de passions et de drames entre la France et l'Algérie... C'est long. Les deux pays retrouveront-ils un jour des relations saines ?

› Je me suis battue toute ma vie pour cela, et je crois même avoir contribué à établir quelques liens entre les intellectuels. Aujourd'hui, il serait important pour l'Algérie, confrontée à cette terrible violence, de comprendre l'histoire de ses relations avec la France, de s'interroger sur les racines de son indépendance et d'en tirer des conclusions pour établir une véritable démocratie. La France, de son côté, a encore du mal à regarder la vérité en face. Peut-être les jeunes, dont les parents n'ont pas parlé et qui se posent des questions, nous obligeront-ils à reconnaître les erreurs et les horreurs du passé ? Mais je ne crois pas aux repentances ni aux mea-culpa. L'histoire ne se rachète pas. ●

de l'article 16 de la Constitution.
20 mai-13 juin : premiers entretiens d'Évian.
20 juillet : nouveaux entretiens entre la France et le FLN au château de Lugrin. Les discussions achoppent sur la question du Sahara.
5 août : première émission pirate de l'OAS à Alger. Salan dirige l'OAS.



J. LANDRY/AFP

Des Algériennes attendant de voter lors du référendum sur l'autodétermination.

5 septembre : de Gaulle admet qu'une Algérie indépendante et associée à la France aura vocation à réclamer le Sahara.
17 octobre : manifestations pacifiques de plusieurs dizaines de milliers d'Algériens dans les rues de Paris. La répression est brutale : des dizaines de morts, des centaines de blessés et plus de 10 000 arrestations. Des corps sont jetés dans la Seine.

1962

8 février : manifestation, à l'appel des syndicats et de partis politiques, contre les exactions de l'OAS et pour la paix en Algérie. Violente réaction policière : 8 morts et plus de 100 blessés au métro Charonne.
18 février : pourparlers des Rousses (Jura).
7 mars : ouvertures des négociations d'Évian.
16 mars : signature des accords d'Évian.
19 mars : annonce officielle du cessez-le-feu en Algérie.
23 mars : insurrection et siège de Bab el-Oued.
26 mars : à Alger, les troupes françaises ouvrent le feu sur une foule d'Européens qui manifestent contre les accords d'Évian : 46 morts et 200 blessés.
8 avril : référendum en métropole : 90,7 % des votants approuvent les accords d'Évian.



F. PARIZOT/AFP

De jeunes Algériens pavoisent les rues de la Casbah pour célébrer l'indépendance de leur pays.

1er juillet : référendum d'autodétermination en Algérie. L'indépendance est approuvée par 99,72 % des votants.
3 juillet : Charles de Gaulle reconnaît l'indépendance de l'Algérie.
5 juillet : proclamation de l'indépendance nationale.





P. BONNIN/AFP

GUÉRILLA Dans les jours qui suivent les attentats de la « Toussaint rouge », l'armée multiplie les patrouilles. Les parachutistes arrêtent alors les caravanes et interrogent les paysans, comme ici dans le massif des Aurès, le 12 novembre 1954.

INSURRECTION ET SALE GUERRE

Le 1er novembre 1954, l'Algérie est réveillée par une série d'explosions. Ces attentats – une trentaine au total – marquent pour les historiens le début de la guerre d'Algérie. Quelques semaines après cette « Toussaint rouge », l'armée française envoie les premiers renforts dans les Aurès. À l'époque, personne n'envisage sérieusement que l'Algérie puisse devenir indépendante et cesser d'être la France. Mais les grandes plumes de L'Express s'insurgent contre ce qui ressemble chaque jour un peu plus à une « sale guerre ». Albert Camus appelle au dialogue, dénonçant à la fois le terrorisme et la répression ; François Mauriac prend position contre la torture ; Jean Daniel, fondateur et actuel patron du *Nouvel Observateur*, alors grand reporter à L'Express, pointe les « dérèglements français ».

DOMINIQUE LAGARDE

« Messali et ses complices »

D'un correspondant à Alger [6 novembre 1954]

En ce temps-là, L'Express était un journal engagé. Au fil des ans, la décolonisation de l'Algérie devient même l'un de ses principaux chevaux de bataille. Au tout début, cela n'allait pas de soi. Le 6 novembre 1954, au lendemain des premiers attentats qui marquent le début de la guerre d'indépendance, L'Express dénonce violemment les menées du chef nationaliste Messali Hadj – qui pourtant n'y est pour rien – et de la Ligue arabe. Le fondateur de L'Express avait certes signé une série d'articles dans lesquels il s'opposait, à l'instar de Pierre Mendès France, à la poursuite de l'effort militaire français en Indochine, mais personne n'envisageait sérieusement que l'Algérie puisse devenir indépendante et cesser d'être la France.

Trente attentats sur tout le territoire, le siège d'une bourgade dans le Sud constantinois, une émission grossière de la « Voix des Arabes », des articles inopportuns de certains journaux tunisiens ont interrompu la paix algérienne dont chacun se félicitait dans l'immobilisme depuis neuf ans.

Il s'agit évidemment de l'immobilisme politique, car l'Algérie est devenue un vaste chantier où se développent, dans un dynamisme de pays neuf, d'audacieuses entreprises. On trouvait admirable cette paix parce qu'on la jugeait secrètement surprenante : comment des musulmans qui avaient d'eux-mêmes déclenché la tuerie de Sétif en 1945, ne subissaient-ils pas la contagion du terrorisme marocain et tunisien ?

MESSALI HADJ
Le fondateur du mouvement nationaliste algérien pendant un procès en 1949.


AFP

HDS



AFP

OPÉRATIONS MILITAIRES
En novembre 1954, des automitrailleuses patrouillent dans le massif des Aurès, au lendemain d'une série d'attentats, qui marquent le début des « événements d'Algérie ».

On trouva plusieurs explications : la vigueur de la répression leur avait donné à réfléchir (c'est vrai tant que le terrorisme ne prend pas les dimensions et la séduction du mythe). Le statut de l'Algérie facilitait l'entrée dans les mœurs de la coexistence franco-musulmane (c'aurait été vrai si le statut avait été appliqué). Le MTLD, parti de Messali Hadj, était en perte de vitesse et lui seul aurait pu fournir les agitateurs (c'aurait pu être totalement vrai si on lui avait opposé des nationalistes valables : « Plutôt des demi-rebelles que des domestiques », selon le mot de M. Jacques Chevalier).

Bref, on s'est bien souvent aveuglé pendant la paix.

Certes, les rapports des gouverneurs généraux étaient lucides : l'ahurissant accroissement démographique (1 million de musulmans de plus tous les quatre ans) réduit la portée des réalisations, pourtant sérieuses (écoles, hôpitaux), de la France. Un gigantesque programme de grands travaux s'impose pour ne pas contraindre à l'exil ou à la révolte des masses misérables. La métropole n'était pas en mesure, il s'en fallait de beaucoup, de faire face.

Incapables de réduire le politique au social et à l'économique (ce qui eût été une solution effective pour vingt ans au moins), il nous fallait affronter le politique. Il faut l'affronter, et d'urgence, au moment où l'on veut consolider en Algérie les positions françaises parallèlement à l'accession des protectorats à l'autonomie interne. La difficulté va être, pour M. Mitterrand [alors ministre de l'Intérieur, NDLR], de vaincre le préjugé intéressé selon lequel les réformes ne doivent pas s'accomplir en période de terrorisme.

« S'il y a un colonialisme qui jette dans les bras de la Ligue arabe les nationalistes nord-africains, il y a un anticolonialisme qui les y installe »

Il reste que s'il y a un colonialisme qui jette dans les bras de la Ligue arabe les nationalistes nord-africains, il y a un anticolonialisme qui les y installe. Il en est du nationalisme comme du communisme – dont on peut dire qu'un capitalisme inintelligent le crée sans qu'on doive pour autant s'y résigner.

On peut protester contre la dégradante comédie des élections algériennes : comprendre que dans telle ville où le nombre des votants dépassait celui des inscrits, les électeurs algériens du 2e collège n'aient accordé aucun sérieux à notre démocratie. On ne doit certainement pas, pour autant, trouver là une justification du messalisme. Il demeure évident que la France n'a rien à attendre du MTLD et de son leader. Prophète délirant du panarabisme qui rêve d'une reprise, par le monde musulman, d'un leadership de la civilisation méditerranéenne, Messali a jalousé les exploits des fellaghas, et a été mortifié par ce qu'il a dénoncé comme la « torpeur » de son peuple.

La guerre que voue sans vergogne la Ligue arabe aux positions françaises en Afrique du Nord trouve en lui un complice fanatique : aussi, l'anticolonialisme qui aboutit à l'apologie du messalisme ne peut-il être qu'une séquelle des complexes d'infériorité dont un gouvernement fort devrait bientôt débarrasser les intellectuels de gauche. ●

« La question »

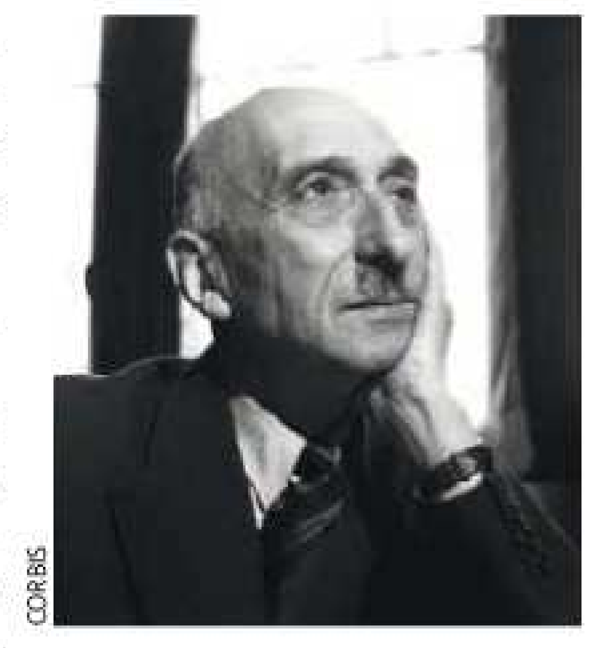
Par François Mauriac [15 janvier 1955]

Dès le début de la guerre d'Algérie, quelques semaines après la « Toussaint rouge » du 1er novembre 1954 et l'envoi des premiers renforts français dans les Aurès, L'Express aborde, sous la plume de François Mauriac, la question de la torture.

« Je hais cruellement la cruauté, et par nature et par jugement, comme l'extrême de tous les vices. » Montaigne (Livre II, Ch. 11).
« C'est à Moi que vous l'avez fait. » Matt. XXV, 40.

Vous seul pouvez parler… Vous seul. Je détourne la tête. Que de fois l'aurai-je entendu ce « vous seul » ! Mes ennemis croient que je cède à la passion d'occuper la scène. Je soupire :
– Il faudrait des preuves. On n'a jamais de preuves.
– Moi, j'ai vu, dit l'homme.

Je l'observe à la dérobée : je connais bien ce regard : celui de mon ami R., celui de ce prêtre de la Mission de France qui travaille dans la région de Constantine, le regard de ceux qui ont vu de leurs yeux, qui ne peuvent plus penser à rien d'autre ; toutes les fleurs du monde sont flétries pour eux. Des obsédés, bien sûr. Moi-même, je commence à la subir, cette obsession, mais un écrivain est habile à s'évader. J'insiste, presque suppliant :
– À quoi bon, puisque « ça » ne laisse pas de traces !
– Ils n'ont pas renoncé aux coups de nerf de bœuf, vous savez ! Mais la baignoire, ou plutôt le baquet d'eau sale où la tête est maintenue jusqu'à l'étouffement, mais le courant électrique sous les aisselles et entre les jambes, mais l'eau souillée introduite par un tuyau dans la bouche jusqu'à ce que le patient s'évanouisse…
– Ce n'est pas possible, dis-je.
– Mais oui : comme pour la Brinvilliers, comme pour Damiens… Cela ne laisse guère de traces en effet, non plus que les goulots de bouteille enfoncés…
Je l'interromps :
– Je sais… d'autres m'ont raconté. Mais pourquoi ? pourquoi ?
– Il s'agit d'obtenir des suspects (et je ne prétends certes pas qu'ils soient tous innocents) l'aveu de leur participation directe ou indirecte au terrorisme. Mais surtout, on attend d'eux qu'ils dénoncent leurs camarades. Je me rappelle celui qui avait fini par céder : il était fou de désespoir et de honte : « Je suis déshonoré, gémissait-il, je les ai livrés… » Songez que ces tortures sont coupées d'interrogatoires qui se prolongent durant des heures et on les laisse presque toujours sans nourriture. Alors ils signent n'importe quoi.
– Mais… les juges ?
– Oh ! avant de les conduire au palais de Justice, on rend les victimes présentables… Un rien de toilette, quoi ! Il n'empêche qu'au début de novembre les comparutions avaient lieu très tôt ou très tard pour qu'il n'y eût pas de témoins. Le 12 novembre à 7 heures du matin, ma femme, qui faisait le guet, a tout de même vu des garçons encore tout sanglants, à leur entrée chez le juge.
– Sans avocat ? Je croyais que la présence de l'avocat était exigée par la loi.
– Nous ne sommes prévenus ni de l'heure ni du jour de la comparution. Pour avoir quelque chance d'assister un client, j'ai dû faire le guet, moi aussi, à la porte du juge : oui, huit heures d'affilée…
– La police a donc le droit de détenir un individu plus de vingt-quatre heures sans le déférer au magistrat ? On m'avait pourtant dit…
– L'article 114 du code pénal réprime en effet la séquestration arbitraire.
– Mais là encore, comment faire la preuve ?
– Oh ! Très aisément ; il suffit de rapprocher deux


CORBIS

FRANÇOIS MAURIAC
Éditorialiste à L'Express, le romancier a vivement dénoncé l'usage de la torture pendant la guerre d'Algérie.

« Les gens s'irritent de ce que l'on les oblige à voir ce qu'ils sont résolus à ignorer »

dates : celle de l'arrestation et celle du mandat de dépôt ou de l'ordonnance de mise en liberté.
– Alors pourquoi ne pas déposer plainte ?
– Croyez-vous que les victimes s'en privent ? Des plaintes ? Combien n'en a-t-on pas déposé ! Aucune n'a jamais été instruite. Vous entendez bien : aucune, à ma connaissance, du moins. Pauvres « citoyens français » ! Ils n'ont pas plus de recours que nos « protégés ». [...]
Nous nous taisons. L'homme rêve un instant, puis il dit :
– La détention en elle-même, quelle torture ! On parle d'Oudjda. Si vous connaissiez la prison de Tizi-Ouzou ! Les détenus y sont parqués à soixante et onze dans des pièces de cent cinq mètres carrés. Il leur est interdit d'ouvrir la bouche, fût-ce pour prier. Des « droit commun » les surveillent : l'école de Himmler, quoi ! Quel héritage !
Encore un silence et j'entends de nouveau l'éternelle parole :
« Vous seul... Si les gens savaient... Vous, ils vous croiront. »
Je secoue la tête :
– Mais non ! Ils s'irritent au contraire de ce qu'on les oblige à voir ce qu'ils sont résolus à ignorer. Ils admettent que toute civilisation repose sur une horreur cachée : prostitution, traite des femmes, police des mœurs, maisons de correction, geôles pour les fous et les idiots, toutes les tortures... C'est le mal nécessaire. Malheur à qui ose en parler ouvertement ! Les Aztèques scellaient des débris humains dans les pierres du temple élevé à la gloire du dieu Soleil.
– Mais nous ne sommes pas des Aztèques.
– Non, bien sûr ! Nous sommes les Français de cette France dont les meilleurs fils, de génération en génération, ont mieux compris qu'aucun autre peuple et mis en pratique le Sermon sur la montagne. Nous sommes cette France qui a proclamé les Droits de l'Homme à la face d'une Europe enivrée.
–... Oui, et dire que, pour la plupart de ceux que nous faisons souffrir, la France reste cette France-là !
– Les bourreaux n'auront donc même pas l'excuse des conquérants, car ce n'est pas par la force, c'est par son message humain que la France reste conquérante : en la déshonorant, ils la désarment.
Il soupire : « Les bourreaux perdront tout ! » [...]

Me voici seul. J'ouvre distraitement l'album des disques de Mozart, les Sonates pour piano interprétées par Gieseking, que J... m'a rapporté de New York. J'en choisis un... Mais non : l'horreur de ce que j'ai entendu emplit encore la pièce. Cette musique du ciel n'est pas pour moi. Je suis comme un homme qui a pris part, sans le vouloir, à un crime et qui hésite à aller se livrer. ●



RÉPRESSION Des soldats français exhibent un fellagha captif en 1955.

« L'avenir algérien »

Par Albert Camus [9 et 23 juillet 1955]

« J'ai toujours condamné la terreur. Je dois condamner aussi un terrorisme qui s'exerce aveuglément dans les rues d'Alger, par exemple, et qui peut un jour frapper ma mère ou ma famille. Je crois à la justice, mais je défendrai ma mère avant la justice. » **Né en Algérie, Albert Camus tentera jusqu'en 1958 de défendre une troisième voix consistant à intégrer les Français musulmans dans la République, dans le respect de leur identité. Peu écouté, il cessera ensuite de s'exprimer publiquement.**

Si l'Algérie doit mourir, elle mourra de résignation généralisée. La métropole indifférente comme la colonie exaspérée semblent admettre que la communauté franco-arabe est impossible et que l'épreuve de force est désormais inévitable. Au nom du progrès ou de la réaction ici, par la terreur ou par la répression là-bas, tous semblent accepter d'avance le pire : la séparation définitive du Français et de l'Arabe sur une terre de sang ou de prisons.

Je suis de ceux qui ne peuvent justement se résigner à voir ce grand pays se casser en deux pour toujours. La communauté franco-arabe, bien qu'une politique aveugle ait longtemps empêché qu'elle entre dans les institutions, existe déjà pour moi, comme pour beaucoup de Français d'Algérie. Si je me sens plus près, par exemple, d'un paysan arabe, d'un berger kabyle, que d'un commerçant de nos villes du Nord, c'est qu'un même ciel, une nature impérieuse, la communauté des destins ont été plus forts, pour beaucoup d'entre nous, que les barrières naturelles ou les fossés artificiels entretenus par la colonisation.

NOUS NE SOMMES PAS RÉSIGNÉS

L'épreuve où l'Algérie d'aujourd'hui est plongée, comment pourrions-nous alors la vivre, sinon dans ce perpétuel déchirement où chaque mort, française ou arabe, est ressentie comme un malheur personnel ? C'est pourquoi la résignation nous est moins facile qu'à d'autres. Nous ne sommes pas résignés au triomphe de ceux qui, recevant chaque acte de justice comme une offense particulière, rêvent de tuer ou de terroriser ces neuf millions d'Arabes avec qui nous voulons, au contraire, construire un avenir fraternel et fécond.



L'EXPRESS

ALBERT CAMUS
Éditorialiste à L'Express de mai 1955 à février 1956, l'écrivain corrige personnellement ses épreuves au marbre du journal en 1955.

Mais nous ne sommes pas résignés non plus à croire, avec ceux qui définissent le progrès comme le paiement d'une injustice par une autre, que le déracinement d'un million et demi de Français, installés depuis plusieurs générations et passionnément attachés à leur pays, puisse fournir une solution intelligente de notre problème. En politique, tuer ou fuir sont deux démissions, et deux manières de renoncer à l'avenir. Nous ne sommes pas démissionnaires et ce n'est pas sans raison que nous voulons donner un sens à cet avenir. Car il existe, malgré le sang et la terreur, il a encore une chance, nous avons à le définir. Simplement, nous ne pouvons plus le faire avec des précautions de langage et des omissions calculées. [...]

Il faut, avant toute chose, ramener la paix en Algérie. Non par les moyens de la guerre, mais par une politique qui tienne compte des causes profondes de la tragédie actuelle. Le terrorisme, en effet, n'a pas mûri tout seul ; il n'est pas le fruit du hasard et

« Le terrorisme naît toujours et partout de la solitude, de l'idée qu'il n'y a plus de recours, ni d'avenir, que les murs sans fenêtres sont trop épais »


AFP

L'ÈRE DU SOUPÇON

Des suspects algériens sont interpellés dans une rue de Constantine peu après l'explosion d'une bombe.

de l'ingratitude malignement conjugués. On parle beaucoup à son propos d'influences étrangères et, sans doute, elles existent. Mais elles ne seraient rien sans le terrain où elles s'exercent, qui est celui du désespoir. En Algérie, comme ailleurs, le terrorisme s'explique par l'absence d'espoir. Il naît toujours et partout, en effet, de la solitude, de l'idée qu'il n'y a plus de recours, ni d'avenir, que les murs sans fenêtres sont trop épais et que, pour respirer seulement, pour avancer un peu, il faut les faire sauter.

Ceux qui parlent au nom des Français d'Algérie refusent de reconnaître que le peuple arabe vivait sans avenir, et dans l'humiliation. Mais c'est qu'ils refusent inconsciemment de considérer ce peuple comme une personne ; ils oublient que l'honneur, et ses souffrances, a longtemps été une vertu traditionnelle du monde arabe. Est-il donc trop tard pour leur demander, devant le désastre, de passer par-dessus leur rancœur et leurs fureurs, mêmes légitimes, pour reconnaître enfin, avec réalisme, leur longue erreur ?

Depuis trente ans, en effet, nous avons beaucoup promis au peuple arabe et nous n'avons à peu près rien tenu. [...] Chaque répression, mesurée ou démente, chaque torture policière comme chaque jugement légal, ont accentué le désespoir et la violence chez les militants frappés. Pour finir, les policiers ont couvé les terroristes qui ont enfanté eux-mêmes une police multipliée. [...]

Devant ce mouvement sans cesse accéléré, la tentation est grande de se résigner, en effet, et l'on comprend que dans la métropole, tant de Pilate se lavent les mains. Mais cette résignation ne peut qu'aggraver encore les problèmes quasi insolubles qui se posent à nous. Les Français sont peut-être prêts à perdre dans l'indifférence ce qu'ils reçurent autrefois dans la distraction. Mais, hélas ! ils ne sont plus seuls ! Et ils ne se débarrasseront pas si facilement des dix millions d'hommes dont ils sont maintenant responsables. Pour vivre eux-mêmes, ils doivent assurer l'avenir de cette communauté, en stoppant, pendant qu'il en est temps, le mécanisme que nos fautes ont déclenché. Comment y parvenir sans subir ni exercer la terreur, c'est aujourd'hui le premier problème qui se pose à la France et qu'elle ne pourra plus éluder. [...]

Le terrorisme algérien est une erreur sanglante, à la fois en lui-même et dans ses conséquences. Il l'est en lui-même parce qu'il tend, par la force des choses, à devenir raciste à son tour et, débordant ses inspirateurs mêmes, à cesser d'être l'instrument contrôlé d'une politique pour devenir l'arme folle d'une haine élémentaire.

À cet égard, le silence ou les précautions de l'opinion libérale en France sont graves. Ce n'est pas à Paris qu'on a le droit de prendre à la légère la tragédie des familles assiégées dans leurs villages ou leurs fermes isolées. L'Algérie, on semble parfois l'ignorer, n'est pas peuplée d'un million et demi de colons. Les représentants de la réaction algérienne sont une poignée, et qui vivent dans les grandes villes, non sur leurs terres. L'immense majorité des Français d'Algérie qui peinent et travaillent, au contraire, dans une angoisse mortelle, ont droit au moins que nous ne fassions rien pour encourager ce qui les assiège ou les tue. [...]

Mais inversement, et pour les mêmes raisons, nous devons nous prononcer avec plus de force encore contre cette répression aveugle et imbécile qui ne peut qu'accélérer la dialectique dont j'ai parlé.

La responsabilité collective, nous sommes payés pour le savoir, est un principe totalitaire. Il est incroyable qu'il puisse être proclamé par des Français affolés, impensable qu'un gouvernement puisse céder sur ce point et se rallier à l'idée d'une répression indifférenciée qui frapperait des villages entiers sous le prétexte d'une complicité imposée le plus souvent. Nous l'avons fait dans le Constantinois, pour notre honte, en 1945. Nous cueillons aujourd'hui les fruits de cette action d'éclat. Puisque le gouvernement est à la recherche de gestes à faire, il peut, il doit déjà déclarer solennellement que la France ne fera jamais sien le principe de la responsabilité collective et que la justice sera rendue en Algérie en vertu d'une loi commune selon les usages des nations civilisées.●

« Des faits terribles qu'il faut connaître »

Par Jean Daniel [29 décembre 1955]

Le 20 août 1955, un soulèvement de paysans dans le Constantinois est violemment réprimé par les forces de l'ordre. Les indépendantistes ont réussi à attirer l'attention de la communauté internationale sur leur combat, et en septembre, la question algérienne est pour la première fois inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale des Nations unies. Le mythe du « maintien de l'ordre » ne tient plus, les opérations en Algérie prennent les dimensions d'une véritable guerre. Sur place, Jean Daniel a recueilli et recoupé des témoignages qui font état d'exactions commises par l'armée française.

Voici une série de faits accablants pour un Français. Je n'en ai pas été le témoin. Ils m'ont été rapportés par des personnes que je considère comme dignes de foi et qui, en certains cas, m'ont dit les avoir vécus. Ils m'ont ensuite été confirmés par d'autres personnes qui, elles, se sont vantées de leur authenticité et préconisaient qu'ils fussent généralisés, car « seules de telles méthodes pouvaient venir à bout de la rébellion ».

Je rapporte ces faits avec l'espoir qu'ils pourront provoquer des démentis convaincants. J'ajoute, pour prévenir toute accusation facile, que leur relation ne saurait témoigner d'un quelconque plaisir à accabler l'administration française ou à diminuer, comme on dit, la « confiance » mise en nous par les musulmans : ces faits sont, hélas ! connus des Algériens. Ils ne sont dissimulés qu'aux Français.

Enfin, on remarquera qu'il n'est fait ici mention que de dérèglements français. Mais quand bien même on parviendrait à démontrer que la violence des rebelles vaut celle de l'administration et de l'armée, il resterait à savoir au nom de quels principes nous nous permettons alors de juger des hommes que



JEAN DANIEL, éditorialiste et écrivain, a été cofondateur de L'Express, avant de fonder *Le Nouvel Observateur.*

nous imitons. Une communication du Gouvernement général condamne la répression collective. Voici comment les instructions sont suivies.

27 MORTS

Le 29 novembre, à Tizint, village situé à 70 kilomètres de Kemtchela, dans l'Aurès, dix hommes parmi lesquels sept anciens combattants invalides discutaient. Un détachement de légionnaires ouvrit le feu sur eux. Huit furent tués sur le coup. Deux blessés graves furent achevés. Dix-sept personnes, dont une petite fille de sept ans qui était accourue au bruit de la fusillade, furent abattues. Une protestation a été envoyée à l'administration. Cette protestation parue dans L'Express du 29 décembre 1955 est accompagnée de la liste nominale des victimes. L'administration n'a pas répondu.

À Mila, dans le Constantinois, en octobre, un musulman fut sérieusement blessé par un groupe de terroristes. Il fut immédiatement conduit chez un médecin – le Dr Canova – qui entreprit aussitôt les soins. Pour ne pas perdre de temps, dans le cabinet même du médecin, le juge de paix et un policier interrogèrent le blessé. Le policier s'absenta et revint

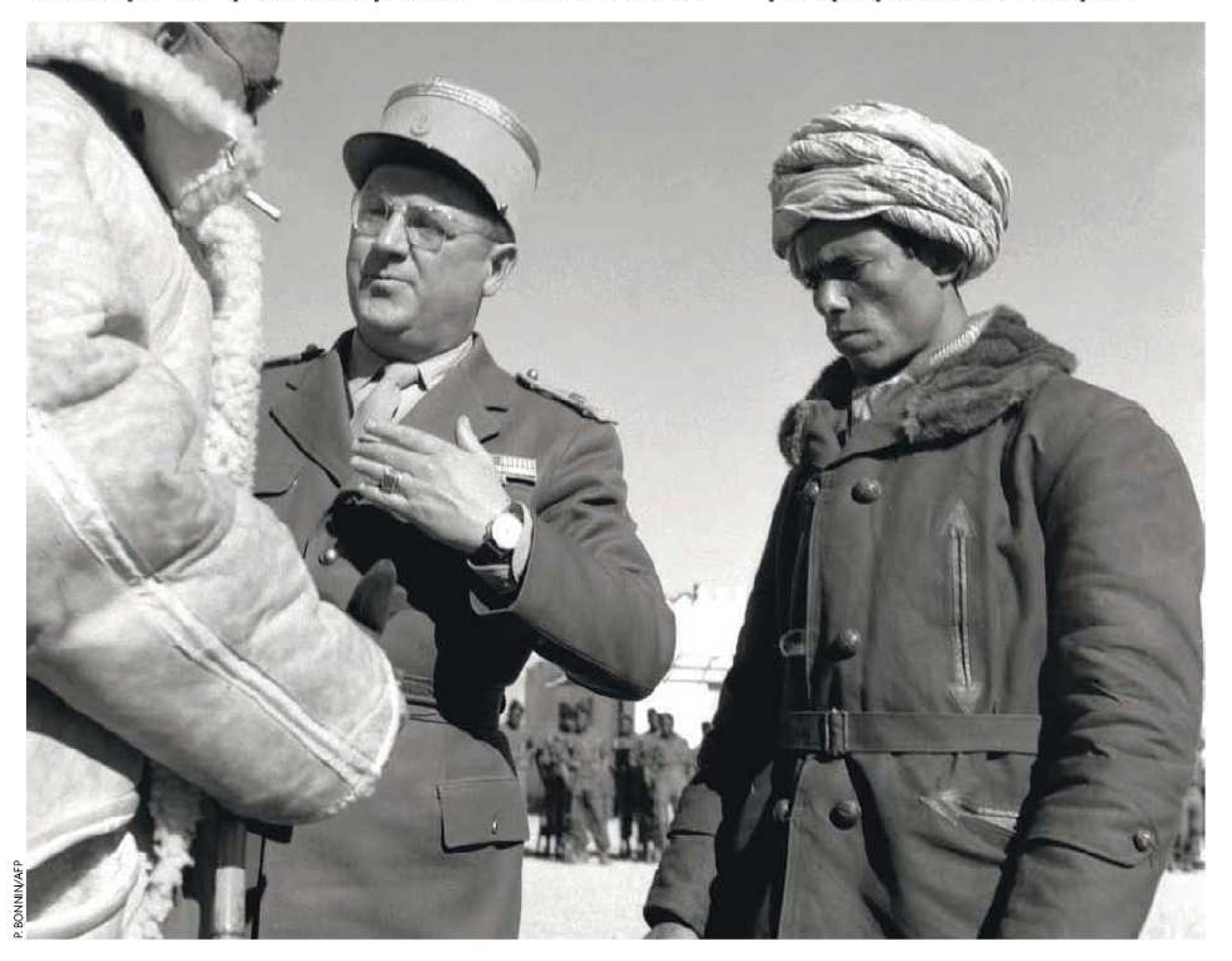
un moment après accompagné de quatre frères d'une famille musulmane déclarée suspecte dans la région. Le blessé fut confronté avec les quatre suspects. Il déclara, sans hésitation, sans équivoque, qu'il ne reconnaissait pas en eux ses agresseurs ; il avait la certitude que ce n'était pas eux. On ne put fusiller ni arrêter les quatre frères. Mais on les envoya au camp de Djorf. Ils y sont toujours.

Il y a deux mois, à Guendouz, dans la région d'Akbou, un garde champêtre a été assassiné par les rebelles. Le lendemain, la troupe arrêta douze notables qui furent déclarés « suspects ». Elle exigea ensuite qu'ils dénoncent les assassins. Ignorance ou complicité, les villageois refusèrent. Les suspects devinrent des otages : les douze notables furent fusillés. Plusieurs délégués à l'Assemblée algérienne protestèrent auprès de l'administration. Les services officiels répondirent qu'ils n'avaient jamais eu connaissance de l'affaire. Les délégués demandèrent alors qu'une enquête soit faite sur la disparition des douze notables. Les services admirent la « disparition », mais déclarèrent ne pouvoir en découvrir le motif.

Trois jours avant Noël, la région de Batna a subi une opération en règle de ratissage. Bombardement par avions et artillerie et incendie massif ont entièrement rasé un douar. Les habitants avaient eu presque tous le temps de s'enfuir. Une partie d'entre eux est passée au maquis.

En Kabylie, au douar Irdjama, dans la commune mixte de Taher, un caïd impopulaire et dont les abus et la corruption avaient été dénoncés depuis des années, c'est-à-dire bien avant que la rébellion ne commence, a été abattu par les terroristes. Soixante-cinq maisons ont été incendiées. La population est passée presque entièrement au maquis. ●

DIALOGUE DE SOURDS
Décembre 1955. Le général Parlange converse, par l'entremise d'un interprète, avec le chef indépendantiste Ali Kerbadou qui vient de se rendre, épouvanté par les rivalités qui déchirent les groupes nationalistes.


P. BONNIN/AFP

« La France peut-elle sauver l'Algérie ? »

Par Jean Daniel [15 au 22 février 1956]

À l'époque, L'Express est quotidien. Rentré d'Algérie, Jean Daniel publie pendant toute une semaine une très longue enquête sur la situation du « territoire ». Il met en évidence l'ampleur de l'insurrection et le ralliement de l'opinion musulmane aux aspirations nationalistes. Il souligne qu'aucune solution militaire ne pourra venir à bout de la rébellion.

Le gouvernement de Front républicain, présidé par M. Guy Mollet, a abordé le problème algérien à l'aide de deux idées nouvelles et qui constituent une rupture révolutionnaire avec le passé : il a décidé, en premier lieu, de reconnaître la personnalité algérienne et il a prévu, pour incarner politiquement cette personnalité algérienne, une négociation avec des interlocuteurs fournis par une consultation électorale offrant toutes les garanties de sincérité et de liberté.

Il est important de souligner le caractère novateur de ce choix politique : la singularité de la communauté franco-musulmane d'Algérie est officiellement admise ; la forme dans laquelle s'exprimera cette singularité ne sera pas l'objet d'une mesure unilatéralement octroyée : elle sera négociée.

Rien dans les déclarations récentes de M. Guy Mollet ne permet à quiconque de prétendre que le gouvernement actuel est revenu sur ces deux idées.

Certains objectent qu'à force de proclamer que l'Algérie restera « française », le gouvernement préjuge de l'issue des négociations qu'il préconise lui-même. Mais il y a plusieurs façons pour un pays, dont l'originalité est proclamée, de rester français. La contradiction apparente n'est ici qu'une question de terminologie.

« À force de proclamer que l'Algérie restera "française", le gouvernement préjuge de l'issue des négociations qu'il préconise lui-même »

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS

L'objectif le plus immédiat est donc de préparer les élections. Mais le gouvernement constate qu'il lui faut, auparavant, préparer une « situation électorale ». Dans un pays où sévissent les violentes pressions des extrémismes, il faut bien reconnaître que la liberté des élections est peu assurée. Le prestige et l'ascendant que possèdent, aux yeux des masses musulmanes, les rebelles et, d'autre part, les garanties que paraissent offrir aux Européens les extrémistes français, font peser sur une consultation électorale, organisée aujourd'hui, une menace précise : une Assemblée émanant de telles élections ne conduirait qu'à creuser encore davantage le fossé désormais tragique qui sépare les deux communautés ethniques algériennes.

Le gouvernement juge donc que sa meilleure préparation à un climat électoral normal consiste en ces mesures qui aboutiraient au rétablissement de l'« ordre républicain » – phrase qui vise manifestement les désordres européens – et à la disparition du terrorisme et de l'insurrection des musulmans.

Le rétablissement de l'ordre républicain comprend, en premier lieu, une série de mesures administratives dont on ne sait encore si le gouvernement est décidé à les prendre. Il est bien entendu que M. Robert Lacoste devra mettre hors d'état de nuire ceux que M. Guy Mollet a dénoncés comme « une poignée d'agitateurs extrémistes qui font la politique du pire », sinon l'ordre républicain serait illusoire.

Reste le problème de l'insurrection musulmane. Comme le gouvernement est animé des intentions indiscutables que nous avons définies au début, il paraît mal comprendre que l'insurrection puisse persister et certaines de ses récentes déclarations semblent révéler une volonté de « juguler la rébel-



J. GRÉVIN/AFP

CAS D'ÉCOLE Dans une ville thermale à 40 km d'Alger, le 9 octobre 1956, des rappelés font la classe à des élèves musulmans.

lion » par des moyens exclusivement militaires. [...]

Une action militaire vigoureuse, adaptée aux méthodes de l'ennemi et, parallèlement, de spectaculaires mesures économiques prises en faveur des musulmans indigents pourraient, en trois mois, rétablir la confiance. Cette thèse, présentée par certains conseillers, est séduisante. Elle fait actuellement son chemin. Si elle était adoptée, elle engagerait l'avenir de ce gouvernement, mais aussi celui de la communauté franco-musulmane d'Algérie. Il faut en examiner les chances. [...]

Quinze mois de répression ont abouti à un échec. Ce fait est brutal mais éclatant : les maquis n'ont réussi qu'à augmenter leur recrutement et leur armement. Une carte saisissante des opérations algériennes, récemment publiée par toute la presse parisienne, établissait même que les rebelles avaient réussi une efficace coordination entre tous les points stratégiques du territoire algérien où ils avaient installé des postes.

Par ailleurs, le fait le plus grave et le plus important de ces six derniers mois, c'est la disparition complète d'une opinion musulmane modérée ou même « administrative » en Algérie. [...]

Le président du Conseil n'a pu recevoir à Alger aucun musulman représentatif. Il y a deux semaines encore, l'état-major français exprimait ses craintes devant une insurrection générale de la Grande Kabylie et il y a un mois le préfet de Constantine déclarait que dans son département il y avait 100 000 dissidents en puissance.

PAS DE PROBLÈME LOGISTIQUE

Que s'apprêtent donc à entreprendre les conseillers militaires qui demandent « trois mois pour en finir avec la rébellion algérienne » ? Que feraient-ils que M. Soustelle n'ait déjà tenté ?

On ne sait encore, mais la thèse est à peu près celle-ci : il y a quinze mille rebelles au maximum en Algérie et, sur une population de 9 millions de musulmans, c'est assurément peu. Ces rebelles ne se livrent jamais à des batailles rangées ; il n'y a jamais d'engagements qui puissent rappeler les combats indochinois. Ils disposent de vieux fusils, parfois d'armes automatiques, souvent d'explosifs, mais ne possèdent ni canons ni avions. L'Algérie est à quatre heures de la métropole : le ravitaillement en ●●●

●●● armes et en hommes pour les forces de l'ordre ne pose donc pas de problème.

Tout ceci, cependant, était vrai aussi pendant les quinze mois qui viennent de s'écouler. On a vu que s'il y avait quinze mille rebelles actifs, il y avait des centaines de milliers de complices. On a vu que l'absence de batailles rangées, loin de faciliter les opérations des forces françaises, les rendait au contraire plus stériles, puisqu'on songe seulement aujourd'hui à adapter ces forces à la guérilla.

On a bien vu, surtout, que les Algériens tiraient parti avec efficacité de la solidarité nord-africaine pour se servir des éléments tunisiens et marocains. Enfin, malgré les succès locaux des méthodes dans l'Aurès du général Parlange – d'une incontestable valeur humaine –, on a bien constaté à quoi menait la répression. La répression mène à opposer à la terreur des rebelles la terreur des forces de l'ordre. C'est la caractéristique des guerres nord-africaines. On ne peut pas reprocher à des soldats, sans cesse harcelés et qui voient mourir devant eux leurs compagnons, d'être exaspérés jusqu'à punir de simples suspects pris dans un village où se réfugient les coupables. Mais on ne peut pas s'étonner non plus que le village passe ensuite complètement au maquis. Et surtout, on a le devoir de montrer à l'opinion quel est le prix de la répression. [...]



AFP

FELLAGHAS En mai 1955, un groupe de combattants algériens prend la pose dans un maquis proche de la frontière tunisienne.

Dans les quinze derniers mois, toute l'opinion musulmane s'est ralliée aux aspirations nationalistes. Pour elle, la reconnaissance de la « personnalité algérienne » est sans doute un incontestable progrès. Cela pourrait même devenir une base de discussion féconde. Mais elle entend laisser juges de la valeur de cette reconnaissance les chefs de l'insurrection. En partie parce qu'elle les craint ; mais aussi et surtout parce qu'elle considère que, sans l'action des insurgés, la reconnaissance de la personnalité algérienne ne fût pas survenue.

L'opinion musulmane se dit aussi qu'une personnalité algérienne qui ne s'exprimerait que dans le cadre de la République française reviendrait exactement à ce que M. Soustelle appelait « l'intégration ». Elle voudrait qu'on tienne compte que cette intégration a été refusée. Tous ces faits sont peut-être irritants. Mais aucune bonne volonté ne justifie qu'on les ignore.

En réalité, il semble bien maintenant que l'idée de détacher les musulmans de l'emprise des chefs de l'insurrection soit à la fois illusoire et aventureuse. On risque simplement de perdre encore du temps, c'est-à-dire de travailler pour les extrémistes. Au contraire, le projet – aujourd'hui explosif – d'amener ces mêmes chefs à composer avec des réalités qui sont avant tout les leurs et à atténuer considérablement leur provisoire intransigeance, constituerait sans doute un pari fécond.

C'est, en tout cas, le seul moyen immédiat de tenter un arrêt de l'effusion de sang, de montrer aux masses musulmanes que notre bonne volonté est enfin traduite dans les faits. À la limite, en cas d'échec des pourparlers, la France aurait alors administré l'éclatante preuve aux yeux de l'ONU, du monde arabe et surtout des musulmans d'Algérie, de sa volonté de créer – avec tous – une communauté juste et libre, et de l'impossibilité, pour ce faire, de s'entendre avec les insurgés.

Les maquis actuels pourraient bien se partager entre réalistes et démagogues. L'autorité des chefs serait battue en brèche. Basé sur la justice, notre recours contraint à la force pourrait se faire alors avec la complicité d'une grande partie des musulmans eux-mêmes.

Il faut rassurer les Français d'Algérie, non sur le détail passionnel (« liens indissolubles », etc.), mais sur l'essentiel raisonnable. [...]

Ils croient à la disparition de l'autorité de l'État dans la métropole. Il faudrait proclamer que l'Algérie, composée de minorités, ne saurait avoir de Constitution que laïque et démocratique. Il faudrait arrêter notre décision de négocier avec le désir de justice, mais sans aucun complexe de culpabilité et en éliminant tous les risques de voir notre tutelle s'effacer devant d'autres, de toute manière plus despotiques.

La négociation ne saurait être alors, comme le craignent les Français d'Algérie, une « démission », mais une conquête commune. [...]

On comprend la tristesse des Français démocrates d'avoir à céder devant ce retour en arrière, d'avoir à attendre qu'un peuple passe par des voies qui lui paraissent périmées. Mais enfin, la France a en

Algérie, par la seule conquête, suscité chez les Algériens un éveil de la conscience religieuse qui est devenue leur principale force politique.

Dans leur nationalisme renaissant, les Algériens ne se préoccupent plus que de l'humiliation qui a été infligée à leur religion. Ils ne se soucient guère de leur plus grave problème qui est, encore une fois, démographique et économique. Ils veulent une réhabilitation et, pour l'obtenir, explosent dans les formes brutales du terrorisme.

La conclusion pénible, mais inéluctable, est que l'Algérie n'évoluera vers les formes françaises de la civilisation que pour autant qu'elle cessera d'être française. Si l'on s'obstine dans le slogan « L'Algérie, c'est la France », l'Algérie deviendra arabe, et exclusivement arabe.

L'Algérie ne peut devenir française, au sens profond du terme – c'est-à-dire sauvegardant un certain nombre de valeurs françaises – que si on lui permet d'abord de devenir algérienne. En imposant aux Algériens une autre nationalité, on les pousse à un fanatisme rétrograde, et à base essentiellement religieuse ; en leur permettant d'affirmer (et cela peut se faire dans un large cadre français) leur personnalité, officiellement reconnue, on leur faciliterait une évolution vers la limitation de l'islam, vers l'Occident et – puisque c'est la France qui en Algérie a été le puissant véhicule de l'Occident – vers la France.

Or comment l'Algérie pourrait-elle être « algérienne » ? Mais, naturellement, grâce aux Français d'Algérie. J'ai été surpris d'entendre, dans un meeting parisien organisé par des intellectuels, un nationaliste « messaliste » fonder la nationalité algérienne sur l'unité de race, de langue et de religion.

Car l'unité de race en Algérie, plus encore qu'ailleurs, est un mythe.

Fonder, d'autre part, une nationalité sur une religion et une langue qui sont communs à plus d'une centaine de millions d'individus dans le monde paraît ressortir à une piètre argumentation. Non, précisément, ce qui fait de l'Algérie une terre originale – et qui deviendra sans doute une nation –, ce sont les mosaïques d'éléments divers fondus sur un même sol, (condamnés à vivre et à mourir ensemble), selon l'expression d'Albert Camus.

Tout cela est loin d'être simple. C'est un grand risque : les événements actuels nous en administrent la preuve. Mais c'est le seul recours que nous ayons. Ou bien lutter – avec la grandeur et la vanité du désespoir – contre l'histoire en marche, ou bien s'inscrire dans son cours pour en corriger, en notre faveur, les effets. [...]

Évoquer pour l'Algérie la possibilité d'être, d'abord, algérienne, c'est provoquer l'indignation de ceux qui ne savent pas ou qui ne veulent pas savoir que l'Algérie n'est pas française. Un article de Constitution n'a jamais triomphé du fait le plus évident, à savoir que, comme le dit M. Guy Mollet, les neuf millions de musulmans en Algérie ont les mêmes devoirs que les Français, mais n'ont pas les mêmes droits.

« Il faudrait proclamer que l'Algérie, composée de minorités, ne saurait avoir de Constitution que laïque et démocratique »

Mais c'est aussi susciter un déchirement véritable chez tous les Français qui admettaient bien, au fond de leur cœur, que l'Algérie n'était pas encore la France mais qui espéraient qu'elle pourrait un jour le devenir. Il s'agit de tous ceux qui ont très sincèrement désiré l'assimilation d'abord, l'intégration ensuite.

Ces derniers se disaient que, dans l'histoire de l'Algérie, il est aussi injuste de faire table rase de ce qui a précédé 1830 que de ce qui l'a suivi. Ils estimaient que les massacres de la conquête arabe en Berbérie valaient bien ceux de la conquête française. Ils se disaient – et se disent encore – qu'offrir à un peuple en proie à des problèmes économiques quasi insolubles les gigantesques efforts de la métropole n'était pas nécessairement une manifestation de colonialisme.

Ils espéraient enfin que les exemples lamentables fournis par certains pays arabes pourraient inciter les élites musulmanes à choisir librement la France. Ces sentiments, ils les partageaient d'ailleurs, à une époque, avec la majorité des musulmans.

Aujourd'hui il est bien compréhensible qu'ils acceptent mal que ce qui était possible, il y a quinze ans, ne le soit plus. Il leur est difficile de se résigner à ce qu'un si grand avenir, une si belle occasion, aient été perdus pour la France. Ils s'attachent à ce rêve comme d'autres s'attachent à leurs privilèges : avec irréalisme et désespoir.

Ce déchirement atteint des dimensions encore plus dramatiques lorsqu'il s'y ajoute une nostalgie de la grandeur passée. M. Habib Bourguiba, dans un récent discours à la presse étrangère, dont certains passages pourraient venir tout droit des Mémoires du général de Gaulle, a déclaré : « Les Français ne sont pas un peuple colonialiste mais ils ont le sens de la grandeur, et c'est ce sentiment que les colonialistes exploitent pour leur faire perdre tout sens des réalités. » On ne peut résumer plus noblement le drame actuel de la France.

Ce drame se fait soudain plus aigu, il se cristallise complètement à propos d'une Algérie dont nous avons appris sur les bancs de l'école qu'elle était constituée de « trois départements français ».

Après l'Indochine, les comptoirs de l'Inde, la Tunisie et le Maroc, voici que la France est attaquée dans ses propres prolongements, dans sa propre chair. L'écolier français n'aura plus, sur sa carte planétaire, toutes ces petites taches rouges qui marquaient le •••

●●● vaste empire des possessions françaises. La vieille légende des coloniaux baroudeurs et des missionnaires héroïques s'effondre d'un seul coup.

La France ne se délivre que contrainte et dans la douleur d'un complexe colonial qui a été celui de toutes les puissances européennes à une époque où même les marxistes reconnaissent que la colonisation a eu son aspect positif et sa justification économique.

La France n'est pas seule dans le cas. Lorsque la reine d'Angleterre a été obligée d'abandonner son titre d'impératrice des Indes, toute une mythologie s'est éteinte dont la disparition a atteint au vif chaque citoyen anglais. Le maréchal Mountbatten, qui avait été chargé de l'ingrate mission d'accorder leur indépendance à l'Inde et au Pakistan, ne fut pas reçu, pendant deux années, à la Cour d'Angleterre.

UN SENTIMENT D'INJUSTICE

Le problème est complètement différent pour les rapports de la France avec l'Algérie. Mais l'Algérie concentre aujourd'hui tous les complexes refoulés qu'ont suscités tour à tour l'autonomie nouvelle de chacune des anciennes possessions françaises. [...]

Le sottisier du colonialiste moyen contient cet axiome que, sans les colonies, la France « serait une Espagne ». Elle va le devenir, au contraire, si l'imagination et l'autorité de nos gouvernants ne procurent pas à notre pays cette grande idée de libre association, ce Commonwealth français qui doit remplacer l'idée de possession et l'ancien empire.

Elle va devenir une Espagne si, en Algérie, on s'obstine dans le pari perdu de l'intégration ; si on laisse la rébellion algérienne contaminer la Tunisie et le Maroc. Aujourd'hui, nos cartes sont immenses : le gigantesque effort économique, auquel on convie la métropole, de quel poids déterminant pèserait-il dans des négociations !

À la stratégie de M. Soustelle qui projetait un axe « Dunkerque-Tamanrasset » pour s'opposer à l'axe « Le Caire-Madrid », on pourrait encore aujourd'hui substituer une stratégie pacifique qui nous donnerait sur les deux axes des garanties autrement sérieuses.

Les admirables qualités des ingénieurs, constructeurs et techniciens français d'Algérie serviraient alors une communauté qui ne serait pas à la merci des caprices insurrectionnels. En fait, la France se trouverait alors beaucoup plus près de l'audace et de l'invention des premiers colons. [...]

Non seulement la France peut sauver l'Algérie, mais elle peut donner, elle est seule à pouvoir donner un sens à une révolution algérienne qui a puisé dans la Révolution française son principal enseignement. Il dépend de la France que le peuple algérien, une fois sa dignité recouvrée, trouve les chemins français du progrès, au lieu de se perdre pour conquérir sa dignité dans l'impasse du fanatisme religieux.

« Il dépend de la France que le peuple algérien [...] trouve les chemins français du progrès, au lieu de se perdre pour conquérir sa dignité dans l'impasse du fanatisme religieux »

C'est cette vérité essentielle que j'ai essayé de mettre en relief tout au long de cette enquête, parce qu'elle me semble l'élément principal d'une solution dont le secret tactique est l'affaire des gouvernants. C'est cette vérité contraignante que je me suis autorisé à analyser, parce qu'elle me touche, personnellement, de très près. [...]

Je suis algérien depuis toujours. Je suis français depuis que la France a décidé, en 1870, et par décret, d'assimiler cette communauté à la communauté française. Cette assimilation a réussi. C'est-à-dire que depuis 1870 nous avons vécu – comme d'ailleurs un certain nombre de musulmans – en Français d'Algérie d'origine berbère.

Toute notre affectivité est algérienne ; toute notre formation et tout notre idéal sont français. Les premiers, nous avons réalisé une synthèse vivante et active entre l'hérédité berbère et la civilisation française. Nous n'avons jamais eu qu'à nous féliciter de l'assimilation. [...]

Aujourd'hui, du fait du fossé qui sépare les deux communautés ethniques d'Algérie, nous sommes dans le dilemme, c'est-à-dire que nous avons à choisir entre une nation à laquelle nous sommes complètement assimilés et une communauté riche de tout notre passé. C'est ce choix que nous refusons. Autrement dit, nous sommes bien placés pour juger, avec objectivité, des rapports de la France et de l'Algérie, parce que nous tenons également, avec la même passion, à l'une et à l'autre et qu'un divorce entre la France et l'Algérie nous écartèlerait. [...]

C'est pourquoi le titre de cette enquête est : « La France peut-elle sauver l'Algérie ? » Je réponds oui. Elle peut la sauver et il est d'une importance capitale que ce soit la France, et aucune autre nation, qui la sauve. Il est d'une importance capitale que la France, qui a nourri par son enseignement révolutionnaire le nationalisme algérien, ne laisse pas ce dernier s'alourdir et se dévier par les influences orientales. Enfin et surtout il est d'une importance capitale que les Français d'Algérie se sentent suffisamment Algériens pour ne pas s'exclure, par une opposition aveugle, de la communauté algérienne en construction. [...]

Il faudra bien, tôt ou tard, le reconnaître.

Et la solution politique, pourquoi ne pas le reconnaître, ne consiste pas en des élections dont chacun admet l'impossibilité. Elle consiste uniquement aujourd'hui en des pourparlers avec les représentants des différentes tendances de l'opinion musulmane. Il faut entreprendre ces pourparlers quelles que soient leurs chances de réussite. ●

LA DÉCHIRURE

Réalisateur du documentaire *Guerre d'Algérie, la déchirure*, qu'il a co-écrit pour France 2 à l'occasion du cinquantenaire des accords d'Évian, avec Benjamin Stora *(lire l'interview de l'historien page 80)*, le cinéaste Gabriel Le Bomin commente pour L'Express certaines séquences du film. Des images souvent inédites, sélectionnées à l'issue de la projection de 140 heures de rushes, dont il souligne la dimension historique, mais aussi la force émotionnelle et la qualité cinématographique.


Après les tueries de Sétif, les automitrailleuses sillonnent le Constantinois.




La répression est sanglante, les populations civiles sont durement touchées. Recherche d'informations sur le cadavre d'un villageois.


Un soldat français d'origine algérienne fait office d'interprète.

UNE GUERRE CHASSE L'AUTRE

«Région de Sétif, le 8 mai 1945. Alors qu'on célèbre partout la fin de la Seconde Guerre mondiale, dans cette ville du Constantinois se noue une terrible tragédie: un policier abat à bout portant un homme qui brandissait un drapeau algérien au milieu de la foule. Un enchaînement de violences s'ensuit. Des Algériens se vengent et tuent 103 Français. À l'agression sauvage va répondre une répression aveugle, provoquant la mort de milliers d'Algériens.
Nous disposions de très peu d'images pour monter cette séquence essentielle, fondatrice. J'ai eu accès aux rushes tournés par l'armée française. C'est, à ma connaissance, l'unique source iconographique de cet événement.
On sent chez les protagonistes une très grande tension de part et d'autre. Il y a un jeune adolescent qui court sur le bord de la route, les mains en l'air, comme affolé au passage d'une moto. Son expression, le mouvement de son corps nous révèlent cette tension, cette peur.»





AFP

DÉCHIRURE Le 12 décembre 1960, à Alger, une femme voilée et son enfant passent sous l'œil vigilant d'un soldat français. La veille, des affrontements sanglants entre les deux communautés ont fait de nombreux morts.

LA GUERRE AU QUOTIDIEN

Peu à peu, l'Algérie s'installe dans une guerre longue et violente. Le nombre de victimes reste, un demi-siècle plus tard, toujours un sujet de polémique de part et d'autre de la Méditerranée. L'année 1956 est celle de la « guerre totale ». Entre Alger et Paris, le divorce est consommé. Rappelé sous les drapeaux, le lieutenant Jean-Jacques Servan-Schreiber livre son témoignage de soldat dans les colonnes de L'Express, qu'il avait fondé trois ans plus tôt. Le conflit, de plus en plus meurtrier, va finir par faire tomber la IVe République. Le 1er juin 1958, le général de Gaulle est investi par l'Assemblée nationale.

D. L.

« Lieutenant en Algérie, un rappelé parle »

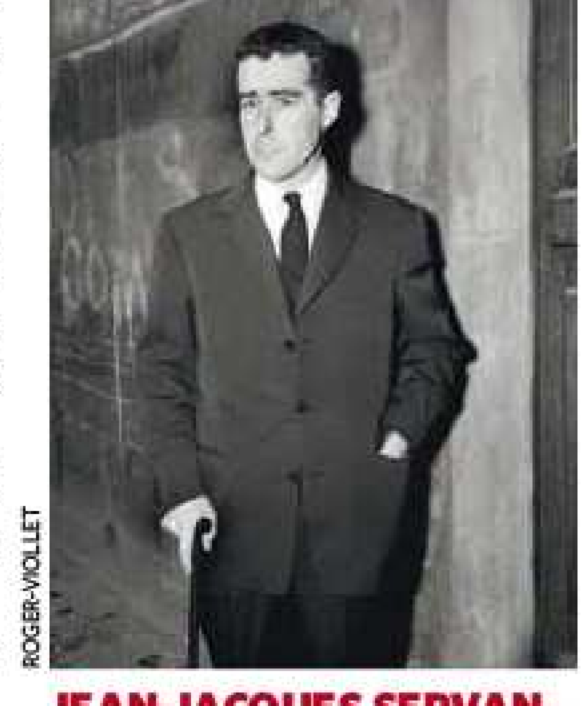
Par Jean-Jacques Servan-Schreiber [8 mars au 26 avril 1957]

L'année 1956 est celle de la « guerre totale ». En juillet de cette année-là, le directeur de L'Express, Jean-Jacques Servan-Schreiber, a été mobilisé. Il va rester sous l'uniforme jusqu'en février 1957. De retour à Paris, il fait le récit de ces six mois de « guerre ordinaire ». Son témoignage paraît dans L'Express, sur plusieurs numéros. Il en fera par la suite un livre, publié en juin 1957 aux éditions Julliard, sous le même titre. Nous reproduisons ici l'introduction de la série, ainsi que plusieurs extraits.

Rappelé, comme des centaines de milliers de jeunes Français, dans l'armée d'Algérie, j'ai été mobilisé le 16 juillet. Sous l'uniforme jusqu'au mois dernier, je n'avais d'autre devoir que de remplir, avec mes camarades, nos tâches quotidiennes et d'observer le silence. Relevés là-bas par d'autres Français, un peu plus jeunes que nous – les recrues du contingent –, nous sommes libres aujourd'hui. Ceux qui éprouvent la nécessité de raconter ce que nous avons vu et vécu n'ont pas tous la chance qu'une tribune s'offre librement à eux.

Ayant cette chance, au nom de mes camarades silencieux, je parlerai.

Un tel récit a des limites. Six mois passés en Algérie ne confèrent pas d'autorité supplémentaire pour se prononcer sur les questions politiques. Les orateurs ou les écrivains qui cherchent à dominer leurs interlocuteurs par l'argument « moi, Monsieur, j'y étais » ou « moi, Monsieur, j'y habite » m'ont toujours paru trop vains et trop irritants pour que je sois tenté d'adopter cette attitude. Un tel argument n'a aucune valeur. Un jugement politique se forme par l'intelligence d'une situation. On ne remplace pas l'intelligence par la marche à pied.


ROGER-VIOLLET

JEAN-JACQUES SERVAN-SCHREIBER Ses articles sur l'Algérie valurent au fondateur de L'Express une inculpation pour atteinte au moral de l'armée.

D'autre part j'évoquerai seulement ce que j'ai vu ou connu moi-même.

C'est peu de chose, comparé à tout ce qui se déroule chaque jour dans cette immense Algérie. Il y a ainsi des aspects du drame que je ne pourrai pas raconter.

Par exemple : les tortures.

Depuis que la fin du débat à l'ONU a libéré les témoins de la règle de silence qu'ils s'étaient imposée, des récits sont publiés sur certaines méthodes employées par nos hommes – civils et militaires. Ces cas exceptionnels, je sais, moi aussi, qu'ils existent : je connais des témoignages incontestables. Mais n'ayant jamais eu l'occasion de constater directement ces choses, je n'en parlerai pas.


AFP

Je ne raconterai d'ailleurs rien d'exceptionnel : je n'ai rien vu qui le soit. Et ce qui l'est perd, me semble-t-il, par là même une grande partie de sa valeur. La France en Algérie n'est pas ce magnifique gratte-ciel moderne que l'on fait visiter aux étrangers de marque ; elle n'est pas non plus cette salle de tortures installée aux environs d'Alger pour faire parler les musulmans, et « découverte » cette semaine par la police. L'un et l'autre sont des exemples rares, isolés. Ce qui se situe entre les deux : la vie ordinaire, les faits quotidiens, les choses normales, les réactions des hommes quelconques – voilà ce que j'ai vu, et que je vais dire.

Ces choses touchent plus encore à la France qu'à l'Algérie. Par l'observation de ce qui se déroule, chaque jour, là-bas, dans le creuset algérien, on pénètre à l'intérieur de ce qui fait notre pays : son armée, sa jeunesse, ses principes, sa politique. L'Algérie est un drame dont les acteurs sont des Français.

L'INCORRUPTIBLE Jacques Pâris de Bollardière (à droite). L'intégrité du seul général qui osa dénoncer l'usage de la torture fut récompensée par deux mois de forteresse.

Notre vie quotidienne là-bas, c'est l'histoire de tous mes camarades. Certains sont démobilisés comme moi, d'autres sont encore dans l'armée, quelques-uns y font leur carrière : tous ont droit, de ma part, aux précautions nécessaires pour ne pas être précisément identifiés dans les épisodes qui les concernent personnellement. J'ai pris ces précautions.

Je ne les nommerai donc pas dans ce récit. On me permettra seulement de dire une fois, ici, à certains d'entre eux, que si je n'ai pas partagé toujours – il s'en faut – leurs opinions, j'ai respecté leurs personnes et leurs efforts. L'adjudant-chef Dufour, le capitaine Antoine, le colonel Barberot, le sergent Molinier, le général de Bollardière, le soldat Bourdès, le sous-lieutenant Duval, le capitaine Loustau, le sergent-chef Goulay, le soldat Dayan, le capitaine Fournier, le sous-lieutenant Fertey, l'adjudant Guaffi sont parmi les hommes très divers que j'ai appris à mieux connaître et à estimer : ils font ce qu'ils croient bon ou possible, avec sincérité.

« La vie ordinaire, les faits quotidiens, les choses normales, les réactions des hommes quelconques – voilà ce que j'ai vu, et que je vais dire… »

Par quel bout commencer notre histoire ?

En feuilletant la collection des journaux de tous ces mois de l'été, de l'automne, de l'hiver, je vois apparaître le visage officiel de la guerre d'Algérie. Ces dépêches quotidiennes, toutes plates, ●●●


COUILLARD/AFP

●●● égrènent le chapelet des noms qui sont tous familiers.

– « À L'Arba, M. Boualem, entrepreneur de plomberie, qui avait déjà été l'objet d'un attentat il y a trois semaines, a été grièvement blessé vendredi soir… »

– « Près de Palestro, un élément d'infanterie a pris à partie une bande rebelle à laquelle il a infligé quelques pertes… »

– « À Ménerville, un Français musulman a été grièvement blessé par un terroriste qui s'est enfui à bicyclette… »

– « À 3 kilomètres du Fondouk, un commando terroriste a saccagé une ferme et blessé le couple qui y travaillait. »

– « Au nord de Tablat, un engagement, sur lequel les renseignements manquent encore, paraît avoir permis aux forces de l'ordre d'infliger des pertes sévères à une bande rebelle… »

– « Des incidents, dont l'origine paraît difficile à déterminer, ont éclaté lundi matin, à L'Arba, à l'issue des obsèques d'une personnalité de la localité, assassinée par les terroristes la semaine dernière… Au cours de l'échauffourée qui a suivi, un musulman a été tué, et un autre blessé. »

– « À Rivet, dans le Sud algérois, un engin de forte puissance a fait explosion dans les bureaux d'une entreprise de messageries et de transports, tuant un musulman et en blessant six autres… Dans la matinée, une autre bombe avait explosé dans le car Alger-Tablat : dix musulmans auraient été mortellement blessés… »

Ces dépêches, identiques à elles-mêmes, jour après jour, depuis des mois, des années presque – qui les lit encore ?

MOBILISATION Pour faire face à l'intensification des attentats du FLN, 200 000 jeunes Français sont expédiés en Algérie, où ils sont accueillis à bras ouverts par la population d'origine européenne.

« Cette puissance, cette possession des hommes, cette virilité décuplée que lui donnait son arme, longue et dure… »

Parmi ces dépêches grises, prenons-en une, insignifiante : « Hier à…, les occupants d'un camion ont mitraillé des promeneurs, n'en blessant par miracle qu'un seul… »

Au petit village – appelons-le V… – ce jour-là il ne s'est rien passé de bien extraordinaire. Pas grand-chose de plus que tous les autres jours, dans d'autres villages de cet immense pays. Mais quoi exactement ? Je commencerai par là. […]

À l'une des tables en bois du café, deux Arabes – l'un jeune, en pantalon de flanelle et en chemise à col ouvert, l'autre en kachabia brune et blanche, avec une barbe grise et une peau toute craquelée – se séparèrent.

Le vieux resta assis, terminant lentement son verre de thé. Le jeune se leva avec souplesse et se dirigea vers la rue.

Un rugissement de klaxon militaire et le bruit angoissant d'un coup de freins énorme. Tout le monde se retourna.

Une Jeep jaune clair – l'une de celles que l'on avait peintes couleur de désert pour la préparation de la force « A » et l'expédition d'Égypte – avait failli écraser le jeune Arabe qui, imprudemment, ne regardait pas. Il n'avait aucun mal, sauf une forte émotion. Mais il se mit à réagir avec vigueur à l'adresse des deux soldats français, stoppés dans leur voiture, au milieu de la rue, le moteur bloqué par l'arrêt brutal. Il vociférait, avec d'amples gestes, en arabe d'ailleurs – pour plus de sûreté.

Le sergent Baral remit son moteur en marche. Il n'aimait pas les Arabes en général, ni ceux qui se permettaient de l'injurier en particulier, mais cet après-midi il n'avait pas le temps de se laisser aller à des diversions sentimentales – il était chargé, avec son homme d'escorte, le deuxième classe Geronimo, de porter des plis au commandant de la 4e Compagnie, du côté de Saint-Pierre-Saint-Paul. Il s'occuperait donc de ce jeune énergumène agaçant un autre jour – on le retrouverait bien, le village n'était pas grand.

– Dis donc, sale bougnoule, tu as fini de gueuler, ou tu veux que je te passe à la casserole ! hurla Geronimo, pour couvrir la voix de l'Arabe qui continuait de gémir.

Il sauta de la Jeep, en faisant faire à sa mitraillette, toujours suspendue à son cou par la courroie et plaquée sur son estomac, le quart de tour à droite, réglementaire et instinctif, qui la met en position de combat.

L'Arabe se tut. Sa passion trouva refuge dans son

regard noir et dans le tremblement de ses mains, longues et sèches. Aux tables du café maure, chacun, immobile, regardait la rue. Le patron, des verres de thé dans les mains, était resté figé, le dos tourné à la rue, la tête dévissée vers l'arrière pour suivre la scène sans bouger.

Le silence du piéton détendit un peu les visages. Mais les corps et les mains restaient immobiles : la Jeep était toujours là, Geronimo l'arme au poing.

L'Arabe, planté sur ses deux pieds, paraissait mettre tout son orgueil dans le refus d'obéir. De la table qu'il venait de quitter, le vieux se leva et se dirigea vers lui.

Geronimo hésita une demi-seconde. Il avait une envie très douce de prolonger la scène. Il en était la vedette. Il en était le maître. Il aimait ça. C'était un sentiment inouï depuis qu'il était en Algérie, et qu'il n'avait jamais connu dans sa famille, ni parmi ses camarades, à Nice – cette puissance, cette possession des hommes, cette virilité décuplée que lui donnait son arme, longue et dure.

Et tous ces spectateurs, hypnotisés par ses gestes, par son allure, les yeux sur le canon de son PM, suspendus à son plaisir. Pour prolonger cette jouissance, il n'avait qu'à interdire à tout le monde de bouger – à ce vieux chnoque en particulier, qui venait calmer son camarade.

– François, fais pas le corniaud. On n'a pas de temps à perdre. Tu t'amuseras une autre fois. Allez, rembarque !

Baral en avait assez, et il n'aimait pas que son copain se mette dans cet état. Et puis il était le chef de voiture, responsable de l'heure d'arrivée du courrier. Il voyait bien, à ce pli soudain creusé au coin des lèvres de Geronimo, que si la plaisanterie continuait, on ne pourrait plus le tenir. Il savait que, comme un cheval de sang, il ne fallait pas le laisser atteindre un certain seuil au-delà duquel il devenait sourd et totalement physique, imprévisible.

Le vieux, prudent, s'avançait à pas lents et lourds, comme on fait devant une bête qu'on ne veut par alarmer. Avant de mettre le pied sur la chaussée, du bord du trottoir, il parla d'une voix calme à son ami : « Rentre chez toi… Allez, fais pas la mule. Allez, rentre… » En français, pour qu'il n'y ait pas de malentendu avec les militaires.

Un fracas sec déchira l'air, coupa à vif dans tous ces nerfs tendus ; le vieux se pencha en avant, porta ses deux mains à son ventre et tomba doucement, en se racontant à lui-même des choses sourdes et inintelligibles, tandis que son sang coulait du trottoir sur les pavés de la rue. De ses yeux, qui restaient ouverts et vivants, il continua de regarder la Jeep, comme inquiet encore de la suite.

« Je suis venu ici pour essayer, avec les autres, de garder l'Algérie – pas pour la réduire en poussière »

Geronimo, qui n'avait pas bougé d'un centimètre, regardait, calmé, redescendu sur la terre, son arme qui était partie d'elle-même, en dehors de sa volonté, comme un organe vivant, où toute la tension extérieure et toute la tension de son être seraient venues s'accumuler jusqu'au paroxysme et, d'un coup, se décharger.

Sorti de son extase, un blessé râlant à ses pieds, Geronimo, comme chaque fois, tremblait maintenant un peu. « Si au moins ç'avait été l'autre », se disait-il. Et il attendit, sans faire un geste, les ordres de son camarade.

[…] Dans toutes les discussions de toutes les popotes de toute l'Algérie, le refrain est identique : « Les généraux sont des cons. »

La réalité est plus subtile. Les généraux sont des généraux. Or le passage du grade de colonel à celui de général tend, actuellement dans l'armée, à devenir un choix politique. Les « généralisables » (colonels en situation d'ancienneté pour devenir généraux), s'ils veulent obtenir les étoiles, deviennent les clients de tel ou tel ministre. Les exceptions existent : elles sont respectées et rares. Mais, dans l'ensemble, notre armée, dont le corps est encore sain, pourrit par la tête ; les intrigues et les luttes de factions l'accaparent.

D'autre part : les généraux aiment commander. C'est naturel. Mais un commandement de « général » – c'est-à-dire qui exige, par l'importance des moyens et du plan d'opération, un grade supérieur à celui de colonel – est une grosse affaire. •••



AFP

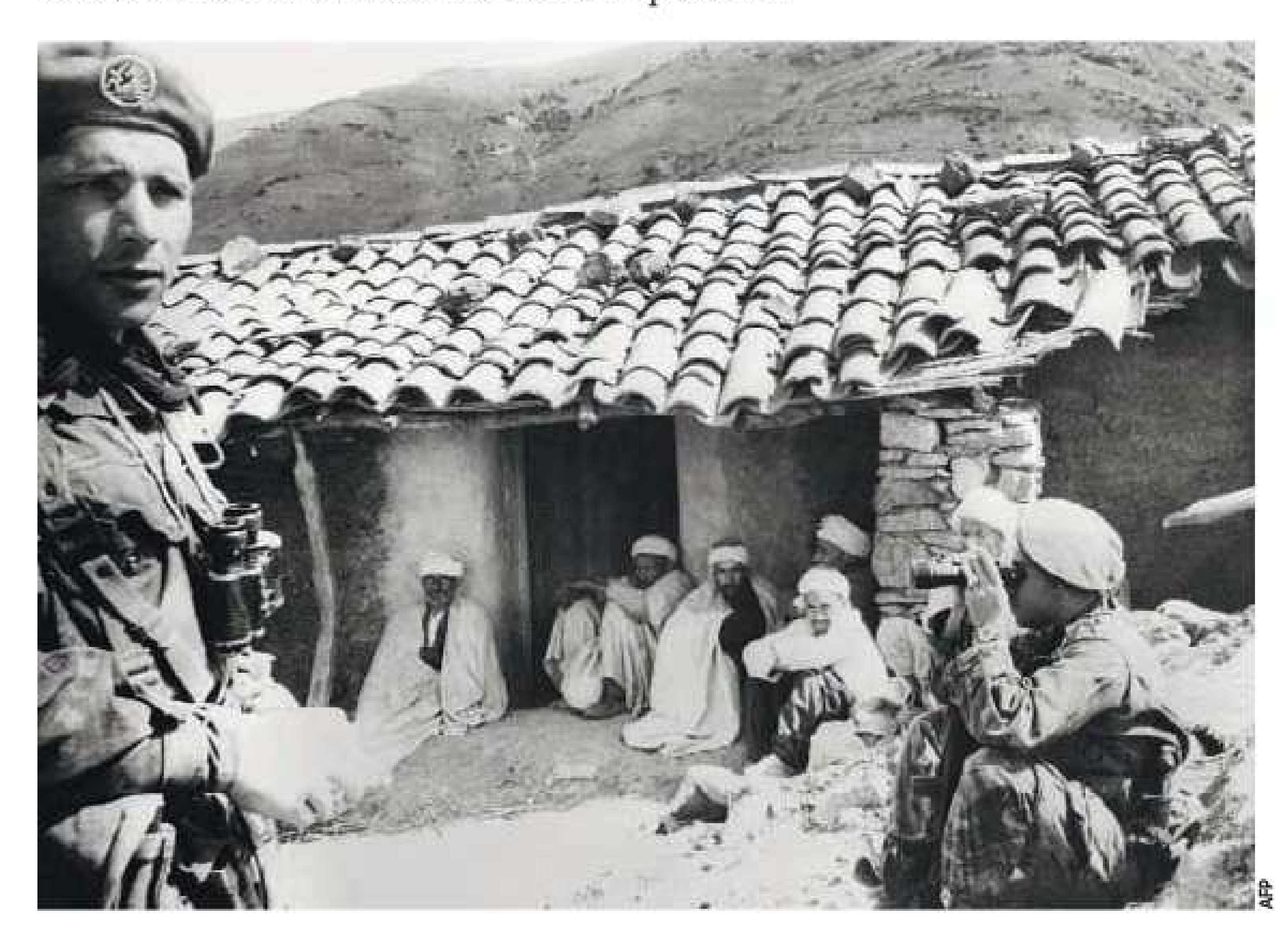
COMBATS
Une importante opération héliportée permet aux parachutistes de décimer un groupe de combattants indépendantistes.

●●● Pour que les généraux commandent, sans déchoir, il faut donc monter des affaires qui soient assez considérables, ou qui en aient l'apparence. Ce qui, en Algérie, aboutit à l'absurde. Il y a des généraux partout, qui ne veulent ni rester inactifs – ce qui nuirait à la considération, et à l'avancement – ni remettre, cela va de soi, des galons de capitaine pour aller faire le travail. Il faut donc qu'il y ait, chaque semaine, assez d'opérations montées au gabarit. De plus, ces opérations ne doivent pas être du « bidon » : il faut des résultats – davantage de résultats que l'autre général n'en a obtenu.

Le préjudice que portent à l'armée d'Algérie certains de ses généraux, personne ne s'en rend compte mieux que l'armée elle-même.[1]

EN ATTENDANT : OBÉIR…

Julienne était rempli d'appréhension. Si Grand Bouillon se mêlait de l'affaire, où allions-nous ? Réflexion d'ailleurs totalement inutile : quand les généraux apparaissent à l'horizon – dans leurs ravissants hélicoptères-libellules –, les capitaines deviennent, à l'instant même, des machines à exécuter des ordres.



AFP

COMMANDOS
Le 25 mai 1956, un groupe de paras de l'armée française prend le contrôle d'une *mechta* (hameau) dans les montagnes de la région de Palestro.

Le Bell était maintenant juste au-dessus de nous, en point fixe à cent mètres de hauteur environ, pour faciliter la conversation.

– Allô Cardinal, ici Grand Bouillon en personne. Pourquoi la ligne de Vert est-elle stoppée ? À vous.

– Des coups de feu ont été tirés sur nos éléments, en provenance de la maison du coin nord-ouest du village. Je vais envoyer un petit commando pour neutraliser la maison. À vous.

D'autres coups de feu, suivis de plusieurs rafales. La maison a repris le tir et nos hommes, de derrière le buisson où ils sont arrêtés, ripostent. Le village est toujours immobile.

– Cardinal. Si la maison a ouvert le feu, je vous donne l'ordre de suspendre toute tentative au sol. Je vais faire intervenir notre appui d'artillerie, et ensuite la chasse si nécessaire. Mes instructions sont : faites desserrer votre dispositif terrestre, que vos lignes avant se retirent à plus de deux cents mètres des alentours du village. Dans cinq minutes, le tir commencera. Bien compris ? À vous. […]

Il arrivait à Julienne, dans de pareils moments, de s'interroger dans un éclair : l'instant n'était-il pas venu de faire le grand saut, d'opposer brutalement la réaction individuelle à la toute-puissante hiérarchie, de dire enfin à un général ce qu'il pensait comme il le pensait, de refuser d'obéir et de quitter l'armée ?

Dans ces brusques colères, il se voyait, en quelques secondes, pèlerin sur les routes, ancien officier d'active démissionné, allant crier sur toutes les places publiques, au peuple de France, comment son armée, fierté de la nation, devenait une sinistre mascarade entre les mains de quelques ambitieux et de beaucoup d'imbéciles.

Puis il reprenait son sang-froid, et jugeait les choses plus sobrement. Un ex-capitaine d'active ? Fétu de paille, rien du tout. Une démission – qui n'aurait d'ailleurs aucun retentissement –, à quoi mènerait-elle ? Il y avait sûrement une autre manière de hurler et d'agir. Et puis il n'était pas le seul. Tant de camarades, qui avaient choisi comme lui ce métier exaltant, ressentaient comme lui la dégradation où on les entraînait ! En se retrouvant, en se serrant les coudes, ils arriveraient bien tous ensemble à changer quelque chose – non ? En attendant : obéir. […]

– Mon capitaine, ça me suffit. Je rentre en France. Je vous demanderai de me mettre en congé libérable à partir de demain.

– Pourquoi ça ?

– La boucherie, ça me dégoûte.

– Moi aussi – mais pourquoi vous ?

– Ne soyez pas insolent. Je vous parle sincèrement : j'en ai assez. Je suis venu ici pour essayer, avec les autres, de garder l'Algérie – pas pour la réduire en poussière. Ce qu'on nous fait faire n'a aucun sens. On se croirait en pleine caricature de *L'Humanité*. À chaque fois c'est la même chose : aussitôt qu'il y a le plus petit accrochage, on écrase tout. Depuis que je me promène dans ma région, j'ai compté : un douar sur deux est éventré. Je veux bien : on prend moins de risques comme ça. Mais on prendrait encore moins


KRYN TACONIS/MAGNUM PHOTOS

de risques en rapatriant tous nos soldats en France. Parce que, pour ce qui est de sauver l'Algérie, on va plein tube dans la connerie : on transforme tous les habitants en fellaghas. Pour un rebelle qu'on tue, on en fabrique vingt qui sont prêts à le remplacer... Je tire l'échelle. Je ne suis pas venu pour ça.

On appela Julienne au poste radio. Les éléments de « Rouge » étaient entrés dans le second village. Ils avaient trouvé dix grenades et trois sacs de cartouches de chevrotine dans une mechta. Ils avaient « coxé » tous les hommes de la mechta...

Julienne rapporta la prise à Gambert.

– Encore du bidon ! dit Gambert. J'ai vu le commandant des chasseurs donner lui-même ses instructions hier soir au sergent de la « rouge ». Il lui a dit : les salopards du village où vous allez, j'en ai marre – cette fois il faut les coffrer ; ils ont sûrement des armes cachées chez eux... Si vous n'en trouvez pas, vous mettrez ça, et vous les trouverez ensuite. Il a remis des grenades et de la chevrotine – pour être sûr de ne pas se tromper. Moi, je m'en fous : si c'est de vrais salopards, tous les moyens sont bons. Mais quand je vois ça (il montre du bras le cirque, les lueurs d'incendie, la ligne fumante des blindés), je me demande où on va... [...]

La folie de toute cela, le bilan pitoyable d'une telle opération : toute la région « pourrie » pour des mois, l'exode de la population, la haine de la France distribuée à pleines mains parmi les survivants...

VICTIMES Des familles de réfugiés musulmans se déplacent de village en village pour éviter les zones de combat.

« Notre armée, dont le corps est encore sain, pourrit par la tête ; les intrigues et les luttes de factions l'accaparent »

À partir d'un certain seuil, aucune volonté individuelle ne peut plus jouer, ni même se manifester : Julienne, aujourd'hui, qu'avait-il fait dans le bon sens, qu'avait-il même tenté de faire ? Rien – absolument rien. L'engrenage de l'absurde peut tout broyer, y compris – c'était une découverte – à l'intérieur de soi-même.

Il était midi. Nos hommes, courbés de fatigue, pas rasés depuis la veille, attendaient, éparpillés, l'ordre de fin d'opération. Les bidons étaient vides depuis longtemps. La chaleur du plein soleil transformait nos unités en une « harka » dont le spectacle, sur fond de ruines neuves, encadré par des colonnes de fumée qui montaient dans le cirque – les meules, les récoltes – donna à Julienne une vraie nausée physique.

L'hélicoptère du général fit un dernier tour au-dessus de nous et transmit un message pour Julienne : « Dites à vos unités que j'ai été très satisfait de leur tenue en opération. Tous nos objectifs ont été atteints. Vous m'enverrez à Alger la liste des hommes que vous proposez pour des récompenses. Tenez-moi au courant de l'état des blessés. Bon travail et à bientôt. »

Le capitaine Julienne, officier de carrière depuis quinze ans, écoutait la radio lui répéter le message. Il avait les yeux fixés droit devant lui, les poings écrasés dans les poches de son pantalon de combat. Sans bouger la tête, ni le regard, accroché au loin, il nous dit :



AFP

OFFENSIVE Juin 1956 : des soldats de l'armée française participent à l'opération « Basque » en Grande Kabylie. La troupe vient de procéder au « nettoyage » de la région de Draâ-el-Mizan et Mirabeau.

●●● – Avant de partir, j'irai prendre congé de Marcus, s'il est là. Demain, je demanderai à être relevé. [...] Tandis que la nappe de feu continuait encore, ininterrompue, Bousquine, ayant autre chose à faire qu'à attendre l'épilogue en spectateur, avait commencé de se traîner, sur les bras, tirant ses deux jambes mortes, vers n'importe quelle cachette : il savait, étant leur frère de race, la manière dont les fellaghas allaient terminer l'affaire.

Après un crescendo rapide, indiquant que Marcus et les trois autres tiraient à leur tour, le vacarme s'était arrêté... Fils d'une famille misérable de la casbah de Philippeville, sous-officier de l'armée française sorti du rang, convaincu par l'homme qu'il adorait, le commandant Marcus, de se joindre à lui dans l'aventure de la vraie nomadisation chez les musulmans avec des musulmans, séparé de ses deux frères passés au maquis, déchiré à ses heures par le doute, mais sûr finalement de servir dans une tentative sincère une juste cause – Bousquine, écrasé dans un fossé, perdant tout le sang de son corps, témoin muet, avait vu, dans un dernier tableau, une section de fellaghas en uniforme dévaler la pente vers la route, arracher à tous ses camarades leurs armes, leurs vêtements, leurs yeux, et tout ce qui, sur leur corps, pouvait être mutilé, puis, au coup de sifflet de l'un d'entre eux, qui portait un ou deux galons rouges sur l'épaule, se précipiter de nouveau vers le maquis.

De Marcus : plus rien. [...]

Kopf et Geronimo s'engouffrent dans la porte, tenant chacun par un bras un jeune Arabe, vif, musclé, le nez épaté, les cheveux châtains crépus, l'air débrouillard et peu intimidé. Ils l'encadrent solidement.

« Alors il dit que son fils allait mourir et que si c'était comme ça, lui et tous ses frères, ils deviendraient fellaghas... »

Le visage d'Omar bouge et, même, il perd son attitude de méprisante indifférence pour se jeter au-devant du jeune homme... Mais il s'arrête, se reprend et se tourne vers Peisson. Il parle vite.

– Chef, dis-leur lâcher lui... C'y mon fils... Ahmed, mon fils... Alors, chef !

– Lâchez-le, vous autres... Vous voyez bien qu'il peut rien vous faire... Je me demande quand vous apprendrez à vous tenir chez les gens... Puisqu'il vous dit que c'est son fils... Vu ?

Peisson, caustique, est tout de même soulagé : il a eu chaud. Dans cette mechta, au bout du monde, sans contact radio possible à cause de l'orage qui continue, il n'est pas très agréable d'imaginer ce qui se passerait s'il y avait un coup dur...

Omar, ayant montré, dans l'émotion, qu'il n'ignorait pas complètement le français, est un peu dégelé. Et le sang-froid de Peisson l'a impressionné. Il s'adresse maintenant à l'interprète et lui parle longuement, en remuant les bras, avec apparemment d'autant plus de goût à gesticuler qu'il s'était transformé en statue depuis une heure et demie. Ben Ali traduit.

– Il dit que son fils a failli être tué par des soldats le mois dernier, qu'on l'a pris pour un fellagha et qu'il a reçu un coup de baïonnette dans la jambe droite et qu'on allait le bousiller comme fellagha... Il dit qu'il avait essayé par tous les moyens de voir les gendarmes pour le faire délivrer de la prison, qu'il était innocent, et tout ça... Mais qu'il a même pas été écouté par les flics qui l'ont toujours renvoyé en lui disant que s'il revenait on le pendrait lui aussi... Il dit que les flics de Kouiba sont des salauds, et que c'est toujours comme ça... Il dit que son fils a dix-sept ans et qu'il est livreur de boulangerie et qu'il a jamais fait de politique et qu'il est pas plus fellagha que vous

ou moi (façon de parler)… Alors il dit que personne a voulu l'écouter… Il est allé à la mairie, mais le maire a fait dire par le gendarme qu'il avait pas de temps à perdre à recevoir un communiste… Il dit qu'il est pas communiste du tout et qu'on dit ça pour l'embêter, que c'est le voisin qui a soufflé ça aux gendarmes l'année dernière parce que le voisin, il avait perdu un âne et qu'il croyait qu'Omar lui avait volé… Mais qu'il est pas communiste, ni rien du tout, qu'il fait pas de politique… Alors il dit que son fils allait mourir et que si c'était comme ça, lui et tous ses frères, ils deviendraient fellaghas… Que les gendarmes c'est des salauds… Alors il y a des mecs en noir comme nous qui sont venus et il leur a dit qu'ils étaient aussi des salauds et que son fils allait être tué, et que le chef des gars en noir (ça doit être Baral, à ce qui semble) a dit qu'il lui ferait rendre son fils, alors il avait fait déjeuner nos gars… Et son fils était revenu la semaine après… Alors il dit que c'est pour ça qu'il nous a reçus ce soir… Mais qu'il est pas très chaud pour nous recevoir, parce que les fellaghas, ils ont trouvé bizarre qu'on lui rende son fils et qu'ils lui ont fait dire que s'il était devenu un traître et un mouchard pour les Français, ils l'égorgeraient, et son fils aussi… Alors il aimerait mieux qu'on vienne pas trop ici… Mais il est content qu'on ait rendu son fils, et puis, avec l'orage, il pense que les fellaghas viendront pas ce soir… Alors, il nous a reçus… Voilà…

Quand Ben Ali finit de traduire, Omar, qui décidément devient causant, reprend la parole. Mais il est interrompu par l'entrée de deux énormes écuelles en bois, emplies de couscous, portées par deux femmes dans de vieilles robes de toutes les couleurs. Peisson regarde le couscous avec appétit – Geronimo et Kopf les jeunes dames. Peisson regarde Geronimo et Kopf :

– Dites, vous deux, vous allez rester tranquilles… On est pas là pour ça… Vu ?…

Autour de la table basse, nous essayons comme nous pouvons de nous asseoir par terre sans mettre nos pieds dans le plat, ce qui n'est pas facile. Les femmes se sont retirées, les quatre Arabes restent debout, et le jeune Ahmed s'est assis dans le coin le plus éloigné, boudeur.

– Demande-leur de venir bouffer avec nous, dit Peisson à l'interprète, qui traduit.

L'atmosphère est nettement changée depuis l'incident : ils viennent s'asseoir à côté de nous. L'œil aigu et la moue hautaine d'Omar nous laissent cependant un sentiment de malaise : « Il est peut-être pas communiste – on n'en sait rien –, mais il doit pas non plus être blanc comme une colombe, hein ? » glisse Kopf à l'oreille de Peisson.

Peisson n'est pas loin d'en penser autant. Et la manière dont Omar commande à ses frères de s'asseoir ou de se lever, à son fils de sortir, par des petits gestes autoritaires, n'est pas d'un bon rustaud. Il n'est plus silencieux – au contraire, il est volubile. Mais il reste difficile à déchiffrer, inquiétant, complexe, humain.

Peisson profite de la chaleur naissante pour orienter la conversation :

– Alors, il doit être content de nos soldats… Demande-lui ce qu'il en pense.

Ben Ali traduit. De nouveau Omar parle longuement.

– Résume ça un peu, sinon on n'en finira plus.

– Il dit que non. Parce que ça fait cinq fois qu'on le prend dans un ratissage de la région, et qu'à chaque fois on le garde en taule pendant des jours sans lui poser de questions, et qu'on le relâche sans rien lui dire… Il dit qu'il en a assez… Il dit que la dernière fois il est resté en taule trois jours sans rien bouffer… Il râle, quoi… Il a l'air d'un râleur, d'ailleurs… (Moi, je le gobe pas celui-là… J'aime mieux les autres.)

Kopf, apparemment mis en branle par une émotion forte, avale précipitamment l'énorme pelletée de couscous qu'il a dans la bouche, et remue les bras pour indiquer qu'il veut prendre la parole. Avec son accent alsacien magnifique, qui chaque fois nous ravit, il commence lentement, en faisant avec sa grosse figure sympathique des moues dignes de faire comprendre aux Arabes le français de Strasbourg :

– Tu peux lui dire à ton gars que s'il est pas foutu de rester trois jours sans bouffer, il est pas un homme… Moi, tel que vous me voyez, tu peux lui dire que je suis resté quinze jours sans bouffer – sauf un rat tous les deux jours – et en me gelant les couilles dans la neige, et que j'ai failli crever mais que ●●●

« Les fellaghas lui ont fait dire que s'il était devenu un traître et un mouchard pour les Français, ils l'égorgeraient, et son fils aussi »

TRAQUE Les troupes pénètrent dans un village, le 21 avril 1956, à la recherche des rebelles qui, entre Tablat et Bir Rabalou, ont provoqué en deux jours la mort de onze personnes.


AFP

●●● j'en suis sorti… Et tu peux lui dire…

Kopf termine la description de ses souffrances, très impressionnantes, et Ben Ali traduit à l'auditoire dont l'étonnement et l'admiration croissent visiblement avec le cours du récit… Je regarde le sergent Kopf, l'un des plus solides piliers du régiment – et de nos commandos –, consciencieux, courageux, serviable, l'un des plus gentils avec les « bougnoules », et je l'imagine de nouveau, comme chaque fois avec étonnement, devant les portes glacées de Stalingrad, dans l'enfer du feu et de la faim, jeune requis de 16 ans pris en Alsace par la Wehrmacht, gagnant bravement sa croix de fer sous son uniforme de SS – sacré Kopf. Un bon soldat, avec ça…

–… Et même que quelquefois je montais la garde la nuit avec moins trente, et que j'avais rien bouffé de la journée, et qu'on tenait le coup quand même – demande-lui si ses copains communistes, ils en auraient fait autant.

– Puisqu'il te dit qu'il est pas communiste…

– Moi, je veux bien… Je tiens pas spécialement à ce qu'il soit communiste… Mais demande-lui s'ils en auraient fait autant !!! Tout le monde comprend. Et tout le monde rit. […]

D'une crête à l'autre, des signaux lumineux se répondaient. Les nôtres ? Ceux de l'adversaire ? Les bouclages et les embuscades de demain se préparaient ensemble ; comme nos morts d'aujourd'hui, et les leurs, reposaient côte à côte. L'assistante sociale, craignant que le colonel ne trouvât cette absence un peu longue, suggéra de rentrer dans la salle.

« Les nouveaux étaient là, plus jeunes, qui avaient encore à découvrir ici, avec humilité, ce qui les relie à la patrie et la bête qui est en eux »

Je n'avais toujours pas revu Julienne. Sur ces banquettes bourrées de monde, je cherchais, à la lumière diffuse venant de la scène, à retrouver sa grosse tête grise que je n'apercevais pas.

Je cherchais trop près. Là-bas tout au bout, contre la scène, dans un coin et faisant face, dans l'ombre, à la salle, je reconnus sa large silhouette, sa manière de croiser les bras sur sa poitrine et d'appuyer sa tête, un peu lourde, contre un mur.

Nous allâmes le rejoindre.

– Qu'est-ce que vous faites là ?

Julienne, un peu taciturne depuis la dernière tentative sanglante des ultras contre lui, semblait souvent ne pas entendre ce qu'on lui disait. Il ne répondit qu'après un long moment, en indiquant avec son menton et ses yeux, d'un mouvement doux, toutes ces têtes, ces uniformes, ces jeunes garçons serrés les uns contre les autres, tendus vers le spectacle :

– Je les regarde…

La salle, secouée de plaisir (l'homme qui était en scène imitait Maurice Chevalier), éclatait d'un rire immense qui résonnait contre les murs de bois. Tous ces visages, face à nous, reflétaient l'impression d'être heureux. Mauré, Laloye, Gambert, Bourdat, l'Ange noir… étaient là, loin des difficultés de leur combat et des angoisses de leur condition – et les nouveaux étaient là, plus jeunes, qui avaient encore à découvrir ici, avec humilité, ce qui les relie à la patrie et la bête qui est en eux… Dans ce rire sans fin, qui les secouait, vibrant dans l'air autour de nous, nous retrouvions une passion de vivre et la joie d'être jeunes. La fraîcheur de cette jeunesse s'écoulait dans cette salle, tirée par le plaisir. Puisée jusqu'au fond d'eux-mêmes, au-delà de l'indifférence et des craintes de chaque jour, elle semblait traverser le mépris du monde organisé pour jeter vers l'avenir, plus fort que la servitude, plus profond que l'angoisse, plus permanent que la guerre, l'appel d'une volonté d'espoir.

– Bien sûr – dit lentement Julienne, ne parlant à personne – les bougnoules ne sont peut-être pas des hommes, mais nous sommes tous des bougnoules… ●

AFP

DÉTENTE Des soldats français en campagne achètent une volaille à des enfants sur la route de Khenchela, à Tabergda (mars 1956).

1. J'ai eu la chance de rencontrer, en Algérie, et de bien connaître, un général dont l'humanité, la modestie et le caractère forcent le respect. Son exemple permet d'apprécier la distance qui sépare, hélas ! l'exception de la règle.

Images du documentaire de Gabriel Le Bomin, *Guerre d'Algérie, la déchirure*, sur France 2





Lacoste, Salan et Massu : les hommes forts de la bataille d'Alger. Quadrilllage de la Casbah par les troupes françaises.





L'une des victimes européennes de l'attentat du Milk Bar. Un prisonnier algérien en état de choc après un «interrogatoire».



Arrestation de Yacef Saadi, chef du FLN à Alger.

TERRIBLE BATAILLE D'ALGER

« C'est une des séquences les plus emblématiques de la guerre d'Algérie. Pour écraser le FLN, qui multiplie les attentats, les pouvoirs de police sont confiés à l'armée. De janvier à septembre 1957, toutes sortes de méthodes sont utilisées dans cette répression. Le général Massu, commandant militaire d'Alger, reconnaîtra à la fin de sa vie l'usage de la torture. Pour construire cette séquence, il fallait pouvoir passer par de multiples points de vue. Au gros plan d'une jeune Française fauchée par un attentat répond celui d'un algérien passé par les caves de la Villa Sésini, l'un des lieux "d'interrogatoire". Nous avons trouvé ce plan totalement inédit dans un film tourné par un cinéaste est-allemand. Il montre les conséquences psychiques de la torture : état de sidération, de confusion mentale, de contracture nerveuse. Il nous raconte le "hors-champ" de cette séquence, ce qui n'a jamais été filmé. »

« Cinq mois à Berrouaghia »

Par Jean Farrugia [8 octobre 1959]

Déporté autrefois à Dachau pour faits de résistance, Jean Farrugia milite par la suite au FLN et au Parti communiste d'Algérie, ce qui lui vaut d'être condamné et emprisonné à la prison de Berrouaghia. Il y découvre un monde où « de proche en proche il ne peut y avoir d'innocent » et des conditions pénitentiaires qui visent à broyer les hommes. Il décide de raconter et le fait en adressant un rapport à ses anciens camarades de la Résistance. Un texte que publie L'Express à l'époque.



DALMAS/SIPA

Voici le rapport de M. Jean Farrugia (matricule 77.721 à Dachau) à ses anciens camarades de la Résistance. Alerté par ce document, le ministre de la Justice (matricule 52.579 à Dachau) essaye maintenant d'agir en Algérie.

Mes chers camarades,
Transféré d'Algérie le 1er juin 1959 avec d'autres compagnons condamnés comme moi pour avoir lutté pour l'indépendance de notre pays, je ne peux m'empêcher, maintenant que les circonstances me le permettent, de dénoncer à l'opinion française et internationale en général, ainsi qu'à tous mes anciens camarades de la Résistance française en particulier, le régime de terreur exercé dans les bagnes algériens.

ILS SONT TOUJOURS LÀ

Berrouaghia, où j'ai passé plus de cinq mois, était jusqu'en 1914 un des postes fortifiés qui jalonnaient la route du Sud algérien. Il fut par la suite désaffecté pour être transformé en centre pénitentiaire. Le rôle de ce pénitencier consistait à fournir des « commandos de travail » à bon marché aux vastes domaines, qu'une poignée de gros colons, tous anciens collaborateurs actifs de Pétain-Hitler, possèdent. Du lever au coucher du soleil, les prisonniers étaient, avant le 1er novembre 1954, astreints à défricher les plantations d'alfa, de tabac, de vigne, etc., en échange d'une maigre soupe, de mauvais traitements et parfois la mort. Les archives de la prison doivent naturellement classer sous la forme rituelle de « mort naturelle » les innombrables prisonniers morts dans les cachots ou dans les « chantiers », enterrés sur place, parfois encore vivants. D'ailleurs, malgré le silence et la terreur imposés aux prisonniers, les scandales finirent à maintes reprises par éclater, puisque plusieurs surveillants furent, avec sursis il est vrai, condamnés. Néanmoins, ces surveillants occupent toujours leur emploi et n'ont pas cessé de se conduire en véritables tortionnaires, presque tous anciens vichystes notoires et membres actifs de la « Main rouge » en Algérie. Le premier surveillant, L... (trente ans de service) a été condamné à cinq ans avec sursis après la Libération, en 1945, pour mauvais traitements envers des antifascistes prisonniers de 1940 à 1942. Il est également responsable de plusieurs morts suspectes depuis son entrée en fonction à Berrouaghia. Il poussait le « zèle » jusqu'à appliquer un appareil dans la bouche des prisonniers, afin de les empêcher de manger le raisin qu'ils vendangeaient.

« Les archives de la prison doivent naturellement classer sous la forme rituelle de “mort naturelle” les innombrables prisonniers morts dans les cachots ou dans les chantiers, enterrés sur place, parfois encore vivants »

SOLIDAIRES Au seuil du camp de Berrouaghia, les détenus saluent un de leurs camarades qui vient d'être libéré.

Le surveillant P... a été condamné avec sursis pour homicide. Le surveillant G... a été condamné avec sursis pour homicide et, dernièrement encore, un surveillant a été emprisonné à Blida pour avoir abattu un prisonnier dans l'infirmerie, au mois de mars 1959. Je passe sur des détails : prisonniers punis pour des délits futiles qui, au bout de quelque temps passé dans les cachots noirs et humides, préférèrent le plus souvent en finir avec les tortures journalières, privations de nourriture, enchaînés presque nus, en se pendant ou en se fracassant la tête contre les murs, quand ce n'était pas les geôliers qui le faisaient. Dernièrement, deux prisonniers se sont pendus par suite de dépression nerveuse provenant des brutalités ou tortures. Un condamné inculpé dans l'affaire de l'« Athos » s'est pendu au mois de novembre 1958 dans la cellule no 77 du bloc cellulaire.

Le deuxième s'est pendu au mois d'avril 1959 dans une cellule du deuxième étage du bloc cellulaire – ce dernier condamné à cinq ans devait être libéré au mois de juin 1959.

À L'ARRIVÉE DES CONVOIS

À l'arrivée des convois provenant des diverses maisons d'arrêt, tous les surveillants étaient mobilisés pour la « réception » des détenus. En présence du directeur, du sous-directeur et du surveillant-chef, les coups de poing, de pied et tuyaux en caoutchouc pleuvaient sur les prisonniers. Le sang giclait de partout. Le convoi du 30 avril 1959 fut particulièrement maltraité. L... en tête, le premier surveillant A..., leurs sbires spécialistes des matraquages, tels que les surveillants A... et M... S..., B..., A... S..., T..., M..., B..., L..., M..., P... (déjà cité plus haut), K... se comportaient à ces occasions en véritables SS. La visite médicale des convois se faisait devant un médecin qui se transformait en juge d'instruction et renvoyait, après plus d'une heure, déshabillés dans le froid, les détenus politiques en les insultant ou les menaçant du cachot. C'est ainsi que plusieurs prisonniers, blessés par suite des combats ou tortures subis dans les locaux de police ou l'armée, furent et sont restés sans soins. Voici quelques exemples entre des centaines : Toujeb Azzouz Mohamed, jeune combattant blessé gravement dans un accrochage et arrêté à la frontière marocaine, est, depuis douze mois, laissé sans soins, malgré sa jambe brisée par des éclats. Ce dernier se trouve à la salle no 4.

Boualem Bey, qui a une déformation de la colonne vertébrale des suites de tortures endurées pendant plusieurs jours, est également sans soins ; mieux, le directeur de la prison l'a menacé du cachot s'il se représentait à la visite médicale. Je passerai sur les conditions qui ont rendu fous des dizaines •••

●●● de prisonniers, tels Bisker, devenu fou par suite de mauvais traitements subis à Berrouaghia ; Abdelkria (douanier à Oran) ; Alsace, Matées, Sidi, fous ou neurasthéniques des suites de mauvais traitements. Ces prisonniers, qui sont à la salle n° 1, nagent dans leurs excréments.

LA VIE QUOTIDIENNE

Pour être véritablement soigné, il est de notoriété publique que le médecin ne dédaignait pas de recevoir des familles de détenus des « avantages » qui se traduisaient pour les bénéficiaires par leur envoi à l'infirmerie pour se reposer. C'étaient les bénéficiaires eux-mêmes qui s'en vantaient.

Notre situation matérielle était des plus précaires. Parqués dans des anciennes écuries, chaque détenu disposait de 0,35 m d'espace. Une maigre paillasse, des vieilles couvertures remplies de vermine constituaient notre couchage. Trois WC et quatre robinets pour 120 à 150 détenus étaient les seules possibilités d'hygiène. Jusqu'au mois d'octobre 1958, une salle de douche vétuste de dix personnes était une véritable torture – à coups de pied et de tuyaux de caoutchouc, 1 700 détenus étaient « douchés » en quatre heures – qui se déshabillaient en plein air avec 0,50 m de neige en hiver. Depuis octobre 1958 la douche fut, au grand soulagement, supprimée.

Le matin, après le réveil, on sortait dans les cours pour boire notre café. Selon le surveillant, on pouvait tourner en rond deux par deux jusqu'à la soupe du matin ou de l'après-midi. Par contre, et le plus souvent quand un surveillant, tels que André... et M... S..., B..., S..., M..., P..., L..., K..., B..., nous « gardait », on passait toute la journée assis, à même la boue, par toutes les intempéries, sans bouger et parfois sans pouvoir parler. Des prisonniers tuberculeux, vieillards, malades de toutes sortes, gelaient de froid ou tombaient d'insolation l'été.

Notre tenue vestimentaire était constituée de défroques provenant de vieux stocks d'anciens prisonniers italo-allemands, les chaussures éculées. La nourriture journalière était infecte, servie dans des conditions d'hygiène déplorables. Il n'en est de meilleures preuves que les troubles digestifs extrêmement fréquents de la grande majorité des détenus, le très grand nombre de scorbuts frustes (gingivorragies, langues rouges et dépapillées, troubles intestinaux, diarrhées très fréquentes et ballonnements, troubles nerveux, insomnies), d'avitaminoses variées et les états plus ou moins graves de déficiences physiologiques dont les manifestations les plus évidentes et les plus aisément contrôlables sont l'amaigrissement important de tous les prisonniers et leur degré d'anémie. Tout ceci est aggravé chez ceux qui manquent d'argent et ne peuvent remédier à l'insuffisance de la nourriture fournie par l'administration par l'achat de produits à la cantine.

« La censure de la prison punissait les rares détenus qui osaient dans leurs lettres se plaindre du régime pénitentiaire. Ces punitions s'accompagnaient de sévices les plus odieux »

APPLIQUER LA DISCIPLINE

Je signale en passant qu'il n'existe pas de soins dentaires et que le seul remède est l'arrachage pur et simple des dents par le médecin ou le plus souvent par un détenu, faisant office d'infirmier, et ce sans anesthésie aucune.

En ce qui concerne le courrier, le « règlement » de Berrouaghia autorisait quatre lettres par mois. En réalité, nos parents ne recevaient qu'une lettre ou deux et encore vingt jours ou un mois après. Le plus souvent, notre courrier passait à la poubelle. Naturellement, la « censure » de la prison punissait les rares détenus qui osaient dans leurs lettres se plaindre du régime pénitentiaire. Ces punitions s'accompagnaient de sévices les plus odieux.

Pour le parloir, il en était de même. Les rares familles pouvant se déplacer jusqu'à Berrouaghia et les détenus étaient l'objet d'une garde spéciale et malheur au détenu qui aurait osé se plaindre à ses parents. Le cachot et les sévices l'attendaient. Tel fut le cas pour le détenu Blasco, au mois de septembre 1958, et qui, depuis, a des crises de neurasthénie. Blasco, originaire d'Oran, se trouvait à la salle 9 avant son transfert en France. Les responsables de ces cas typiques sont : le directeur, le chef S..., L..., S..., les deux S... et B..., spécialistes des mauvais traitements.

Dans les salles, la direction de la prison donnait « carte blanche » aux prévôts, tous condamnés de droit commun, pour appliquer la discipline, c'est-à-dire pour provoquer, maltraiter ou se livrer à des actes « contre nature » envers les prisonniers. Dernièrement encore, le 7 mai 1959, le prévôt de la salle 13, nommé H..., se livrait pendant la nuit à des actes contre nature contre un jeune prisonnier ; il fut rossé par l'ensemble de la salle. À ses cris, une vingtaine de gardiens, avec en tête L..., S..., S... et K..., se ruèrent sur une dizaine de détenus dénoncés par le prévôt. En sang, nus et la tête rasée, ils passèrent la nuit au cachot.

CE MÊME SOUS-DIRECTEUR

Le mardi 6 mars 1959, jour de distribution du courrier, le surveillant préposé (M. S...), raciste notoire, qui ne manquait jamais de provoquer, d'injurier ou de frapper les détenus, ne put, ce jour-là, s'empêcher de répéter ses provocations.

Rassemblés et attendant l'appel éventuel de nos noms, ce surveillant injuria plusieurs détenus, frappa même l'un de nos camarades de cellule, le nommé Lounis Amirouche. Devant la réprobation des détenus, manifestée par des protestations hardies de quelques

détenus dont je faisais partie, je fus emmené, ainsi que Amirouche, au cachot, où dès notre arrivée les « spécialistes » surveillants : B..., A... S..., S..., S... nous frappèrent sauvagement avec les mêmes procédés cités plus haut, tout nus et la tête rasée. Personnellement, je fus blessé sur diverses parties du corps et notamment la tête. Puni huit jours de cachot, je subis de mauvais traitements, injures et humiliations. Pendant un mois, je ne pus m'alimenter que de liquide et, pendant quinze jours, je fus pris de malaises et de vertiges. D'autres exemples plus significatifs montrent certains aspects des méthodes employées à Berrouaghia. Vers l'automne 1957, des patriotes prisonniers, tels Kebaïli Ahmed, ancien champion cycliste ; Ben Naceur, commerçant ; Benhamda furent torturés à l'eau, l'électricité, sans parler des coups de bâton et autres, par des policiers de Blida ou Medea, que l'ancien sous-directeur (M. F...) avait coutume de faire venir pour des délits futiles. Il participait lui-même aux « interrogatoires » qui duraient parfois plusieurs jours.

Ce même sous-directeur était le dirigeant actif de la « Main rouge ». À ce titre, il dirigeait avec d'autres gros colons les représailles des populations musulmanes. Enfin, je dois dire aussi que certains surveillants, racistes notoires, nous lançaient des menaces de mort bien précises, comme ce fut le cas pour Guerroudj Abdelkader et moi-même pendant les huit jours que j'ai passés au cachot. Ces surveillants sont : B..., les frères S... et S... A...

Les prisonniers patriotes condamnés à de fortes peines en général, de même que ceux des détenus patriotes les plus estimés des prisonniers, peuvent être considérés comme des otages du fait de la terreur et le silence le plus complet par un isolement intégral avec l'extérieur.

Je pourrais citer longuement d'autres scandales qui se sont produits dans d'autres prisons, en particulier à Lambèse, ancienne forteresse située à quelques kilomètres de Batna (Constantine), des faits rapportés par de jeunes militaires se trouvant avec moi sur *Ville-d'Oran*, et qui avaient refusé de porter les armes contre le peuple algérien, confirment ceux déjà connus.

Le directeur de Lambèse assistait et ordonnait aux surveillants de frapper les détenus. Mieux, le convoi au 27 septembre 1958 fut « réceptionné » à coups de chaîne de bicyclette. Un jeune soldat, Francis Renda, condamné à deux ans de prison pour refus de porter les armes, fut maintenu, malgré ses hurlements, sous la douche brûlante par cinq gardiens. Brûlé au deuxième degré, il fut trois jours après rapatrié en hâte vers une prison de France afin d'éviter le scandale. Parmi ces cinq gardiens, il y avait MM. B..., R... et P... Quant aux cachots, le prévôt cellulaire, M... K..., dit « Sanglier », condamné de droit commun à vingt ans pour crime, viol et vol qualifié, avait carte blanche du directeur pour maltraiter ou torturer les détenus punis.

L'ancien sous-directeur de Lambèse, M. P... et P... avaient été condamnés à des peines de prison avec sursis après la Libération de 1945 pour mauvais traitements envers des antifascistes algériens. M. P... est toujours en fonction à Lambèse.



DALMAS/SIPA

SERRES CARCÉRALES
Les cellules surpeuplées étaient parfois transformées en jardinière : quelques détenus à la main verte faisaient pousser des plantes dans des boites de conserve.

VOILÀ, CHERS CAMARADES...

Je m'abstiens de parler des prisons d'Oran, Alger, Constantine, car elles sont tristement célèbres et leur réputation n'est plus à faire, comme Boufarik : le directeur de cette prison permettait aux membres de la « Main rouge », civils ou militaires, de rentrer dans la prison pour frapper sauvagement les détenus. Ces faits m'ont été rapportés par un ancien détenu de cette prison, actuellement à Berrouaghia. Ce détenu se nomme Ahmed Cherchali, n° 5733 ; il fut l'objet lui-même de ces brutalités.

Naturellement, parfois, une prétendue « commission » préfectorale faisait une apparition rapide. Malheur aux détenus qui se seraient plaints. De suite après le départ de ces « commissions », c'était le cachot et toute la suite que cela comportait.

Voilà, mes chers camarades, certains aspects du régime qui ont toujours dominé et restent actuellement en vigueur. Dans une certaine mesure, ces bagnes n'ont rien à envier à ceux que vous avez, comme moi, connus du temps de la Résistance et de la déportation. •

Jean FARRUGIA, ancien déporté de la Résistance, matricule 77.721 au camp de Dachau.




J.-C. COMBRISSON/AFP

SOULÈVEMENT
24 janvier 1960 : farouchement opposés à la mutation en métropole du général Massu, ordonnée par de Gaulle, des groupes d'Européens, civils et militaires, dressent des barricades à Alger. Le 1er février, l'ordre est rétabli.

DE GAULLE, LES BARRICADES ET LES GÉNÉRAUX

Compte tenu de toutes les données algériennes, nationales et internationales, je considère comme nécessaire que le recours à l'autodétermination soit dès aujourd'hui proclamé. » Nous sommes en janvier 1960. Dix-huit mois après son retour au pouvoir, le général de Gaulle a choisi. L'Algérie sera algérienne et indépendante. Les partisans de son maintien dans le giron de la France organisent aussitôt un camp retranché au centre d'Alger. De Gaulle ne cède pas. Pas plus qu'il ne se laissera émouvoir lors de la tentative de putsch déclenchée en avril 1961 par « un quarteron de généraux en retraite ». Mais une fracture est désormais ouverte entre les Français de France et les Européens d'Algérie. **D.L.**

« De Gaulle face au drame »

Par Jean Daniel [28 janvier 1960]

« Dix-huit mois après son retour au pouvoir, le général de Gaulle a choisi. Les Algériens, s'ils le souhaitent, pourront opter pour la sécession. Les partisans de l'Algérie française crient à la trahison. Le 24 janvier 1960 à Alger, deux leaders de la communauté pied-noire, Pierre Lagaillarde et Jo Ortiz, organisent un camp retranché au centre d'Alger pour réclamer le maintien de l'Algérie française. C'est la semaine des barricades. De Gaulle ne cèdera pas.

Tiendra-t-il ? » s'interrogent anxieusement les uns. Et les autres : « Cédera-t-il ? » C'est autour du général de Gaulle – on pourrait presque dire : à l'intérieur de lui – que s'est concentré le drame. Voici, effectuée auprès de ceux qui ont vécu dans son intimité, l'enquête de Jean Daniel.

Tout s'est joué cette nuit du 24 au 25 janvier. Tout ? Une nuit comme celle-là n'est sans doute jamais que le produit de celles qui l'ont précédée. Mais, pour le général de Gaulle, ce fut la nuit de la révélation.

Le dimanche 24 au soir, même après la fusillade, son autorité était intacte. L'armée s'était montrée fidèle. Aussi fidèle que, pendant la guerre, les Français libres, en 1941 et 1942, lorsqu'à Dakar et en Syrie il avait fallu, aussi, tirer sur des Français. C'était dur. Le destin du martyr continuait à vingt ans d'intervalle. Mais l'avenir justifierait le geste d'Alger comme il avait finalement justifié les autres.

Les nouvelles étaient bonnes ; avec fermeté, le général Challe avait décrété l'état de siège : « L'émeute ne triomphera pas de l'armée française. » Un propos de Challe à la manière de De Gaulle. C'était la victoire. Une gifle à M. Guy Mollet : « Dans la Ve République, il n'y a pas de 6 février. M. Lagaillarde, comme M. Pinay, s'est trompé de République. »

Mais douze heures plus tard, le lundi 25 janvier, alors que « tout rassemblement de plus de trois personnes était interdit », il y avait près des barricades 5 000, puis 10 000, enfin 15 000 personnes. C'était l'échec ; l'autorité bafouée. Un nouveau 6 février, mais où le général Challe eût joué le rôle de M. Guy Mollet. C'est du moins la version qui fut donnée lundi matin à l'Élysée – pendant quelques heures seulement, il est vrai.

Que s'est-il passé ? Nous sommes le 24 janvier à minuit. Le général de Gaulle est rentré de Colombey, M. Brouillet, son directeur de Cabinet, lui soumet les derniers télégrammes. Arrivé de Bretagne, M. Michel Debré vient conférer avec lui. La décision à prendre est grave : il y a eu déjà 21 morts et 136 blessés. Pour réduire le camp retranché où sont les hommes d'Ortiz et de Lagaillarde, faut-il risquer une hécatombe ? On examine la situation, et surtout la possibilité d'obtenir une reddition sans combat. Le général Challe répond d'Alger que cela est vain. Y a-t-il lieu de réunir les ministres présents à Paris ? Le général de Gaulle décide que non. Il assumera tout seul cette immense responsabilité. Il laisse s'en retourner M. Michel Debré.



AFP

Vers trois heures du matin, il donne des instructions directes à Alger pour qu'on en finisse dans la nuit. Qu'est-ce à dire? Faudra-t-il tirer? En tout dernier recours, si toutes les chances de pourparlers ont été épuisées, et si les insurgés tirent, oui, il faudra se résigner à tirer. Mais combien sont-ils? À peu près six cents, en tout, dans les deux retranchements. Ils ne sont que six cents, au moment où le général de Gaulle prend connaissance du dossier. Et de plus, à ce moment, ils ne disposent d'aucune arme lourde.

Une grande latitude de mouvement est donnée, comme il est d'usage, au général Challe pour décider de ce qu'il convient de faire. Évidemment, il faut commencer par isoler le réduit. Le commandant en chef fait établir tout d'abord un cordon de sécurité autour d'Alger. Il a placé, sur toutes les routes qui conduisent à la capitale, les bataillons du premier régiment étranger de parachutistes, commandé par le colonel Dufour, et du premier régiment de chasseurs parachutistes commandé par le colonel Broizat. Les deux colonels ont pour mission d'interdire l'accès d'Alger à quiconque pendant cette nuit. À l'instant où le général de Gaulle rédige son message et où il écrit : « Quant à moi, je ferai mon devoir », il a l'impression que les insurgés sont isolés, qu'il leur donne un dernier avertissement et qu'aussitôt après, c'est-à-dire vers 4h15, il n'est pas exclu que l'assaut puisse être donné.

Or, à cette heure-là, la situation s'est déjà transformée : des capitaines et des lieutenants parachutistes ont laissé passer un convoi d'insurgés venant de Blida avec le ravitaillement et les armes. En même temps, on apprend que des armes lourdes (mitrailleuses 12/7), qui ne sont habituellement pas détenues par les unités territoriales, viennent d'être livrées au PC des insurgés.

Plus tard, le général Challe devait réunir les colonels parachutistes Dufour, Broizat, Bréchignac et Bonnegal. Ces officiers informaient le commandant en chef qu'il y avait eu des complicités contre lesquelles ils ne pouvaient rien. L'état de siège ne peut être appliqué. Il faut une autre tactique. Le •••

RECOURS À son arrivée en Algérie, le 6 juin 1958, de Gaulle salue Léon Delbecque (à gauche), Jacques Massu (au centre) membres du Comité de salut public, et le général Salan (à droite). Aux portes du Sahara, l'illustre retraité savourait sa popularité et la fin de sa longue « traversée du désert ».


DALMAS/SIPA

TOURNÉE Accompagné des généraux Challe et Delouvrier, de Gaulle visite, en août 1958, les troupes installées dans le poste de commandement « Artois », en Kabylie.

●●● maximum qu'on puisse demander aux troupes, c'est une certaine « neutralité ». Encore faut-il donner l'assurance qu'en aucun cas l'armée ne tirera. Le matin, le général Challe déclare qu'il est dans la situation d'un homme en proie à deux craintes contradictoires : « celle de ne pas obéir au général de Gaulle et celle de donner des ordres qui ne soient pas exécutés ».

Les morts de la veille ont provoqué chez les uns une sorte d'égarement, chez les autres une espérance politique. Non pas sans doute pour aider les activistes à renverser le gouvernement actuel. Le général Challe affirme au contraire que personne dans l'armée n'y pense vraiment. Mais enfin, pourquoi le cacher, la majorité des officiers « qui comptent » partage les critiques des ultras contre l'autodétermination. Alors, comment tirer sur ces ultras ? Et même si on les croit fous, puisqu'ils sont là, et que la population est derrière eux, comment ne pas s'en servir pour faire comprendre au général de Gaulle qu'on ne peut pas faire la guerre avec le principe d'autodétermination ?

Le général de Gaulle en est informé : il est atterré. Il a déjà entendu ces mêmes discours, il y a quelques jours, à propos de l'affaire Massu, et de la bouche même du Premier ministre et du ministre de la Défense nationale. Cela a été dit sur tous les tons et avec le maximum de prudence, de précautions :

« Même des hommes qui vous seront à jamais fidèles, comme les généraux Gambiez et Olié, estiment que la politique d'autodétermination ne peut pas constituer un principe de guerre. Cela n'a rien à voir avec les ultras qui, eux, luttent pour leurs privilèges racistes. L'armée prétend pouvoir gagner la guerre au nom de l'Algérie française. Une fois la paix rétablie, alors, on pourra réenvisager l'application de l'autodétermination. »

« L'armée? [...] Elle a été contre Dreyfus, pour Pétain, et maintenant elle est pour l'intégration : trois erreurs »

Le président de la République avait toujours entendu ces arguments avec impatience. D'abord, le principe d'autodétermination ne datait que du 16 septembre dernier ; or l'armée, avant, n'avait pas réussi à mener la pacification à son terme. D'un autre côté, en attendant l'acceptation, par les rebelles, de discuter du cessez-le-feu, il n'avait interdit à aucun général de parler de l'Algérie française. Mais, pour lui, qui avait engagé la parole de la France aux yeux du monde, il ne reviendrait jamais sur ce qu'il avait dit. Et non seulement il n'y reviendrait jamais, mais, au contraire, il profiterait dorénavant de n'importe quelle occasion pour réaffirmer la politique du 16 septembre. L'armée ? Il ne la connaissait que trop. « Elle a été contre Dreyfus, pour Pétain, et maintenant elle est pour l'intégration : trois erreurs. » Elle voulait être commandée ? Elle l'est. Massu ne retournerait pas à Alger. Entre Lagaillarde et moi, de Gaulle, on verra qui l'armée choisira.

Pendant trois jours, tous les interlocuteurs du général de Gaulle, ceux surtout qui étaient au courant de ce qui se préparait à Alger, étaient désespérés. Le Général ne se rendait pas compte. « Il est bien plus haï en Algérie que Mendès France. Les organisations paramilitaires disposent de véritables arsenaux ; elles ont reçu des garanties d'une partie de l'état-major d'Alger. Le dispositif est prêt. Avec l'éviction de Massu, tout peut exploser. »

Le général de Gaulle répondit à l'un d'entre eux : « Eh bien ! peut-être le coup de chien est-il inévitable... – Oui, répartit le visiteur, mais il sera donné dans les pires conditions. »

Le plus paradoxal était que ce visiteur tenait ces informations du général Massu. À Paris, ce dernier n'est plus l'homme d'Alger. Il sait qu'il était « le verrou » : lui parti, tout peut sauter. Chaque fois qu'il le dit, on croit que c'est pour reprendre son poste. Mais non, il en a fait son deuil. Il pense à la situation explosive que, sous son commandement, et avec son assentiment, ses collaborateurs ont organisée. Soudain, il prend peur.

Sentimentalement, il est attaché au général de Gaulle. La seule inexactitude que contenait une reproduction, même fidèle, de ses propos par le journaliste allemand concerne la possibilité de s'insurger contre de Gaulle. À l'un de ses intimes, il dit : « Je lâche du lest, je suis mes officiers, mais pour mieux les dériver au dernier moment. »

Lorsque Massu rédige le communiqué qui devait mettre en fureur le général de Gaulle, c'est parce qu'il a été rassuré par M. Guillaumat : l'incident de l'interview peut être classé ; il faut maintenant penser

à la situation algéroise. Avec naïveté, Massu rédige un communiqué destiné dans son esprit à calmer ses amis. Le général de Gaulle ne devait prendre connaissance de ce communiqué que par la presse. Il entre en fureur. Recevant MM. Debré et Guillaumat, pour la première fois, il élève le ton. Tour à tour coléreux et cassant, il informe que le remplaçant du général Massu prendra son commandement le lendemain. Et il va jusqu'au bout : M. Bidault n'ira pas à Alger, la politique d'autodétermination sera réaffirmée, une déclaration du général de Gaulle sera radiodiffusée le 29 janvier et le Général se rendra à Alger le 5 février, pour quelques jours. C'est-à-dire qu'il y sera le 6 février, quatre ans jour pour jour après la défaite de M. Guy Mollet et de la IVe République.

La détermination devenait contagieuse. Tous les ministres, ou presque, étaient « regonflés », et optimistes. Samedi, je me trouvais chez l'un d'entre eux, une heure avant son départ pour l'étranger. Pour la première fois depuis longtemps je le trouvais ragaillardi :

« Il faudrait bénir Massu. Sans lui le gouvernement s'enlisait dans l'immobilisme. Le président de la République pouvait difficilement faire un nouveau pas pour convaincre le FLN de venir à Paris. Avec une telle manifestation d'autorité, ce nouveau pas est fait. De plus, sur le plan intérieur comme sur le plan international, cela réduit à néant les histoires de malaise gouvernemental ou du départ d'Antoine Pinay. Vous vous préoccupez de l'armée? Elle marche tout entière derrière de Gaulle, même lorsqu'elle n'est pas gaulliste. Elle sait bien que, sans de Gaulle, c'est le vide, c'est-à-dire l'anarchie. Non, voyez-vous, je pars serein. La dernière réunion de l'Élysée a eu lieu dans une excellente atmosphère. Davantage : je vous le dis, pour la première fois, j'ai l'impression que la paix en Algérie est très proche. »

UN ATROCE ACCIDENT

En bref, la situation algérienne n'inspirait plus d'inquiétudes. Il semble que, quand on vit près de De Gaulle, on s'estime détenteur d'une parcelle de cette divine immunité dont il avait fini par se croire lui-même recouvert.

Revenons au lundi de l'échec. Des militaires arrivent d'Alger, qui ont assisté à la fusillade de la veille. À l'Élysée, on leur pose des questions : « Qui a donné l'ordre de remplacer les gendarmes mobiles par les parachutistes ? Qui a laissé les convois de ravitaillement et de munitions passer du côté des insurgés? Pourquoi n'a-t-on rien fait pour isoler les deux camps retranchés et n'a-t-on encore coupé ni l'eau, ni le gaz, ni le téléphone ? » Les militaires n'en reviennent pas que de telles questions soient posées ! Le divorce est donc si grand entre l'Algérie et la métropole ? Les informations sont donc si parcimonieuses ou si travesties ?

Et ils racontent : la fusillade a été un atroce accident. Les manifestants ont pris des grenades



AFP

MUTIN Pierre Lagaillarde, partisan fiévreux de « l'Algérie française », sera l'instigateur, en janvier 1960, de l'éphémère insurrection de la « semaine des barricades ».

●●● lacrymogènes pour de vraies grenades. Quand ils ont tiré, la fusillade a eu lieu, mais si cela avait été des parachutistes, l'accident ne se serait pas produit. Dès qu'il y a eu des morts et des blessés, l'interpénétration des deux camps a été totale. On était effrayé par ce qui venait de se passer. Le sang français avait coulé. Les uns soignaient les blessés des autres. Tout le monde s'exhortait réciproquement à la fraternité et au calme. Bien sûr, les gendarmes qui venaient d'avoir deux de leurs officiers tués devenaient plus « durs » : si l'on voulait que cela cesse, il fallait les relever.

On ne se rend pas compte : insurgés et forces de l'ordre sont devenus les membres d'une même communauté. Chez les uns, il y a d'anciens parachutistes ; chez les autres, il y a d'anciens territoriaux. Les paras d'Alger ont défendu pendant quelques années les Algérois. Ils ont été adoptés par la population. Ils ont souvent épousé des Françaises d'Algérie. Et puis, il y a le souvenir du 13 Mai qui cimente le tout. Ceux qu'on appelle ici les ultras, à Alger, ce sont simplement des héros un peu téméraires, des jeunes gens sympathiques « qui vont trop loin ». C'est tout. Pendant un an on a répété dans tous les journaux, dans toutes les réunions, que de Gaulle voulait brader l'Algérie, et on a mis sur pied les organisations armées pour l'insurrection. Tout a été fait publiquement, au grand jour : ainsi parlaient les militaires, ahuris, devant la stupéfaction de leurs puissants interlocuteurs.

Et c'est comme cela que la situation a évolué. Dans les messages parvenus d'Alger au gouvernement, le commandant en chef avait eu affaire d'abord à de véritables « cadets de l'Alcazar », prêts à se faire tuer, et qui ne transigeraient sur rien, et qui prétendaient, en outre, se sacrifier pour que l'armée puisse obtenir satisfaction dans ses principales revendications. Ensuite, le général Challe déclara avoir affaire non pas à une poignée de factieux mais aux représentants approuvés et soutenus par une population tout entière. Sans doute les musulmans n'étaient pas présents ; et l'armée restait « neutre » : mais toute l'Algérie s'embrasait.

LE RÔLE DE L'ARMÉE

Telle fut bien la thèse que rapporta d'Alger M. Michel Debré après son voyage éclair dans la nuit de lundi à mardi. Cette thèse laisse évidemment dans l'ombre l'essentiel. C'est-à-dire le rôle actif de l'armée. Non seulement l'état de siège n'a pas été appliqué, non seulement les manifestations n'ont pas été interdites, mais encore, sous le prétexte d'utiliser la tactique du « pourrissement », de « laisser se défouler les foules », ou de satisfaire à la dignité des obsèques, dans presque toute l'Algérie, l'armée a organisé l'expression collective du soutien aux insurgés d'Alger, pendant les deux premiers jours. Qui



FÊLURE Le 24 janvier 1960, un groupe de femmes européennes et musulmanes passent devant une barricade des ultras de l'Algérie française. Leurs chemins divergeront bientôt.

J.-C. COMBRISSON/AFP

en accuser ? Il est bien probable que, même dans un lointain avenir, il ne sera pas possible de le déceler avec précision.

Dans l'armée française d'Algérie, en 1960, le commandement n'est plus conforme à la hiérarchie, il est plutôt fonction de la personnalité et de l'activisme des officiers, quel que soit leur rang. À la condition que cet activisme aille dans le sens de la philosophie militaire née en Indochine, un officier de valeur est capable de disposer, au sein de cette guerre, à la fois d'une autonomie et d'une pression sur ses chefs. Cela, les mutations et les promotions récentes indiquent que le général de Gaulle l'avait compris. Mais si l'armée est peut-être toujours celle qui commet les erreurs politiques dénoncées par le chef de l'État, elle se laisse moins facilement manœuvrer, surtout lorsqu'elle occupe des positions où elle est reine et surtout quand elle fait la guerre. Le général de Gaulle s'y est pris trop tard et, d'autre part, a trop compté sur la compréhension du FLN sans donner à ce dernier toutes les possibilités de comprendre. On dit partout maintenant : « Ah ! si le FLN était venu à Paris il y a un an !... » Oui, s'il était venu, nous n'en serions probablement pas là. Mais c'est un cercle vicieux, car depuis que nous en sommes là, le FLN prétend se féliciter de n'être pas venu.

Quoi qu'il en soit, ce n'est évidemment plus le passé qui compte. On peut dire, soit que du fait du 13 Mai le général de Gaulle ne pouvait pas vaincre l'esprit et les hommes du 13 Mai, soit que l'attitude actuelle de fermeté du général de Gaulle prouve qu'il aurait très bien pu imposer, il y a quelques mois, sa politique libérale, au moment où, même en Algérie, son autorité était indiscutée. C'est le présent qui compte. Tout est suspendu à la résistance de cet homme qui entre dans sa soixante-dixième année. En face des faits, volontairement négligés, et qui se révèlent à lui dans un fanatisme déchaîné, comment réagit-il?

Il se sent près de la mort. Le point de vue « historique » qu'il a sur les événements le conduit à considérer comme des « péripéties » un certain nombre de choses qui paraissent essentielles aux hommes. S'il échoue, sa silhouette historique n'en sera pas moins grande à ses propres yeux : il a déjà intégré l'échec et l'ingratitude dans le concept même de grandeur. La disproportion entre ce qu'il rêvait de faire pour la France cette année même et l'assaut dont il se voit menacé est d'une telle dimension que cela peut l'inviter à s'en aller réfléchir dans la solitude sur « l'insignifiance des choses ».

RUMEUR À Paris, pendant « la semaine des barricades », la démission de Michel Debré semble imminente. Toujours alerte, le Premier ministre ne quittera son poste qu'au lendemain des accords d'Évian, en 1962.


AFP

Mais ce qui peut aussi le sauver, c'est précisément cette force qu'on lui a reprochée le plus : qu'il s'identifie à la France.

Il est l'État français, l'incarnation du passé, de la conscience et du pouvoir politique actuel de la France. Grâce à quoi il répète à chaque Conseil des ministres, lors de chaque entretien : « La France ne peut pas céder », « La France ne peut pas manquer à sa parole » et, politiquement, cela se traduit par le fait que le général de Gaulle maintient le principe d'autodétermination, et maintient aussi sa décision de se rendre en Algérie le 5 février. Sous son impulsion, M. Michel Debré a fait le discours sans aucun doute le plus net de sa carrière, répétant, au retour d'un voyage qui ne devait pas être pour lui très agréable, qu'il ne pouvait y avoir de solution sans la libre expression de chaque Algérien et qu'on ne pouvait rendre français ceux qui se refusaient à l'être. Le général de Gaulle a refusé la démission de M. Michel Debré, comme il a refusé la démission de M. Paul Delouvrier et comme il se refuse à lui-même une retraite qui le tente.

Au Conseil des ministres de lundi dernier, personne n'a osé devant lui ne pas condamner entièrement et sans réticence les insurgés algérois. Lorsque s'est posée la question de décider, à nouveau, s'il y aurait ou non un assaut contre les bastions d'Ortiz et de Lagaillarde, trois ministres ont demandé que l'on interdise à l'armée de tirer. Le général de Gaulle ●●●

« Tout est suspendu à la résistance de cet homme qui entre dans sa soixante-dixième année »

••• a répondu qu'aucune « négociation » avec les insurgés n'était payante, qu'il s'agisse de la dignité de l'État ou du réalisme politique le plus étroit.

80 % DES FRANÇAIS

Oui, mais si l'organisme d'exécution, l'armée, ne répond pas, ou plutôt répond de telle manière qu'elle s'érige en arbitre, alors la question n'est plus de savoir s'il convient de négocier avec les insurgés, mais si l'on est contraint de négocier avec l'armée. M. Guillaumat est un partisan de cette dernière négociation. Il s'est opposé à l'éviction du général Massu, à l'épreuve de force et, enfin, à l'idée de réduction des îlots insurrectionnels d'Alger. Non point, disent ses amis, par principe, mais bien parce qu'il est placé pour connaître les résultats d'une épreuve. Il sait que l'armée n'est pas gaulliste et qu'il suffit d'une occasion pour que renaisse en elle le violent ressentiment qui l'habitait naguère. Où le général de Gaulle prendrait-il sa force ? Sur quoi s'appuierait-il ?

À cela, le général de Gaulle a répondu mardi matin au cours d'un entretien : il tire sa force de la volonté du peuple français de mettre fin à la guerre d'Algérie. Il ne se fait plus aucune illusion, ni sur l'attachement qu'on lui voue ni sur la fidélité des partis ou des hommes. Il sait seulement que 80 % des Français métropolitains peuvent plébisciter demain s'il le faut sa politique algérienne. D'autant plus que, lorsqu'elle est combattue de cette manière à Alger, les imperfections de cette politique deviennent secondaires. En dehors de la protection de l'autorité de l'État, le combat actuel contre les hommes d'Alger prend en effet un sens exceptionnellement fécond.

« La question n'est plus de savoir s'il convient de négocier avec les insurgés, mais si l'on est contraint de négocier avec l'armée »

Car enfin, que demandent les insurgés ? Simplement que l'on proclame l'Algérie française. Si le général de Gaulle tient jusqu'au bout, il aura combattu pour ne pas prononcer ce mot, pour ne pas préjuger la décision des Algériens, prouvant ainsi au monde et au FLN que l'autodétermination est considérée assez sérieusement pour qu'on se batte pour elle, et justifiant du même coup les combats de l'armée française ainsi transformés en combats pour la liberté d'expression des Algériens. L'épreuve de force transforme ainsi toutes les données de la politique gaulliste. Une victoire sur Alger, une vraie victoire, pourrait déboucher sur la paix, cela n'est pas exclu. Mais cette vraie victoire est-elle possible ? Pour réduire l'insurrection, ne faudra-t-il pas céder à l'armée et se rendre encore plus dépendant d'elle ?

LE DESTIN DE DE GAULLE

En un sens, il n'est pas si désavantageux qu'une partie de l'armée, celle qui, de toute façon, sabotera n'importe quoi, s'oppose au général de Gaulle. Si le peuple de France arrive à imposer sa volonté aux activistes civils et militaires, il sera mille fois plus libre dans l'avenir immédiat pour aller jusqu'au bout de sa victoire : une entente avec le FLN pour une autodétermination qui garantit dans tous les cas les vrais intérêts de la France comme des Français d'Algérie.

Le destin du général de Gaulle devient à coup sûr fascinant. Cet homme de la grandeur et de l'unité se voit poursuivi par un rôle de diviseur et associé aux plus grands déchirements de son pays. Ce nationaliste survient à un moment où l'intérêt contraint de décoloniser. Ce militaire est en conflit avec l'armée. Ce conservateur est contraint de s'appuyer sur des hommes de gauche qui, après avoir manifesté contre lui le 13 Mai, s'apprêtent à manifester pour lui aujourd'hui. Ce Français, enfin, aura été par deux fois celui qui aura pris la décision de « faire couler le sang français ». Aujourd'hui, dès lors que les événements le lavent soudain du « péché originel » du 13 Mai, des millions d'hommes espèrent en lui. ●



AFP

ATTENTIFS
Le 29 janvier 1960, toutes générations confondues, des Parisiens regardent l'allocution du président de la République.

Images du documentaire de Gabriel Le Bomin, *Guerre d'Algérie, la déchirure*, sur france 2





Tournée triomphale de De Gaulle en Algérie. Premières mesures du plan de Constantine : les HLM succèdent aux bidonvilles.





Le pétrole : l'un des enjeux majeurs du conflit. Le plan Challe : 400 000 soldats français pour écraser l'ALN.



Cadavre d'Amirouche, chef de l'ALN en Kabylie.

DU PLAN DE CONSTANTINE AU PLAN CHALLE

« De Gaulle annonce à Constantine, le 3 octobre 1958, un vaste programme de développement économique et social. Investissements massifs, scolarisation de tous les enfants musulmans, redistribution des richesses, création d'emplois… Ce plan cherche à rallier la population musulmane et rassure les partisans de l'Algérie française, qui voient là le signe du réengagement de la France en Algérie.
Dans le même temps, à partir du début 1959, De Gaulle met en œuvre une vaste opération militaire, le plan Challe, pour écraser les maquis de l'intérieur. Les objectifs de ces deux plans convergent : réduire à néant le FLN à la fois politiquement et militairement, pour que la France soit en position de force lors des négociations à venir.
Le bilan officiel du plan Challe est de 10 800 prisonniers et 26 000 tués, dont plusieurs chefs de l'ALN, comme Amirouche. L'image du cadavre de ce dernier, tué en Kabylie, est largement diffusée. La propagande est aussi une arme de la guerre d'Algérie. »

« *Entre Zéralda et Bab el-Oued* »

Par Jean Daniel [4 mai 1961]

Dans la nuit du 21 avril 1961, les Bérets verts du 1er REP s'emparent du gouvernement général, de l'aéroport et de l'hôtel de ville. Le putsch des généraux vient de commencer. Quelques heures plus tard, le général Salan se fait acclamer par la foule. À Paris, le général de Gaulle décide l'application de l'article 16 de la Constitution qui lui donne tous les pouvoirs. Puis il apparaît à la télévision. « Un pouvoir insurrectionnel, dit-il, s'est installé en Algérie par un *pronunciamento* militaire. [...] Ce pouvoir a une apparence : un quarteron de généraux en retraite. [...] J'interdis à tout Français et d'abord à tout soldat d'exécuter aucun de leurs ordres. »

Une révolution, bien plus importante que celle du 13 Mai, vient d'avoir lieu en Algérie. Elle m'a été révélée, dès mon arrivée ici, par les propos que m'ont tenu de jeunes appelés, par le récit des événements que m'ont fait plusieurs hauts fonctionnaires de la police, par les contacts que j'ai eus avec des musulmans et des Européens d'Alger. Cette révolution, dont les effets commencent seulement à se faire sentir, s'est incarnée dans le stupéfiant sursaut des soldats du contingent.

Aussi importantes pour la France que l'ont été pour le peuple algérien les journées de décembre 1960, les journées d'avril 1961 ont mis en branle de façon irréversible la masse anonyme et négligée de ceux que l'on croyait pouvoir éternellement réduire au rôle d'instrument aveugle.

Comme les foules algériennes, les appelés métropolitains sont entrés dans l'arène politique; comme elles, ils ont acquis le droit de cité et ils s'intègrent désormais dans les calculs des stratégies de tous bords. La situation peut ainsi se résumer :

Les hommes du 13 mai 1958 avaient cru pouvoir se servir indéfiniment, dans leur lutte contre le FLN et contre Paris, des trois atouts dont ils disposaient alors en Algérie : l'appui enthousiaste de la population européenne, l'impuissance d'une masse musulmane terrorisée, la résignation indifférente des appelés du contingent que l'uniforme contraindrait à une obéissance purement hiérarchique.

« La junte militaire, prise de vertige devant son isolement soudain, s'est vue alors contrainte de trahir le seul groupe qui lui restait : les Européens »

L'un de ces atouts leur a déjà échappé le 10 décembre dernier, lorsque les foules musulmanes se sont impétueusement retirées du jeu. Ils viennent d'en perdre un second avec le réveil du contingent. Celui-ci, au cours des journées tragiques de la semaine dernière, s'est insurgé si violemment que la junte militaire, prise de vertige devant son isolement soudain, s'est vue alors contrainte de trahir le seul groupe qui lui restait : les Européens.

« Officiers félons », ce n'est pas seulement l'épithète métropolitaine pour le « quarteron » des généraux. C'est aussi la formule employée à leur égard dans le dernier tract de l'OAS (organisation aujourd'hui clandestine du contre-terrorisme ultra).

Lors de mon passage à Paris, on se posait autour de moi la question de savoir quelle était exactement la cause de la débandade de la nuit de mardi, alors que M. Louis Joxe était pessimiste à 8 heures du soir

encore. Je peux répondre maintenant au moins pour la cause principale : ce fut la résistance du contingent.

La débandade a eu lieu principalement parce que les troupes qui étaient prévues pour investir les capitales algériennes et pour débarquer en métropole ont été obligées de se consacrer à contenir un contingent survolté. À partir de quand? Dès samedi déjà, avant même la caution donnée par le chef de l'État à la désobéissance active; mais aussi et surtout après le discours de M. Debré annonçant le débarquement en métropole des parachutistes de Challe.

Les récits de la rage des éléments du contingent lorsqu'ils apprirent qu'ils étaient en exil, plongés dans une guerre dont une conférence de presse venait de consacrer la vanité, tandis que leur terre pouvait être envahie, ces récits sont saisissants. C'est dès ce moment que des aviateurs ont commencé à vouloir soustraire le maximum d'appareils de transport et ont décidé de rejoindre la métropole pour se mêler eux-mêmes aux défenseurs de leur patrie; les autres voulaient saboter le départ des paras par tous les moyens.

La partie a été perdue pour Challe et ses complices à partir du moment où chacun des appelés a imaginé sa province natale investie, comme un coin d'Algérie, par des légions déchaînées. Les anecdotes sur ce point foisonnent et je les ai entendues de la bouche des acteurs eux-mêmes. Je n'ai eu aucun effort à faire pour cela. Quelques jeunes soldats sont venus me voir et nous sommes allés sur les hauteurs d'Alger, ils m'ont déclaré qu'il était désormais impossible pour eux de revenir en arrière. Ils avaient fait trop de choses : conspué un général, enfermé pendant quelques heures un colonel, refusé de présenter les armes à des officiers, crié « Vive de Gaulle » tandis qu'on lisait le message de Challe, diffusé les discours du chef de l'État, mis de l'eau dans l'essence des autos-mitrailleuses, peint la croix de Lorraine sur tous les drapeaux du cantonnement. Sur douze de leurs officiers, seul un capitaine est resté loyal mais il a été contraint de s'enfuir. Or une fois l'insurrection liquidée on n'a mis aux arrêts que le colonel.

– Que faire? On nous a demandé un rapport, ●●●



AFP

PRONUNCIAMIENTO
23 avril 1961: les généraux Edmond Jouhaud, Raoul Salan et Maurice Challe tentent un coup d'État. En ouvrant des négociations avec les indépendantistes, le général de Gaulle, estiment-ils, les a trahis.


AFP

●●● nous l'avons fait. Et nous sommes maintenant sous le commandement d'officiers que nous avons dénoncés. Ces derniers n'ont rien trouvé de mieux que nous dénoncer à leur tour comme communistes.

LA DÉLIVRANCE

– Vous êtes communistes ?

– Aucun d'entre nous ne l'est.

– Aucun ?

– Aucun.

– Si votre cas est général, souhaiteriez-vous que l'on se débarrasse de tous les officiers de l'armée d'Algérie ?

– Notre cas n'est pas général : près de chez nous, deux colonels loyalistes ont été arrêtés par les « challistes ». Mais c'est un cas répandu. Pourquoi ne sanctionnerait-on pas tous les officiers – sans exception – qui ont désobéi ? Pourquoi ne ferait-on pas de promotion sur le loyalisme plus que sur la compétence, comme en période révolutionnaire ?

– Selon vos officiers les plus libéraux, que j'ai rencontrés et qui ont eu une attitude irréprochable pendant ces journées, il n'y aurait alors plus d'armée.

– Parce que vous croyez qu'il en reste une ? Et puis qui a tué l'armée sinon les généraux félons ? Dans les unités où les officiers ont été loyalistes, il n'y a pas eu la moindre indiscipline du côté des soldats.

Je leur ai demandé qui ils étaient : un instituteur, un ouvrier spécialisé et un radio. Aucun des trois n'avait un physique qui pût faire espérer une victoire facile dans une lutte contre des paras. Mais ils étaient animés d'une détermination impressionnante. C'était la première fois qu'il m'était donné d'assister à un tel spectacle à Alger.

Pendant ces journées, on a vu des officiers loyalistes prendre la défense des officiers félons après avoir été près de les abattre ; des fonctionnaires français chercher refuge chez des musulmans ; des femmes musulmanes venues assister l'épouse d'un policier français incarcéré par des militaires rebelles ; on a vu un haut fonctionnaire musulman rappeler à ses devoirs envers le chef de l'État français un colonel parachutiste avec qui il avait combattu en Italie. On a vu le malheur succéder au triomphe dans le regard des petits ouvriers européens et la délivrance succéder à la peur sur le visage de toutes les casbahs.

Faut-il croire, comme un musulman l'affirmait – d'ailleurs sans esprit de revanche –, que la communauté européenne d'Algérie devra parcourir à son tour l'itinéraire des douleurs et des humiliations qu'elle a infligées, depuis 1830, à ceux qu'elle a conquis ?

CAMP RETRANCHÉ
Parachutistes à l'entrée du camp de Zéralda, le 28 avril 1961. Quelques jours plus tôt, dans la nuit du 21 au 22, un millier de « bérets verts » du 1er REP s'emparaient des points stratégiques d'Alger.

« Chacun découvre avec effroi que les tragiques conséquences de l'insurrection de Challe vont provoquer des réactions en chaîne »

UNE SORTIE SECRÈTE

Une déchirure, en tout cas, s'est produite, sans doute inévitable et, à terme, positive, mais dont la gravité immédiate n'est pas davantage perçue en métropole que n'avaient été compris les événements annonciateurs du 13 Mai. L'illustration la plus éclatante m'en a été donnée par le récit que m'a fait des journées insurrectionnelles un personnage qui ne s'était pas prononcé jusqu'à maintenant. C'est un policier ; un policier républicain et même jacobin (il y en a aujourd'hui plusieurs en Algérie) ; une sorte de commissaire Maigret intransigeant sous une apparence débonnaire. Le vendredi 21 avril, il reçoit un coup de téléphone de Paris : « Les ultras préparent quelque chose pour ce soir. » Il prévient aussitôt son chef hiérarchique, le préfet Janin. Ce dernier informe l'état-major d'Alger-Sahel et la Délégation générale. Hélas, sur les bureaux du colonel Moullet, commandant d'Alger-Sahel, et sur ceux des collaborateurs du Délégué général, des informations de ce genre s'accumulent depuis quinze jours et on n'y croit pratiquement plus. Dans la soirée du vendredi le commissaire, que j'appellerai ici Xavier, remarque cependant certains signes inquiétants : des activistes notoires ont fait du porte-à-porte dans des immeubles repérés. Il décide de passer la nuit à son poste.

L'alerte arrive vers une heure du matin : on lui signale que des régiments de parachutistes progressent vers le commissariat central, boulevard Baudin. Il téléphone aussitôt au commissaire central Fachot, qui est en poste sur place. Ce dernier est déjà au courant et il a prévenu le préfet de police Janin. En attendant d'autres ordres, il a fait fermer les grilles du commissariat central et recommandé qu'on ne laisse entrer personne et que les fusils-mitrailleurs soient mis en position. Une demi-heure plus tard,

un car de police arrive et le chauffeur demande l'ouverture des grilles. Le car est bondé de policiers convoqués. Les grilles s'ouvrent mais, derrière le car, les paras s'engouffrent. Le commissaire Fachot téléphone au préfet Janin. Ce dernier lui dit : « Rejoignez-moi au Fort-l'Empereur, à l'état-major d'Alger-Sahel. » Les commissaires Xavier et Fachot parlementent avec les soldats paras. Ils demandent simplement à aller aux toilettes ? D'accord, mais sous surveillance. Il y a une porte de sortie secrète près des toilettes. Les deux commissaires la prennent et gagnent le Fort-l'Empereur. Là, ils retrouvent leur chef et les colonels Ceccaldi, Fais, d'Astorg et Debrosse (officiers de gendarmerie du procès des barricades) qui disposent de 3 escadrons de gendarmerie.

Le préfet de police n'est pas arrivé. On en conclut qu'il a déjà été arrêté. À peine un quart d'heure après, les paras de la Légion investissent le Fort-l'Empereur. Le colonel Moullet n'a pas reçu l'ordre, en vain sollicité, de se défendre. Les gendarmes qui tentent de s'opposer à l'entrée d'un capitaine parachutiste sont bousculés et écartés. Tout l'état-major et les deux commissaires sont arrêtés. Ils passeront la nuit au Fort-l'Empereur. Au petit matin, on les conduit à la base aéroportée de Blida qui forme les commandos de l'Air, choisis par le général Challe, au même titre que les trois régiments de parachutistes, pour mener son opération.

Au mess des officiers, colonels et commissaire retrouvent d'autres prisonniers : trois généraux, parmi lesquels le général Vézinet, ainsi que le préfet Janin, le sous-préfet de Blida, et le maire de Guyotville, M. Bucaille. Dès le premier repas, les prisonniers s'aperçoivent que certains membres des commandos de l'Air qui les gardent ont envie de prendre contact avec eux. On leur signale l'endroit le plus pratique pour parler : deux salons de coiffure de la base où ils ont la permission de se rendre sous escorte. Chacun se rend tour à tour chez le coiffeur. Là, ils apprennent que sur la base aérienne proprement dite, à 5 kilomètres de là, des événements considérables se sont produits : les 3 000 soldats et sous-officiers, sans aucune exception, se sont révoltés contre leurs officiers. La base est désormais gardée par un régiment de paras qui devait faire mouvement sur Alger et qui, de ce fait, en a été empêché. Lorsqu'il apprend cette nouvelle, le colonel Moullet déclare : « Pour peu que cette histoire se répète quatre ou cinq fois dans la zone algéroise, nous sommes sauvés. »

Rappelons que nous sommes dans la nuit du samedi au dimanche, c'est-à-dire que, dès ce moment, le sursaut du contingent paralyse une partie des plans des généraux d'Alger. Les quelques commandos de l'Air loyalistes disent à leurs prisonniers qu'ils étudient un stratagème pour les faire passer par un chemin qui rejoint la base aérienne en sédition. Ils exposent aux généraux qu'ils sont isolés parmi leurs camarades, mais qu'ils sont suffisamment nombreux pour organiser leur fuite et ils racontent avec admiration les exploits des soldats de l'autre base. Le commissaire Xavier remarque la réaction douloureuse des généraux et des colonels devant les récits de ces hommes qui ne demandent qu'à les servir et à organiser la résistance.

Lorsqu'il est question de ce que font les soldats de la base aérienne à 5 kilomètres de là – le sabotage des avions, insultes aux officiers, etc. –, aucun des généraux ne réagit.

Chacun découvre avec effroi que les tragiques conséquences de l'insurrection de Challe vont provoquer des réactions en chaîne. Le plan des jeunes commandos de l'Air loyalistes est cependant adopté. Leur projet commence à créer une certaine agitation à la base aéroportée. De plus en plus nombreux sont ceux qui veulent se joindre aux généraux et aux colonels prisonniers. Le commandant de la base prévient alors Alger qui décide que les officiers supérieurs prisonniers seront conduits dans le Sud, à In-Salah, ●●●



AFP

BOUCLIERS
Suite au putsch, et par précaution, des chars d'assaut sont déployés dans les rues de la capitale (ici près du Grand Palais).

●●● et les autres au camp du 1er régiment étranger de parachutistes, à Zéralda.

À In-Salah se trouvent déjà le ministre Robert Buron, le Délégué général Jean Morin et les généraux Gambiez et Saint-Hilier. À Zéralda, on a réuni tous les hommes que le colonel Godard a besoin d'interroger pour son épuration personnelle : des directeurs de Renseignements généraux, le commissaire divisionnaire de police et les officiers gaullistes du 2e Bureau. En particulier le commissaire Xavier voit arriver à Zéralda un commandant d'aviation, spécialiste du Chiffre, qui a détruit tous les codes avant d'être arrêté. Pour cela, il a été « passé à tabac » : son visage est tuméfié et il ne peut plus se servir de son bras. À Blida, le général Vézinet, molesté lui aussi, mais moins violemment, s'est refusé à répondre aux questions du commissaire Xavier sur le traitement qu'il a subi. À Zéralda, même chose : le commandant d'aviation n'en arrive à la confession que lorsqu'il lui faut se faire soigner. Plus que la souffrance physique, ils ont ressenti l'un et l'autre, et profondément, l'atroce déchirure morale que subit l'armée.

À Zéralda, la surveillance est plus sévère. C'est mardi soir. On annonce aux prisonniers qu'ils sont convoqués le lendemain matin par le colonel Godard. Le commissaire Xavier est certain qu'ils seront, quelques-uns du moins, torturés. Ils se couchent, cela fait trois nuits qu'ils n'ont pas dormi. Ils n'ont plus la force d'écouter la radio métropolitaine. C'est un adjudant allemand de la Légion qui, vers deux heures du matin, vient les prévenir. « Vous avez gagné, dépêchez-vous de vous habiller et de partir avant d'être lynchés par la population. Les habitants de Zéralda seront tous dans les rues d'ici un moment. Moi, j'en ai marre de vos histoires à tous ! »

« Lynchés par la population ? » C'est qu'ils y seraient prêts, à Zéralda. Lors de leur arrivée, des femmes ont couvert d'injures les prisonniers, leur ont craché au visage et ont brandi des écriteaux : « À bas les traîtres à l'Algérie française ». Le commissaire Xavier connaissait l'une de ces femmes. C'est une honnête épicière, discrète et dévouée, estimée de tous.

Les prisonniers parviennent à se procurer un camion, ils gagnent d'abord Sidi-Ferruch, puis enfin Fort-l'Empereur où l'on sable le champagne. Pendant tout le trajet, ils entendront partout ce refrain d'Édith Piaf : « Je ne regrette rien ». Les drapeaux ont disparu des fenêtres. Les klaxons « Algérie française » sonnent comme un glas. Le peuple européen d'Algérie, après avoir été trompé, venait d'être comme assommé.

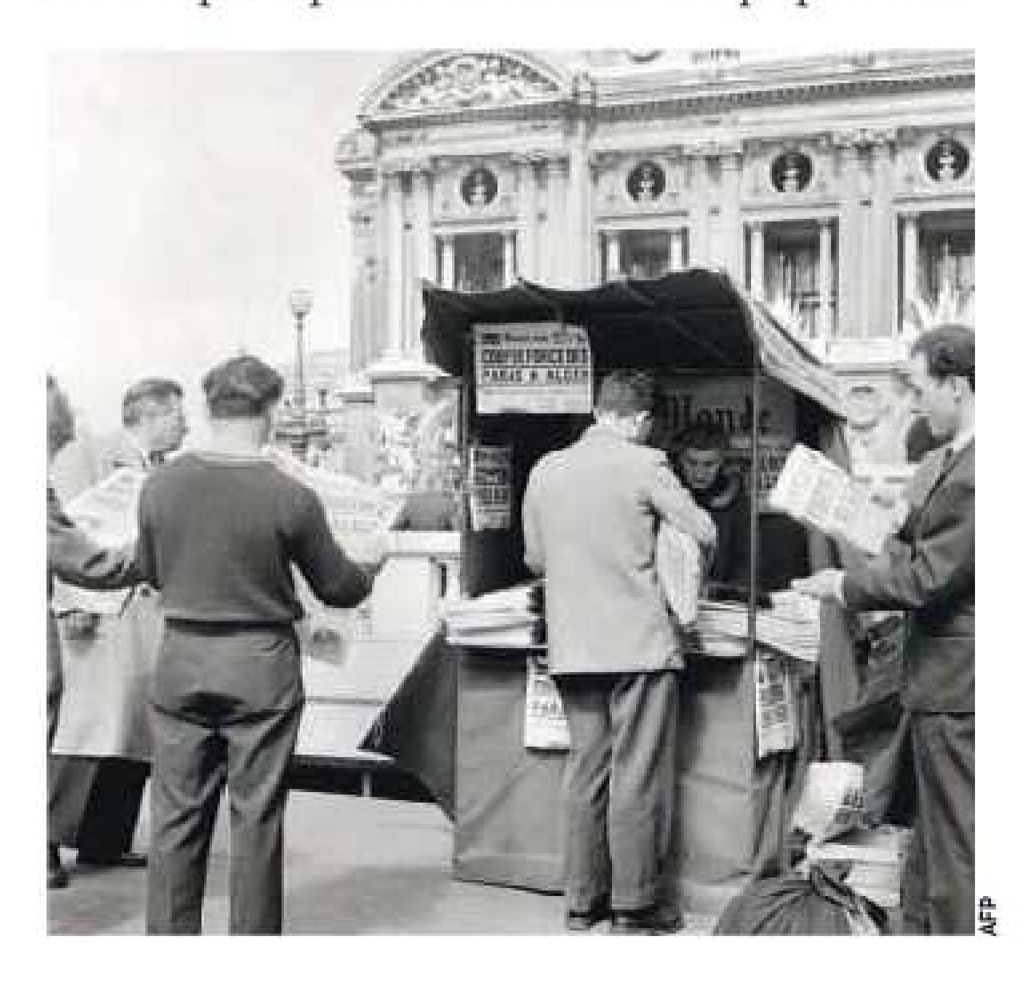
« Ta présence seule ici est une injure », m'a dit un ancien ami, aujourd'hui ultra, qui me prêtait la sombre idée d'être venu assister, la joie au cœur, à la défaite des siens. Hideuse accusation ! Rien n'est plus tragique que le spectacle de n'importe quelle épuration, même si, comme c'est le cas, il s'agit de la plus juste, de la plus urgente, de la plus fatale. Rien n'est plus amer que de la voir s'abattre, au surplus, sur sa terre natale. Ces victimes d'hier sont évidemment les vainqueurs d'aujourd'hui avec d'autant plus de déchaînement qu'ils se savent condamnés en cas d'un nouveau retournement de la situation. Le régime de la délation à l'intérieur d'un même clan, d'une même administration, d'un même bureau, est entré en vigueur. Il y a en ce moment à Alger quelque chose qui ressemble au Paris d'après la Libération, aux heures difficiles de l'épuration. Mais avec cet élément en plus que les vainqueurs ne sont pas persuadés du caractère définitif de leur victoire.

« Jamais le divorce entre la métropole et ses enfants du contingent d'une part, le peuple européen d'Algérie d'autre part, n'a été aussi total »

LES PETITS CIREURS

En tout cas jamais le divorce entre la métropole et ses enfants du contingent d'une part, le peuple européen d'Algérie d'autre part, n'a été aussi total. C'était évidemment prévisible. En revanche, et c'est l'aspect le plus positif, ce divorce a considérablement rapproché la France des musulmans. On a vu des jeunes Arabes venir serrer la main des soldats du contingent et des petits cireurs (des gosses de 10 à 12 ans) refuser l'argent que des soldats leur donnaient.

Du même coup, la communauté européenne d'Alger s'est refermée sur elle-même : plus homogène, plus monolithique et plus solidaire que jamais. Elle n'a pas entièrement participé à l'insurrection challiste. Mais elle ne pouvait pas ne pas être pour. Elle avait le même sentiment à l'égard de cette aventure que les Algériens ont pu avoir pour le FLN au début d'une insurrection dont les résultats paraissaient incertains. D'ailleurs, la comparaison va plus loin. La complicité du petit peuple de Bab el-Oued et de Belcourt avec les plastiqueurs est totale. Ceux qui pensaient



INQUIÉTUDE À Paris, place de l'Opéra, les passants se ruent sur les journaux annonçant le coup de force des généraux.

AFP

que les musulmans réprouvaient le terrorisme FLN lorsqu'il atteignait surtout des victimes musulmanes, les voici qui, aujourd'hui, applaudissent, dans un cinéma, l'explosion de la bombe dont ils ont failli mourir, parce que c'est un des leurs qui l'a déposée. Les voici qui abritent et protègent les membres de l'Organisation de l'armée secrète, cachent les fuyards, entrent dans la clandestinité, luttent contre une partie de la police et du pouvoir, manifestent la même ingéniosité que celle des résistants, conspuent le contingent, se transmettent des mots d'ordre d'espérance et d'insurrection, s'imposent les uns aux autres des versements financiers sous la menace, dénoncent les tièdes et appellent « collaborateurs » les représentants de cette France dans laquelle ils voudraient voir l'Algérie intégrée. Et voici alors l'administration française devenue doublement armée d'occupation, contrainte d'employer aujourd'hui les mêmes méthodes, ou presque, que celles qui ont été employées contre le FLN dans la bataille d'Alger en 1957.

Ce peuple sans passé et que condamne l'avenir est aujourd'hui si solidement replié sur lui-même qu'il pose à l'administration des problèmes quasi insolubles. « Il est aussi difficile de trouver des fuyards, fussent-ils généraux, dans les faubourgs d'Alger, qu'il l'était de rechercher un chef FLN dans les villages kabyles : toute la population les protège », m'a déclaré un haut fonctionnaire chargé des recherches concernant Salan, Zeller et Jouhaud. Si bien que l'Organisation de l'armée secrète paraît devoir survivre aux mesures les plus draconiennes et que le problème se repose de savoir si pendant les négociations à venir on pourra éviter, sinon un nouveau putsch, au moins une Saint-Barthélemy. De ce point de vue, l'avenir me paraît extrêmement sombre.

UN PEUPLE TRANSFORMÉ

Les responsables civils et militaires du maintien de l'ordre ont à faire face à une étrange situation : d'une part, on sait, depuis décembre, que seuls les musulmans, par leur sortie en masse, peuvent empêcher les Européens de se manifester. D'autre part, on sait aussi que seul le contingent maintient l'armée dans l'obéissance à la République. Il faut donc nécessairement s'appuyer sur ces forces pour éviter de nouveaux et sanglants désordres créés par l'OAS. Mais comment mobiliser les musulmans dans des attitudes qui ne profitent pas qu'au seul FLN tant que le cessez-le-feu ne sera pas intervenu ? Et comment s'appuyer sur le contingent malgré des officiers qui, sous prétexte de rétablir une discipline nécessaire à la lutte contre le FLN, désorganisent les « soviets » nés en avril dans les mess des sous-officiers ?



AFP

ÉTAT D'URGENCE
Allocution « radio-télévisée » du général de Gaulle qui demande aux Français, le 23 avril 1961, de « barrer la route par tous les moyens » aux insurgés.

Il y a bien une réponse logique à ces questions, mais je ne l'attendais pas de ceux qui me l'ont faite : « L'ordre en Algérie, et notamment à Alger, ne peut être que le résultat d'une action commune des deux armées française et algérienne, sinon c'est le Congo. »

Qui m'a dit cette phrase? Un colonel, sans doute loyaliste mais guère plus libéral qu'un autre, et un haut fonctionnaire de la police menacé par l'OAS. Tous deux se rejoignent pour conclure que seule la paix ou, en tout cas, le cessez-le-feu, peut faire obstacle aux entreprises qui se préparent. C'est une vérité qui fait d'ailleurs son chemin et qui devrait contribuer aux accords d'Évian. Il est temps, au surplus, que les exilés rentrent dans leur pays et y assument leurs responsabilités. Un peuple transformé les y attend. Cette transformation a des origines multiples; mais la promotion musulmane, l'une des rares réussites de l'administration gaulliste, rend le changement spectaculaire. Avant l'indépendance et pour la construction de l'État algérien, des centaines de jeunes musulmans ont été investis de responsabilités qui dépassent leur compétence actuelle et qui leur donnent la meilleure des formations pour l'avenir. Tous ceux que j'ai rencontrés et qui ne dissimulent évidemment pas leur sentiment nationaliste estiment que la conclusion logique du 24 avril, c'est un accord entre la France et le FLN. C'est aussi l'opinion du contingent. La pression des deux opinions devrait triompher des oppositions de procédure qui peuvent séparer encore les deux gouvernements. En tout cas, c'est à ce prix seulement qu'on pourra prévenir le nouveau drame qui s'annonce. ●

« Le massacre de Charonne »

Par Philippe Grumbach [15 février 1962]

Une manifestation est organisée à Paris par plusieurs organisations de gauche pour dénoncer les attentats de l'OAS et la guerre d'Algérie. Interdite par les autorités, elle est cependant maintenue. Les manifestants sont dispersés sans ménagement. Plusieurs dizaines d'entre eux refluent vers la station de métro Charonne. Ils s'y engouffrent, poursuivis par les forces de l'ordre. Huit personnes trouvent la mort dans les échauffourées. Au lendemain du drame, L'Express enquête.

Les enquêteurs de L'Express ont établi les conditions exactes dans lesquelles huit manifestants ont trouvé la mort le jeudi 8 février. Voici comment et pourquoi.

Au lendemain de la tragique manifestation du jeudi 8 février, le syndicat des CRS a publié un communiqué dans lequel il déclare « ne pas être responsable de l'action d'éléments n'appartenant pas aux CRS et ne constituant vraisemblablement qu'une minorité parmi les forces de maintien de l'ordre » et regrette qu'on ait pu « imputer aux CRS de lourdes responsabilités qu'ils n'avaient absolument pas ». Ce texte est clair : une fraction des forces du maintien de l'ordre a donc de lourdes responsabilités dans le drame du 8 février.

TROIS CONCLUSIONS

Lundi, l'éditorialiste de *France-Soir* écrivait : « Les conditions dans lesquelles sont morts, jeudi, quatre hommes, trois femmes et un jeune homme sont loin d'être claires, quoi que l'on dise d'un côté comme de l'autre… On n'a pas pu identifier encore les membres du service d'ordre qui poursuivirent sauvagement les manifestants après la dislocation des cortèges. »

Un fait, du moins, est clairement établi : sept des huit morts ont péri à l'intérieur ou aux abords de la bouche du métro Charonne. C'est à partir de ce fait que nous avons mené l'enquête et réussi à établir l'identité des responsables directs du massacre du métro Charonne. Une information judiciaire est en cours, nous y joignons ce dossier qui établit : 1. qu'une très petite minorité du service d'ordre (une trentaine d'hommes) s'est conduite avec une sauvagerie criminelle ; 2. que ces hommes opéraient aux abords du métro Charonne, où se sont produits les plus graves et les premiers incidents de cette soirée, après la dislocation de la manifestation ; 3. qu'il n'y a eu, du côté des manifestants, rien qui ressemble de près ou de loin à des commandos, communistes ou non communistes, mais seulement, trente-cinq minutes après le massacre de Charonne et trois quarts d'heure après la fin de la manifestation, une réaction certes violente mais compréhensible des témoins de ce drame. Il s'est trouvé que cette réaction a visé non pas les responsables du massacre, qui avaient été repliés aussitôt après l'action, mais d'autres, parmi lesquels il y eut plusieurs blessés.

Il était 19 h 35. À 19 h 30, comme convenu par les organisateurs, trois cortèges qui venaient de fusionner d'une part place Léon-Blum (ex-Voltaire), d'autre part au carrefour Voltaire-Charonne, avaient stoppé leur marche en direction de la Nation. Juchés sur des épaules, deux orateurs, les mains en porte-voix, lisaient une proclamation invitant la foule à se disperser. Pour écouter, les manifestants rassemblés autour d'eux tournaient le dos à la Nation. Les deux responsables qui parlaient étaient Bouret, vice-président de l'Union des syndicats de la Région



J.-R. ROUSTAN/ROGER-VIOLLET

MILITANTS
Bravant l'interdiction, des milliers de manifestants tentent de rejoindre la place de la Bastille.

parisienne CFTC, et Tollet, secrétaire de l'Union départementale CGT.

À une centaine de mètres de là, à la hauteur de la rue de Chanzy et du cinéma Savoie, luisaient les casques : deux barrages protégeaient l'accès de la place de la Nation, flanqués de cars Citroën T 45. Alors que la foule commençait à se disloquer aux abords du carrefour Voltaire-Charonne, l'un des barrages s'anima et le détachement, armé de longs bâtons noirs connus sous le nom de « bidules », se mit à progresser d'abord à pas lents. Trois responsables du service d'ordre de l'un des cortèges s'avancèrent à leur rencontre pour expliquer aux policiers que la manifestation était terminée. La formation policière n'était plus qu'à une trentaine de mètres quand, sans préavis, elle prit le pas de course, et se rua sur le rassemblement, assommant au passage les trois hommes. Les manifestants des premiers rangs qui venaient d'écouter les deux orateurs n'avaient même pas eu le temps de se retourner : ils tombèrent, frappés à la nuque, à l'épaule et dans les reins. Il se produisit un recul qui se propagea comme une onde de choc dans le gros de la foule.

« J'étais peut-être au cinquantième rang, raconte M. François Babinet, assistant à la Faculté de droit, je n'ai subi que le reflux de la foule en direction de la place Léon-Blum et, tout à coup, j'ai senti la police dans mon dos. J'ai pu trouver refuge derrière une porte cochère, et là, j'ai entendu pendant une demi-heure des cris déchirants, des coups de sifflet, des chocs et des bruits divers. »

« J'étais au deuxième rang, derrière Édouard Depreux, dit à son tour M. Pierre Marchi, militant CFTC, et j'ai roulé deux fois à terre, ne comprenant rien à ce qui arrivait, piétiné et matraqué. Je me suis relevé devant le café Le Zanzi, qui fait le coin de la rue de Charonne et du boulevard Voltaire, et je me suis précipité à l'intérieur d'un immeuble. De la fenêtre d'un appartement où j'ai été accueilli j'ai vu les flics projeter des corps inertes et des objets divers dans l'escalier du métro, où s'agitait une masse grouillante de jambes et de bras. »

Dans cette masse humaine, qui obstruait la bouche du métro, il y avait M. Bouret, le responsable CFTC. Voici ce qu'il a vu : « Les gens qui refluaient, voyant s'ouvrir devant eux la bouche du métro Charonne, s'y étaient engouffrés avec une telle précipitation que les premiers trébuchèrent au bas des marches, écrasés aussitôt par ceux qui se pressaient derrière eux, si bien que tous tombèrent les uns sur les autres le long de l'escalier, comme un château de cartes. Les premiers se trouvaient enfouis sous quinze couches humaines. Le gros de la charge de police poursuivait son chemin dans le boulevard Voltaire, mais un groupe de •••


AFP

HEURTS Outre les morts, le bilan officiel fait état d'au moins 200 blessés lors des affrontements entre les forces de police et les manifestants.

●●● forces de l'ordre, voyant le spectacle de la bouche de métro, entoura l'entrée et se mit alors à frapper les derniers manifestants qui, au sommet du tas, cherchaient encore à s'y infiltrer pour échapper aux coups. Les corps des gens assommés furent lancés par-dessus les rambardes, puis les agents jetèrent sur nous une table de café et trois sections de fonte arrachées aux grilles de protection des arbres. Je me trouvais coincé à mi-hauteur. À côté de moi, je vis deux femmes apparemment mortes. L'une d'elles avait la figure violette. Nous commencions à nous relever quand les policiers revinrent nous aveugler de grenades lacrymogènes. Il nous fallut refluer à l'intérieur de la bouche du métro avec les corps des blessés et des moribonds. »

Le témoignage de M. André Acquier, secrétaire syndical CFTC des établissements Thomson, confirme l'impossibilité de secourir les malheureux, sous la pression maintenue au-dessus de la bouche par le groupe de policiers : « Matraqué à l'épaule gauche, j'avais pu atteindre, avant la chute de la foule dans l'escalier, la recette principale du métro – j'ai alors vu l'entrée obstruée par le tas humain : au niveau des dernières marches, il y avait 4 à 5 tas humains. Nous étions dix à tenter de dégager les portes, de l'intérieur de la station. Tout à coup, nous avons vu voler les morceaux de grilles d'arbres. Les corps étaient atrocement emmêlés. Quand nous avons pu dégager le bas des marches, il y en avait cinq inertes – dont trois corps de femmes et un gars qui semblait mort. Les flics sont alors revenus nous balancer leurs grenades, et il a fallu descendre une vingtaine de corps sur le quai du métro. Cela avait duré un quart d'heure à vingt minutes. »

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, qu'à la polyclinique des Bleuets, à Saint-Antoine, à l'Hôtel-Dieu, à Tenon et à Saint-Louis, où étaient encore hospitalisés, cinq jours après, 45 des 126 blessés ramassés, les médecins aient constaté des plaies crâniennes de 15 à 20 cm, des fractures de l'humérus et du fémur, des enfoncements orbitaires et thoraciques, et des décès par compression et strangulation.

DIX MINUTES ATROCES

Coincé contre la grille latérale de l'entrée, M. Fernand Werthé, militant CGT du bâtiment, a vu mourir une mère de trois enfants sur qui on tentait vainement de pratiquer la respiration artificielle à l'intérieur de la station où flottait du gaz lacrymogène.

« Sans pouvoir avancer ni reculer, raconte Mme Thérèse Douaire, qui se trouvait également prise au piège du métro, j'ai vu des policiers choisir des victimes en tournant autour des balustrades. J'ai même vu l'un d'entre eux casser sa longue matraque sur la tête d'une femme, puis enfoncer le bout taillé en biseau dans le crâne d'un homme et s'y attarder, le malheureux ne pouvant ni se déplacer, ni se protéger. Quatre fois, ils ont lancé en travers des morceaux de grille d'arbre, là où il y avait le plus de monde entassé. Je tenais dans ma main un visage méconnaissable de femme. Cela a duré dix minutes. Vingt minutes de plus, nous y passions tous. »

« Comme l'un des flics semblait taper assez mollement d'une seule main, un autre, qui portait des moustaches à la Brassens et un casque trop grand, est venu l'encourager en criant : "Allez-y les gars, tapez dur ! », précise M. Claude Lerouxel, ébéniste de 18 ans, hospitalisé à Saint-Antoine. M. H. Martel a également vu des policiers s'acharner sur des gisants : « J'avais l'impression d'être enfermé dans un charnier vivant. Des pieds, des mains vous poussaient, vous enfonçaient. Et toujours de plus en plus, le poids des corps s'accentuait. Il y en avait bien trois mètres de hauteur. Je croyais me retrouver dans ce wagon qui nous conduisait à Buchenwald. J'évitais de crier pour faire l'économie de mon souffle. Je pouvais voir de lourdes grilles apparaître sur la rambarde et basculer sur nous. Une pièce de fonte atterrit sur le visage de l'homme dont le corps couvrait le mien. Sa tête est retombée. J'ai entendu "han !" et du sang coula sur moi. Un couple près de moi, les yeux révulsés, semblait anéanti. Au départ des policiers, j'ai pu me redresser. Un ami m'a entraîné dans un immeuble. Par la fenêtre, nous les avons vus revenir au métro, lancer des grenades lacrymogènes. Avec les policiers en tenue, des civils donnaient des ordres et des coups de sifflet. »

COMPAGNIES DE DISTRICT

Voilà. Qui a donné ces ordres, quels étaient les exécutants ? La formation qui, pendant dix à quinze minutes, s'est livrée au massacre du métro Charonne comprenait une trentaine d'hommes. Le détachement policier engagé au carrefour Voltaire-Charonne n'appartenait ni aux CRS – reconnaissables à leurs leggins et à leurs casques de tankistes, et dont deux compagnies sont restées ce soir-là en réserve – ni aux pelotons de gendarmerie mobile, implantés ailleurs ; mais aux compagnies de district, issues des compagnies d'intervention créées en 1953 par le préfet Baylot.

Ces compagnies assurent les services extérieurs et toutes les réserves, sans être affectées à un secteur déterminé, ce qui leur garantit une sorte d'anonymat. En période calme, elles peuvent être réinjectées comme force d'appoint pour la voie publique dans les arrondissements. En cas de manifestations, elles interviennent en priorité en un point quelconque du district, et le « bidule » (manche de pioche de 1,20 m) est devenu, depuis M. Baylot, leur outil ordinaire de travail.

Le département de la Seine est divisé en six districts de police qui relèvent directement de l'autorité de six contrôleurs généraux. Il y a deux compagnies par district. Une compagnie représente l'effectif de quatre cars T 15 et de deux cars-radio. Elle comprend en principe quatre sections de 18 gardiens, 6 brigadiers et 1 officier de paix chacune, groupées deux par deux par demi-compagnie sous le commandement d'un officier de paix principal.

Elle est commandée par un commandant et mise à la disposition du commissaire de voie publique qui en demande l'intervention. La constitution des compagnies varie selon qu'elles sont en formation de marche, en formation statique, ou en formation de soutien, en fonction du caractère du service demandé. Pour une manifestation comme celle du 8 février, elles opéraient en trois sections « triangulaires ».

« J'ai vu les flics projeter des corps inertes et des objets divers dans l'escalier du métro, où s'agitait une masse grouillante de jambes et de bras »

Le recrutement de ces formations spéciales fait qu'elles sont composées de 80 % de jeunes, dont la plupart ont maintenant fait leur service en Algérie. À l'issue d'un stage de cinq à six mois à l'École de police de Beaujon, les recrues de la préfecture trouvent toujours des services vacants dans les districts que les gardiens qui ont huit à dix ans d'administration désertent volontiers pour être affectés dans les services d'arrondissement. Le comportement des compagnies de district dépend du climat psychologique et politique créé par l'encadrement, soit en permanence à l'état latent, soit à l'occasion d'une action dans laquelle elles sont engagées.

Le quartier Charonne relevant du 3e district (qui couvre les XIe, XIXe et XXe arrondissements, ainsi que les communes de Pantin, Noisy-le-Sec et Les Lilas), ce sont les deux compagnies cantonnées au poste de police de la Porte de la Villette qui ont dû être engagées dans ce secteur. Le secteur opérationnel Nation-Léon-Blum se trouvait placé sous les ordres du contrôleur général M. Gaveau, et le service d'ordre, commandé par le commandant Defrance, sous ceux du commissaire principal Dauvergne.

La formation qui a pris part au massacre du métro Charonne correspondait à l'effectif d'une demi-compagnie ou d'une section en formation de marche. Le magistrat instructeur n'aura aucune difficulté à identifier celui ou ceux des six officiers de paix et des deux officiers de paix principaux de la compagnie engagée qui ont interprété – comme un appel au meurtre – la consigne transmise par le « patron » : « Maintenant vous pouvez y aller, il ne reste plus que les cocos et le PSU. »

Nous connaissons le nom d'un des principaux exécutants du massacre. C'est le même qui, le 17 octobre 1961, a tué de ses mains un Algérien dans un commissariat de Paris. Il milite au sein de l'ancien syndicat du commissaire Dides. Puisqu'une enquête est ouverte, nous en attendons les résultats avec confiance.

Le nom que les enquêteurs de L'Express ont réussi à apprendre en moins d'une semaine, nul doute que les enquêteurs officiels le sachent déjà – sinon nous le tenons à leur disposition.

La parole est maintenant à la justice. Frapper impitoyablement les assassins du métro Charonne est le seul moyen d'assainir le corps des policiers qui est républicain dans son immense majorité, le seul moyen aussi d'éviter le retour de semblables horreurs. ●

HOMMAGE Quelques jours après le drame, Françoise Giroud, Jean-Jacques Servan-Schreiber, François Mitterrand et Pierre Mendès France, notamment, se recueillent en mémoire des victimes.


ROGER-VIOLLET





KEYSTONE FRANCE

AVANT-GARDE Le 30 juin 1962, à quelques jours seulement de l'indépendance, un groupe de scouts brandit le drapeau algérien, qui a cessé d'être l'emblème clandestin du pays.

L'INDÉPENDANCE

Les accords d'Évian sont signés le 18 mars 1962. Ils aboutissent à la proclamation d'un cessez-le-feu, dès le lendemain, sur tout le territoire algérien. Un référendum d'autodétermination a lieu en Algérie le 1er juillet. L'indépendance est approuvée par 99,72 % de votants. Elle est aussitôt reconnue par le général de Gaulle et proclamée le 5 juillet. Les trois mois qui suivent sont terribles. La politique de la terre brûlée décrétée par l'OAS, qui n'accepte pas l'indépendance, déclenche une spirale de violence. L'exode des pieds-noirs prend des allures de sauve-qui-peut : en trois mois, la France accueille quelque 600 000 rapatriés, dont beaucoup traversent pour la première fois la Méditerranée. Du côté des Algériens, l'espoir domine encore, cet été-là. Ils ne savent pas encore que la révolution sera vite confisquée par les militaires. **D. L.**

« Votre chance, la voici »

Par Françoise Giroud [22 février 1962]

À quelques semaines de la conférence d'Évian, les commandos de l'OAS multiplient les attentats. Nombre de Français d'Algérie les soutiennent. Une attitude que la journaliste juge suicidaire.

Vous nous abandonnez... Vous nous condamnez tous à mort... Vous ne voulez plus entendre parler de nous, hein ? Nous sommes les pelés, les galeux dont vient tout le mal. Mais essayez donc de nous comprendre !

L'OAS, c'est le dernier espoir qui nous reste à nous. Alors, qu'elle fasse quelques morts de plus ou de moins, si c'est pour nous sauver, qu'est ce que vous voulez que ça nous fasse ? »

C'est une Française d'Algérie qui écrit, de passage en métropole. Il y a de tout dans sa lettre, des imprécations, des injures, mais aussi une sorte d'étonnement pathétique. Comment peut-on s'insurger contre l'OAS qui va la « sauver » ?

Vous sauver de quoi, Madame ? Qui vous menace, en Algérie ? Ce sont les Algériens. Et qui peut maîtriser les Algériens ? Ce sont les chefs du FLN, s'ils en ont les moyens. Et qui peut leur donner ces moyens ? C'est la France. Ils ont besoin d'elle. Et ils le savent.

Imaginez un instant que l'OAS tienne, là-bas, le gouvernement français en échec, qu'elle fasse la preuve de l'impuissance de la France à appliquer et respecter les accords de paix, qu'elle déconsidère du même coup, aux yeux des Algériens, leurs chefs actuels ?

Ah ! craignez ce jour, Madame, car il pourrait être terrible. Quel bouclier vous offrira-t-elle, l'OAS, contre des milliers d'hommes exaspérés et qui n'ont rien à perdre, eux, ni leurs terres car ils n'ont pas de terres, ni leur maison car ils n'ont pas de maison, ni les économies d'une vie de travail car ils n'ont pas d'économies. Et comme on se bat bien, lorsqu'on n'a rien à perdre...

L'OAS n'a qu'un pouvoir, celui de vous nuire, celui de détruire le possible. Elle ne vous rendra pas l'impossible, ce qui fut votre Algérie. Alors vous mourrez, écrivez-vous, en combattant ? Les Algériens aussi. Et ils sont neuf fois plus nombreux. Vous avez des morts à venger ? Ils en ont tellement plus que vous !



DR

FRANÇOISE GIROUD
La cofondatrice de L'Express, qui fut tour à tour script-girl, journaliste, écrivain et ministre, a toujours plaidé l'indépendance de l'Algérie.

C'est au suicide que vous conduit cette organisation issue d'ambitions déçues, mais nourrie de votre désespoir.

Ne parlons pas du mal qu'elle peut faire ici. Ce n'est pas votre problème. Et qui oserait vous le reprocher ?

Votre problème, c'est que la France parvienne à installer le FLN en Algérie. Vous n'en sortirez certes pas consolidée dans vos privilèges, mais possiblement protégée dans votre personne et dans vos biens. Le voyez-vous que c'est là, maintenant, votre chance ?

N'épiloguons pas sur ce qui aurait pu, en d'autres temps, être fait. C'est dans l'avenir qu'il faut savoir investir son amour-propre, non dans le passé. ●

Images du documentaire de Gabriel Le Bomin, *Guerre d'Algérie, la déchirure*, sur france 2





Accablés, les pieds-noirs doivent quitter leur terre natale pour une France qu'ils ne connaissent pas, et qui ne voit pas leur arrivée d'un bon œil.





Soldat de l'ALN, le jour de l'indépendance. Ce 5 juillet 1962, partout des cortèges populaires se forment pour fêter l'événement.



Reconnaissance : le président Ahmed Ben Bella est reçu à l'ONU.

LIESSE DES UNS, LARMES DES AUTRES

« L'un des plus grands exodes que la France ait connu : plus de 600 000 pieds-noirs quittent l'Algérie en quelques semaines. Ces hommes et ces femmes perdent tout : leur terre, leur maison, leur travail, leur cimetière. Ce "sauve-qui-peut" largement improvisé est accéléré par le référendum sur l'indépendance. Celle ci, proclamée le 5 juillet 1962, donne lieu à des scènes de joie d'une intensité exceptionnelle. Le drapeau algérien est hissé à l'ONU.

Dans ces deux séquences que tout oppose, j'ai tenté d'être au plus juste des émotions, des sentiments. Pour ce qui est des pieds-noirs, j'ai retrouvé des séquences sonores particulièrement bouleversantes, qui permettent de comprendre leur désarroi et leur rancœur. Et pour les fêtes marquant l'indépendance, j'ai choisi un film américain en couleurs et des images inédites provenant de Bulgarie montrant des scènes de liesse exceptionnelles. »

« J'ai vu Alger devenir folle »

Par Jean-François Kahn [3 juillet 1972]

Jean-François Kahn a vécu en Algérie les trois mois qui ont séparé la signature des accords d'Évian, en mars 1962, de la proclamation de l'indépendance, le 3 juillet 1962. Dix ans plus tard, L'Express publie le récit de ces folles semaines : la politique de la terre brûlée décrétée par l'OAS dont les commandos font sauter tout ce qu'ils peuvent, pillant et tuant, et l'exode des pieds-noirs qui prend des allures de sauve-qui-peut. La France en trois mois accueillera quelque 600 000 rapatriés, dont beaucoup traversent pour la première fois la Méditerranée.

Dix ans déjà… En 1962, les accords d'Évian mettaient fin à huit ans de guerre. Il ne devait y avoir ni vainqueurs ni vaincus. En fait, un million de pieds-noirs se mettaient aussitôt à faire leurs valises. L'OAS se déchaînait : faisant tout sauter, brûlant tout, tirant au hasard sur les musulmans. Jean-François Kahn évoque ces trois mois de folie qui ont séparé la signature des accords et la proclamation de l'indépendance, qu'il a vécus en Algérie.

Alger, 27 avril 1962. Un soldat noir, assis sur le trottoir, se prend la tête à deux mains et marmonne : « Quel foutoir, mon Dieu, quel foutoir ! » La ville semble cassée, émiettée, décentrée. Comme si quelque lave folle dégoulinait de cette cascade de cubes blancs qui dégringolent vers la mer : fusion de l'amertume, de la passion et de l'aveuglement. Et il y a du bruit, et il y a de la fureur ; et il y a du sang, et il y a des larmes ; et il n'y a ni pain ni roses. Simplement, la poudre du mépris plus la mèche du mensonge : et cela donne l'OAS.


J.-R. ROUSTAN/L'EXPRESS

JEAN-FRANÇOIS KAHN
Bien avant de lancer *L'Événement du jeudi* et *Marianne*, le jeune journaliste publiait ses enquêtes à L'Express.

Le périmètre des facultés est bouclé. De petits groupes, exaspérés, refluent par la rue Michelet. Il y a des soldats, et des CRS partout, jusque sur les toits. « Vous savez pourquoi ils ne tirent pas ? hurle une femme. C'est parce qu'on n'est pas assez, c'est pas intéressant pour eux ! »

« Les fellouzes, maintenant, ce sont des messieurs, renchérit un homme d'un certain âge, au visage couleur de brioche. C'est nous autres qui sommes les rebelles, maintenant ! »

Nous sommes quatre journalistes, dont un Anglais qui ne cesse de chanter avec l'accent d'Oxford : « Ne reviens jamais, horrible tango. » Nous essayons, au coin de la rue d'Isly, sur cette place où sont tombés, un mois plus tôt, les derniers martyrs de l'Algérie française, d'engager le dialogue : impossible. « Combien il vous paie, le FLN ? » – « Attention ! Vous voyez bien que ce sont des barbouzes ! » – « Allez, vous les aurez les "melons", jusqu'à Poitiers ! » Un homme d'un certain âge, toutes décorations dehors, tente même de frapper, avec sa canne, un envoyé spécial du *Figaro*.

Il y a dans cette petite foule, écrasée sous un destin qu'elle veut exorciser par la clameur, plus de stupéfaction encore que de désespoir. L'obsession du barbouze « asiatique » est, à cet égard, significative : un confrère nippon, après s'être affublé d'une pancarte qui proclamait : « Je suis un journaliste japonais », a préféré regagner son douar d'origine.

La nuit tombée, la ville s'engluant peu à peu dans le couvre-feu, monte des petites ruelles, chaudes encore des effervescences du jour, la voix éraillée de la radio pirate : des munitions pour le lendemain. **28 avril.** Là-bas, l'humiliation, ici, le renouveau,


AFP

contraste saisissant. Alger est loin. Alger n'est pas. Tout le long des chemins qui montent vers la Grande Kabylie circulent des files de bourricots et de taxis. Des familles entières rentrent dans les villages abandonnés lors de l'opération « Jumelles ». Les marchés regorgent de marchandises : « Hier, me dit le général Simon, qui commande la zone militaire, deux mille cinq cents marchands ont couché par terre, à Tizi-Ouzou, devant leurs échoppes, pour être à pied d'œuvre, dès l'aube. » Sur 10 000 supplétifs kabyles, 9 000 ont déjà rendu leurs armes. Les autres, on ne sait pas très bien s'ils sont passés au FLN ou à l'OAS.

Pour la première fois, des patrouilles françaises ont croisé, en rase campagne, des katibas rebelles. On s'est regardés, un peu tendus, prêts au coup de feu, puis on s'est éloignés sans un mot, sans un salut : c'est la drôle de paix !

Deux chasseurs alpins, faits prisonniers au début de 1961, viennent d'être libérés par les soldats de l'Armée de libération nationale. L'un, Michel Didier, est de Montmiral, dans la Drôme, l'autre, René Fortin, de Saint-Demicourt, dans la Loire. Je les rencontre au siège de la zone militaire.

« Qu'avez-vous fait, pendant ces seize mois de captivité ?

– Rien du tout ! Eux non plus, d'ailleurs, ils se couchaient au pied des arbres et attendaient des ordres en se faisant dorer au soleil.

BAIN DE SANG

Le 26 mars 1962, des Européens hostiles à l'indépendance se massent devant la Grande poste d'Alger, rue d'Isly. Les soldats français, inexpérimentés et mal encadrés, provoquent un massacre en tirant aveuglément sur la foule.

– Avez-vous été bien traités ?

– Oui, mais tous les jours on mangeait du couscous, on en a marre. On voudrait du bifteck.

– Comment avez-vous appris que le cessez-le-feu était conclu ?

– Nos gardiens avaient des transistors. Quand ils ont entendu la nouvelle, l'un d'eux nous a dit : "Ça y est, maintenant les gars, ça va être la quille !" »

Retour à Alger. Pour certains, l'horreur fait désormais partie du quotidien. Rue Pasteur, un musulman, assez bien habillé, marche tout seul. Le bruit d'un bouchon de champagne qui saute, une bousculade imperceptible, et l'homme s'écroule, se débat par petites secousses, et s'immobilise, comme collé sur le trottoir. Les passants s'écartent, d'autres enjambent le corps. Ce n'est pas un événement. Les commerçants arabes se sont tous repliés dans leurs quartiers. Résultat, à Bab el-Oued, c'est dans un atelier de menuiserie, au milieu des copeaux, que les ménagères achètent leurs carottes. Un pharmacien s'est, lui aussi, mis à vendre des légumes.

JE CROIS VOIR DES CENTAINES DE MORTS

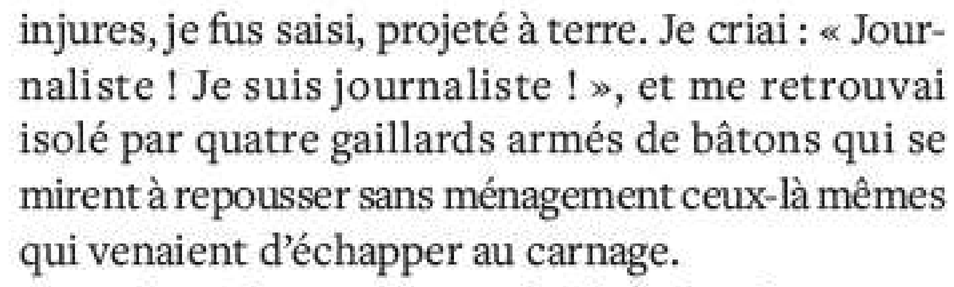
1er mai. Il y a eu quarante-deux assassinats politiques, pendant le week-end.

Nous prenons un verre au bar d'un café qui se trouve à droite de l'hôtel Aletti, sous les arcades. À côté de Gérard Marin, un confrère du *Figaro*, un ●●●

●●● petit bonhomme au type espagnol très prononcé sirote une anisette en tenant à la main un bouquet de muguet. Soudain, deux coups de feu. Les consommateurs, debout devant le zinc, restent un moment immobiles, comme si chacun d'eux pouvait avoir été touché. Puis Marin, doucement, se retourne : l'Espagnol n'est plus là. Il est par terre, recroquevillé, quelques brins de muguet éparpillés sur son visage souriant, un peu de sang au coin de la bouche.

2 mai. Je n'étais pas assez habitué. Quand, dès l'aube, j'ai entendu le bruit de la déflagration du côté du port, je me suis précipité… Des bâtiments bas et gris, des docks maculés de suie, et là, sur une surface grande comme la moitié d'une place de village, devant un centre d'embauche, un de ces spectacles dont aucune bonne littérature ne tolérerait la description. D'abord, une petite fille – ou du moins ce qu'il en demeure – tenant encore, dans la main qui lui reste, un morceau de chiffon. Puis, des formes sans visage, des chairs sans formes, des formes sans membres, et le tas ! Le tas monstrueux de corps déchiquetés, brisés, désarticulés, et, tout autour, de longues plaques rouges. Je crois voir des centaines de morts…

La froide statistique me ramènera, plus tard, à la réalité : 62… Seulement. Et des dizaines de blessés. Des ouvriers dockers étaient massés là, en attendant l'embauche ; une voiture bourrée d'explosifs a sauté en plein milieu. Puis ce furent des cris, des injures, je fus saisi, projeté à terre. Je criai : « Journaliste ! Je suis journaliste ! », et me retrouvai isolé par quatre gaillards armés de bâtons qui se mirent à repousser sans ménagement ceux-là mêmes qui venaient d'échapper au carnage.



Une demi-heure plus tard, j'étais à Belcourt, en plein fief FLN, incapable, tant mes mains tremblaient, de rédiger le moindre article ou de prendre la moindre note. Une grande pièce, ancien salon d'un riche commerçant, a été transformée en hôpital. Des lits de camp sont alignés sur deux rangs, des infirmières en blouse blanche et brassard à croissant rouge s'affairent autour des blessés plus ou moins atteints que l'on amène, sans cesse, des quatre coins de la ville. Dans les rayons d'une bibliothèque, s'entassent des médicaments « récupérés » dans des pharmacies de la ville plastiquées, tandis que de vieilles femmes voilées se présentent de temps en temps pour proposer des draps ou des pyjamas.

Belcourt, c'est une petite république indépendante, une Algérie algérienne à l'échelle d'un quartier, repliée sur elle-même, encadrée, quadrillée par le service d'ordre de la zone autonome d'Alger du FLN, protégée de tous côtés par des minibarricades que surveillent des hommes en armes.

Il y a, sans doute, toujours un moment où un révolutionnaire rêve de quelque monde idéal, fraternel, unanime et mystique. Cette Algérie-là, impossible comme tous les rêves, elle n'a existé que quelques jours, à Belcourt, à Maison-Carrée ou à la Casbah, quand la terreur, la violence et la peur soudaient une communauté entière. Les commerçants délivrent de la nourriture contre des bons signés, des systèmes de distribution gratuite de farine et de semoule ont été mis sur pied ; des centaines de petites cérémonies patriotiques, avec drapeaux et musique, sont destinées à canaliser le trop-plein d'exaltation.

Sur les murs, au milieu des graffitis héroïques ou des dessins naïvement révolutionnaires, se succèdent les portraits des grands chefs mythiques – Ben Bella, Ben Khedda, Aït Ahmed – côte à côte, sans discrimination aucune : la guerre civile est déjà inscrite dans les faits, mais elle n'est pas encore dans les cœurs. Je demande à un responsable : « Combien de temps tiendrez-vous ainsi ?

– Deux mois, s'il le faut.

– Et après ?



SLOGAN Les graffitis du FLN resteront visibles dans la Casbah d'Alger plusieurs mois après les accords d'Évian, comme celui photographié le 1er juin 1962.



AFP

– Après, ce sera à nous de jouer. On a nos fiches ! »

Et les Européens ? On parle de l'initiative de Mgr Duval, qui a mis une clinique à la disposition des musulmans, de deux infirmières pieds-noirs qui se sont présentées à la Casbah pour proposer leur aide. Mais, ici et là, le jugement est plus sec : « Tous complices ! »

Les passants regardent ce rodéo tragique en feignant la plus totale indifférence

Retour dans la Ville blanche. Le festival continue. Deux étages de la Caisse d'assurance maladie de l'avenue du 8-Novembre ont été soufflés : 250 000 affiliés ont tout perdu.

Chicago, à côté d'Alger, en ces jours de mai, c'est Disneyland. Toute la journée, rue de Lyon, à El-Biar, à Climat-de-France, à Bab el-Oued, des musulmans sont tombés, fauchés d'une rafale de mitraillette ou abattus d'une balle de revolver. Les ambulances sillonnent sans cesse la ville, entremêlant les cris aigres de leurs sirènes. Les passants regardent ce rodéo tragique en feignant la plus totale indifférence : 98 morts recensés à 20 heures. La préfecture parle de lâches attentats. « Et eux, me dit un chauffeur de taxi européen, ils n'étaient pas lâches, leurs attentats, quand les piquets d'autobus sautaient au milieu de bandes d'enfants ?

– Mais la voiture piégée contre les dockers, vous approuvez ?

– Ne me faites pas rire, vous savez bien que c'est une provocation du FLN. »

De longues files de voitures commencent à prendre le chemin de l'aéroport de Maison-Blanche.

5 mai. Un texte, diffusé par l'OAS, proclame : « Qu'on ne vienne pas maintenant s'indigner de la sévérité de nos coups. Quand les Américains et les Anglais combattaient pour la liberté, ils bombardaient quotidiennement les grandes villes allemandes et tuaient, sans hésitation, des milliers de femmes et d'enfants. »

J'apprends que les responsables de l'Armée secrète se sont réunis clandestinement pour mettre au point une nouvelle tactique. D'après les directives envoyées aux chefs d'îlot : « Chaque Européen doit discrètement mettre à la porte ses domestiques musulmans. » Dans un tract à usage interne, « L'Organisation » déclare qu'elle ne peut tolérer que certains, qui ont réalisé leur fortune en Algérie, continuent d'exporter leurs capitaux en métropole. Rue Michelet, on raconte volontiers que la famine règne à la Casbah, et que les tas d'ordures atteignent le troisième étage des maisons.

6 mai. Ils vont à la mort comme on va chez le coiffeur. Pourquoi ? Pourquoi, chaque jour, plusieurs dizaines de musulmans, sans raison apparente, sortent-ils de leurs quartiers et, calmement, comme s'ils faisaient du lèche-vitrine, s'enfoncent-ils dans la ville OAS jusqu'au moment où un tueur met fin à leur promenade ? Pourquoi ce suicide par procuration ? Celui-là, un turban crasseux autour de la tête, déchargeait une camionnette dans une petite ruelle qui donne dans la rue Bugeaud. Quand trois jeunes gens, en blue-jean et tricot de corps rayé, sont arrivés, il n'a même pas bougé, n'a pas essayé de fuir. Deux coups à bout portant, et il est tombé, sans un cri. J'ai suivi de loin le commando. Ils en ont descendu deux autres en moins d'une demi-heure. Lorsque j'eus Paris au téléphone, pour envoyer le récit à mon journal, mon interlocuteur me fit observer : « On ne peut pas passer ça, c'est de la non-dénonciation de malfaiteurs. » Mais dénoncer quoi, et à qui, mon Dieu ?

« Les pieds-noirs, abasourdis, revivent une bataille d'Alger à l'envers. Ce sont eux, maintenant, les fellaghas »

12 mai. Alger est devenue une ville totalement folle. Il faut faire des kilomètres pour trouver des légumes à des prix astronomiques. Sur les ordures qui s'amoncellent dans les rues, planent des essaims de mouches. Le couvre-feu a été avancé à 8 heures. Les appartements sont fouillés, les jeunes ramassés et dirigés, en camion, vers des centres de tri. Les pieds-noirs, abasourdis, revivent une bataille d'Alger à l'envers. Ce sont eux, maintenant, les fellaghas. Ils ne comprennent pas.

L'OAS vient de couvrir l'assassinat de plusieurs femmes de ménage musulmanes. Cette décision, dont on dit que l'ex-colonel Argoud a pris la responsabilité, a eu plus d'impact sur la masse arabe que tous les attentats précédents. Ce ne sont plus les jeunes, politisés, qui sont, cette fois, à l'avant, mais les hommes de 40 à 50 ans, dont il devient difficile de contenir l'exaspération. La zone autonome d'Alger du FLN vient d'ailleurs de publier un communiqué très menaçant. « C'est normal, m'explique, à Rocher-Noir, le représentant du FLN au sein de l'exécutif provisoire, le Dr Mostefai. Comment voulez-vous que les musulmans d'Alger croient au cessez- le-feu ? Eux, ils sont toujours en guerre. »

Rocher-Noir, c'est un univers lunaire, Entre Alger en proie à une démence suicidaire et le bled déjà submergé par la vague des maquisards de la dernière heure, ce havre artificiel de cubes blancs préfabriqués vit à l'heure des discussions froides d'énarques distingués. Plaintes de colons rançonnés et mises en garde du FLN qui accuse les zouaves et la Légion de collaborer avec l'OAS viennent échouer là, comme des galets sur le sable.

13 mai. Il est un peu plus de 17 heures et je descends d'El-Biar, en voiture, lorsque surgit, à •••

●●● 300 m environ, une Peugeot noire qui ralentit brusquement dans un crissement de pneus. Six coups brefs. La fusillade paraît être partie des quatre portières à la fois. De chaque côté de la route, tout le monde se jette à plat ventre. Les vitres d'un café ont volé en éclats. Des cris : « Des Arabes, ce sont des Arabes ! » « Il faut les tuer tous », hurle une femme échevelée. Un consommateur, tout étonné, regarde en silence sa main qui saigne. Un passant a été blessé à l'épaule. « On se fout de nous, s'écrie un jeune homme, qui donc leur donne des armes ? » Quelqu'un arrive en courant : « Ça mitraille à Mogador ! » En fait, ça mitraille un peu partout. Même scénario. De petits commandos tirent, des voitures, sur les cafés européens. À Mogador, une centaine de personnes sont rassemblées et discutent furieusement à grand renfort de gestes : « Les salauds, vous les avez vus ; ils tirent sur tout, les femmes et les enfants. » « On nous lâche, tout le monde nous abandonne. »

À ce moment-là, un vieux Berbère enturbanné arrive sur la place.

« Fous le camp, salaud », lui crie une jeune femme. Un homme taillé en athlète s'avance vers lui et, d'un direct du droit, l'envoie à terre. Un autre lui lance un coup de pied dans les côtes. Un troisième le jette sous une voiture qui freine à mort.

« Ils vont le lyncher. Ça nous avancera à quoi ? » dit une voix.

Mais ils ne le lynchent pas. Le reste de la foule ne bouge pas. L'Arabe se relève en tremblant de tous ses membres et s'éclipse. Les raids musulmans ont fait vingt morts européens.

15 mai. L'homme qui a organisé la riposte musulmane se nomme Azzedine. C'est un ancien chef de la willaya IV, qui fut membre de l'état-major de Boumediene. Fait prisonnier par les Français, il s'évada après avoir été libéré sur parole. Il me reçoit, en compagnie d'Alain Jacob, du *Monde*, dans une petite pièce rue de Belcourt, en tenue de combat, une mitraillette sur les genoux. À ses côtés, le capitaine Boualem (Oussedik), terroriste d'occasion, qui se pique de poésie. Je demande à Azzedine :

« Pourquoi avez-vous décidé de passer à l'action ?

– Il faut plutôt nous demander, dit-il, pourquoi, depuis deux mois, nous restions passifs. Le peuple commençait à nous critiquer, il disait : “Qu'est-ce que c'est que cet accord d'Évian qui permet que nous nous fassions massacrer ?” Je prends donc l'entière responsabilité de ce qui s'est passé, ce n'était qu'un avertissement. Si j'avais laissé les hommes faire ce qu'ils voulaient, alors, croyez-moi, il y aurait eu beaucoup plus de victimes. Nous avons donné 5 000 noms de membres de l'OAS aux autorités. Pourquoi ne les a-t-on pas encore arrêtés ?

– Avez-vous mis le gouvernement provisoire algérien au courant de vos projets ?

– Sur place, nous avons l'entière initiative de nos décisions. Si nous reprenons les hostilités à Alger, la guerre reprendra dans toute l'Algérie. »

Quand je rejoins le centre d'Alger, j'ai l'impression, pour la première fois, que de graves conflits internes ont éclaté au sein même du FLN. Une impression seulement...

À Rocher-Noir, il y a un exécutif provisoire que préside le doux Farès, caricature adipeuse du bourgeois arrivé. À Alger, il y a la zone autonome avec Azzedine. Autour d'Alger, il y a les willayas, qui menacent d'intervenir dans la ville. À Tunis, il y a Ben Khedda et le GPRA, qui prônent la modération. Il y a encore cette armée des frontières qui se tait, et, enfin, Ben Bella, dont on n'a guère de nouvelles.

Et puis, c'est vrai, il y a aussi le représentant de la France, Christian Fouchet. Buté, tout d'une pièce, fidèle. C'est la tête de Turc des pieds-noirs. De retour à mon hôtel, je lis un poème anonyme, épinglé sur un arbre. Il se termine par ces mots : « Et les enfants diront, Fouchet, traître Fouchet, te voilà donc fauché. »

« Qu'est-ce que c'est que cet accord d'Évian qui permet que nous nous fassions massacrer ? »

On n'a plus le temps d'effacer sur les trottoirs les taches noires de sang

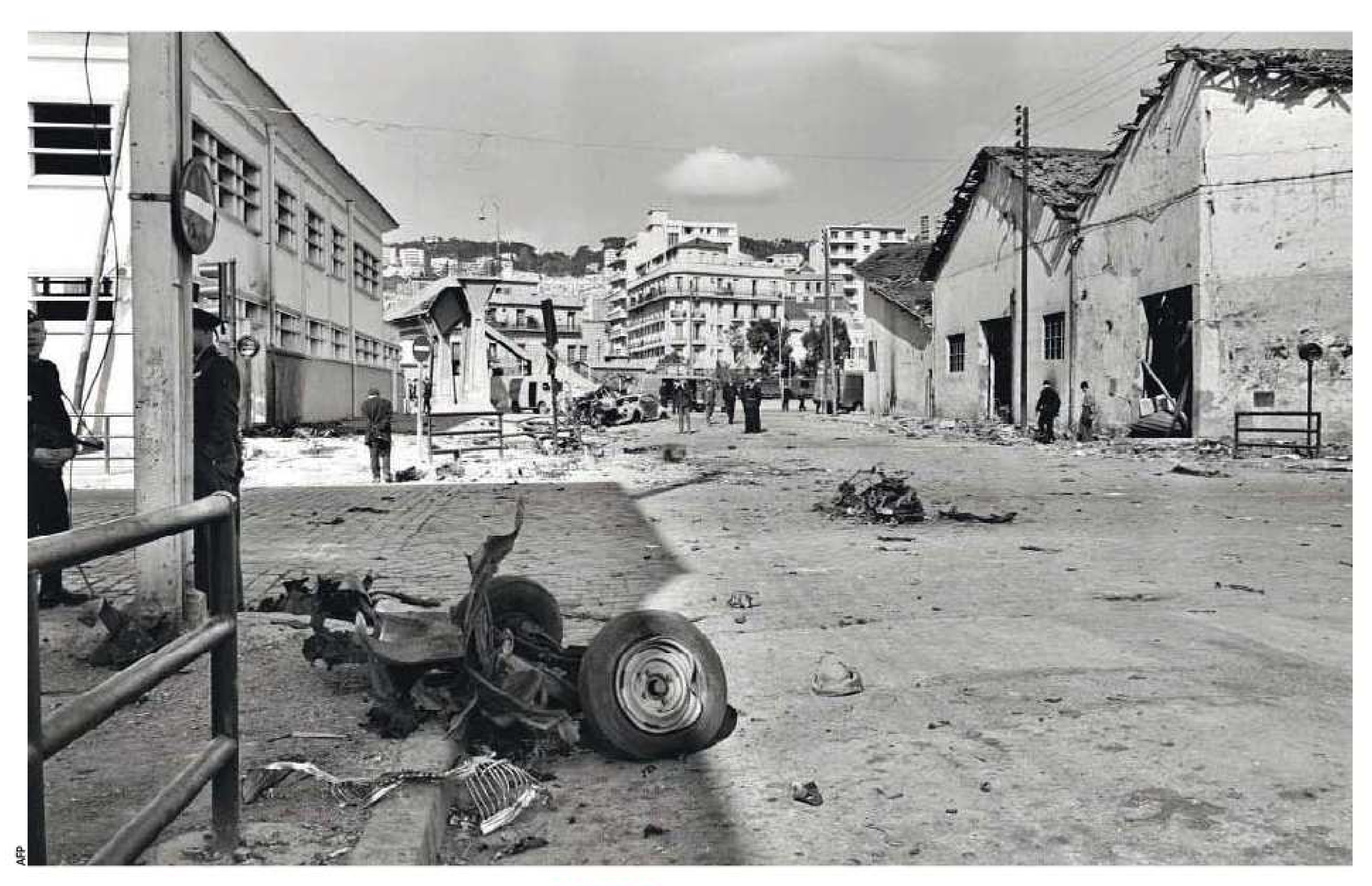
16 mai. Record d'attentats individuels : 74 en vingt-quatre heures, qui ont fait dans la ville 54 morts et 34 blessés. On n'a plus le temps d'effacer sur les trottoirs les taches noires de sang. La foule impassible passe. Un coup d'œil furtif.

« Ce que nous voulons ? Faire sortir les musulmans ! Forcer l'armée à prendre partie pour nous et contre eux. Bientôt, nous allons lancer nos commandos contre leurs quartiers. »

Le jeune homme qui me tient ces propos, dans l'arrière-salle d'un café de Bab el-Oued, est un chef d'îlot OAS. Par une filière, j'ai pu avoir le contact, et une « patrouille » m'a amené jusqu'à lui. Il y a là, outre deux autres jeunes Européens, un musulman, grand et maigre, un Espagnol, un Italien, et deux hommes plus âgés, dont un Hongrois, qui se présentent comme des déserteurs.

Le Hongrois a fait une entrée mélodramatique. Pistolet à la ceinture, il a jeté trois cartes d'identité poisseuses sur la table, en s'écriant : « Et trois de moins ! » L'Italien, lui, ne cesse de jouer avec une dizaine de balles comme avec des osselets.

« Vous savez, reprend le jeune, nous avons des fiches détaillées sur tous les fellaghas d'Alger. Nous n'exécutons pas au hasard. » Et il me montre une


AFP

caisse en carton remplie de fiches blanches de la police d'Alger, d'Oran, de Tizi-Ouzou ou du Deuxième Bureau. En haut, une photo de musulman agrémentée d'un numéro, en bas, un cachet officiel et la signalisation : « Recherché pour avoir caché des maquisards » ou « A abrité un tueur FLN ».

« Et les femmes de ménage ?

– Les Mauresques ? Elles venaient ici et espionnaient pour le compte des fellaghas.

– Et si j'écris, demain, que vous êtes des tueurs ou des fascistes ?

– Alors, vous seriez un ennemi, et on vous tuerait, dit calmement le musulman.

– Non, interrompt le jeune, si c'est votre opinion… »

21 mai. Depuis deux jours, plus de 1 500 personnes campent dans l'aéroport de Maison-Blanche ou aux alentours.

Dans les magasins d'Alger, on ne trouve plus de valises, plus la moindre petite mallette. « C'est bien cela, dit une dame en regardant l'étalage vide, la valise ou le cercueil ! » Au coin d'une rue, une voiture attend. Furtivement, les yeux hagards, un homme et un enfant la bourrent de ballots et de colis. Ils ont peur des commandos d'intimidation de l'OAS. À Bab el-Oued, hier, un camion chargé de valises et de colis a encore brûlé. Les ballots éventrés jonchaient la rue. L'OAS veut enrayer ce début d'exode.

Sur la « route moutonnière » qui va d'Alger à Maison-Blanche, c'est la file sans fin des voitures, pare-choc contre pare-choc. La route est libre et, soudain, le piège se referme. Au bout, les CRS, les barrages. Derrière, l'OAS et les représailles. Alors, les enfants, les femmes, les vieillards et les malades, tout le monde descend, abandonne les voitures et les malles, s'assoit dans l'herbe et attend.

CARNAGE
2 mai 1962 : l'Algérie française est une cause déjà perdue lorsque l'OAS fait exploser, dans le port d'Alger, une voiture piégée qui tue 110 dockers et en blesse 150.

Dans le hall de l'aérogare, trois cents ou quatre cents personnes sont parvenues à entrer. Les rares fauteuils se vendent au marché noir. Des lits ont été rapidement improvisés avec une valise en guise d'oreiller. Dans un coin, seule, une femme sanglote, presque tendrement. Des enfants, des dizaines d'enfants agglutinés crient, pleurent ou jouent inconsciemment. Des femmes donnent le biberon, aidées par les CRS transformés en nurses. Soudain, les visages pétris de sommeil s'éclairent l'espace d'une seconde : on annonce, au seul guichet resté ouvert, qu'il y a une place libre dans un avion. Puis, c'est de nouveau l'attente.

Les musulmans employés à l'aérodrome regardent, impassibles. Pas de haine, ni de joie ni de pitié.

Et, pourtant, cet exode, personne ne le désire vraiment. Un des délégués FLN de l'exécutif provisoire, M. Ben Teftifa, m'a dit : « Ce sont les meilleurs qui partent. Ils étaient notre plus cher capital. Leur fuite est pour nous, pour l'Algérie, une terrible saignée. »

16 juin. Le marché de Bab el-Oued brûle. Tout le quartier est là, jeunes filles se tenant par le bras, vieilles dames vêtues de noir, gros-bras en chemise à carreaux, muets, figés, comme hypnotisés par les flammes. Et l'on se met soudain à attiser le foyer, à jeter des meubles, des planches pour rani- ●●●


AFP

mer les braises. On force les rideaux de fer des boutiques, on vide les chambres froides, on pille les caisses. Bab el-Oued, comme un animal pris au piège, s'autodétruit.

Sur le front de mer, c'est l'hôtel de ville, gloire de l'époque coloniale, qui a sauté. Des zouaves – ceux-là mêmes que le FLN accusait de complicité avec l'OAS – en assuraient la garde. Et voilà ces jeunes soldats venus de France qui, un par un, visage noirci, maculé de sang, surgissent des gravats en titubant. Un mort, quarante-cinq blessés, tous militaires. Un automobiliste européen s'arrête, sans doute pour proposer ses services. Et, cette fois, c'est à lui qu'un jeune soldat, l'uniforme déchiré, hurle : « Fous le camp, toi, on devrait tous vous descendre. » « Et dire, reprend un autre, qu'on est venus se faire tuer pour ces gens-là. » Au même moment éclate une fusillade générale, tout autour de l'hôtel Aletti, sans que personne sache exactement qui tire sur qui. Je me retrouve à plat ventre avec trois zouaves, dans une encoignure. Un homme, en maillot de corps, nous appelle du haut de l'escalier. Nous montons. Un des soldats a une crise nerveuse. La femme de notre hôte le prend par le cou : « Qu'est-ce qu'ils t'ont fait, mon petit ? dit-elle, doucement. Ah ! ce n'est pas beau ! Quel malheur, monsieur, des gens qui prétendent nous défendre et qui tuent nos petits soldats ! »

Le matin, j'avais rencontré un vieux marin qui était en train de réparer le moteur de son chalutier tout branlant : « Bientôt, m'a-t-il dit, on se battra pour monter sur ce rafiot. » Et pourtant, ce n'est plus un secret pour personne, le FLN et l'OAS ont entamé des négociations pour parvenir à un second cessez-le-feu. Entre Algériens, en quelque sorte.

TERREUR Suivant une désastreuse logique de représailles, chaque communauté risque sa vie dans les quartiers occupés par l'autre. Ici, craignant pour leur sécurité, des Algériens quittent un secteur européen, le 15 mai 1962.

17 juin. « Pour le renard des sables et pour le fennec à flaminaire, les briquets ne doivent pas être allumés ce soir. »

Il était 19 h 55. L'émission pirate de l'OAS que tout le monde attendait avec angoisse, à Alger, s'est terminée sur ces messages personnels. Leur sens ne faisait de doute pour personne : si un accord OAS-FLN n'avait pas été signé, les puits du Sahara et les barrages auraient sauté dans la nuit. L'émission n'a été brouillée à aucun moment, elle a commencé par son indicatif habituel, un air de rock n'roll suivi de coups de gong, puis un speaker, à la voix grave, a annoncé : « L'OAS vous parle. » Estomaqués, n'en croyant pas leurs oreilles, les Algériens ont écouté le porte-parole de l'organisation activiste leur parler « d'un accord entre les deux communautés afin que la politique de la terre brûlée laisse la place à une œuvre créatrice ». Puis, il a ajouté : « À l'exclusion de toute intervention extérieure, l'OAS donne l'ordre de suspendre les combats, d'arrêter les destructions à partir de minuit, sans toutefois relâcher la vigilance. »

L'arrêt des combats annoncé par l'OAS répond au discours prononcé à 13 heures par le Dr Mostefai, principal représentant FLN à l'exécutif provisoire. Après avoir annoncé qu'« il s'était entretenu avec les dirigeants de l'OAS », Mostefai a fait savoir que les Européens d'Algérie pourraient faire partie des groupes chargés du maintien de l'ordre et qu'une amnistie serait proclamée « dès que les conditions de souveraineté le permettraient ».

Comment a-t-on pu en arriver là ? C'est vendredi dernier, me dit-on, qu'a eu lieu, non loin d'Alger, la seconde conférence de cessez-le-feu. Deux voitures avaient secrètement quitté Rocher-Noir. Dans l'une, il y avait Farès, dans l'autre, il y avait Mostefai. Toutes les deux étaient pilotées par deux Européens libéraux qui ont joué le rôle d'intermédiaires, Jacques Chevallier, l'ancien maire d'Alger, et Jean-Marie Tiné, directeur de banque. Les deux voitures sont parties discrètement par les petites routes qui bordent

Rocher-Noir. Puis, à un tournant, un jeune homme a fait signe. Cela aurait pu être n'importe quel jeune soldat faisant de l'auto-stop. C'était, en fait, le représentant officiel de l'OAS, Jean-Jacques Susini, un ancien étudiant maigrelet, au teint de navet et aux oreilles en forme de feuilles de chou. Il est monté dans la voiture. À 11 h 30, l'affaire était réglée.

18 juin. Jacques Chevallier semble un homme heureux d'avoir réalisé une grande œuvre. « Aujourd'hui, me dit-il, c'est un nouveau 13 Mai. Qui sait ? Dans quelque temps, nous aurons peut-être une nouvelle fête de la fraternisation sur le forum. »

« Alors, ai-je demandé à un cafetier de Bab el-Oued, c'est vraiment la paix, maintenant ?

– Eh bien, me répondit-il, ce n'est pas trop tard ! C'est grâce à Mostefai, il faut bien le dire. Il a bien parlé, mieux que de Gaulle. Maintenant, on a trois ans pour réfléchir. Au lieu de décamper avec ses valises, on pourra vraiment faire sa malle. »

20 juin. Ce matin, j'ai vu un militant OAS serrer la main, à la frontière de Belcourt, à une vigie FLN. « Entre soldats, m'a-t-il expliqué, on s'entend toujours. » On écoute des propos plus étranges encore. « Moi, me dit un chauffeur de taxi européen qui accepte pour la première fois de m'amener en quartier musulman, aux élections, je voterai pour Ferhat Abbas, parce que lui, ici, on le connaît bien. » Mais, à mesure qu'il pénètre dans ce monde qu'il n'a pas vu depuis six mois, ses nerfs se tendent. « C'est curieux, dit-il, je me sens étranger, j'ai l'impression que ce n'est plus mon pays. »

« C'est curieux, je me sens étranger, j'ai l'impression que ce n'est plus mon pays »

Les ouvriers musulmans ont repris le travail. On revoit, au cœur de la ville, des femmes voilées, assises sur des bancs publics et tricotant.

Le soir, à l'hôtel Saint-Georges, par 35 °C à l'ombre, je rencontre l'artisan de cette drôle de paix : Jean-Marie Tiné. Il me confirme que Krim Belkacem, un des chefs historiques du FLN, a couvert de bout en bout les négociations de Mostefai-Susini.

Je lui demande : « L'OAS peut-elle devenir l'embryon d'un parti européen politique ?

– L'OAS, m'explique-t-il, a atteint ses objectifs dès le départ de la négociation ; elle a obtenu l'amnistie et la possibilité de participer à la force de police auxiliaire. Je crois fermement à l'Algérie de demain, et j'ai la conviction qu'elle saura être une vraie démocratie. Ce qui exclut, évidemment, l'idée de parti unique. »

25 juin. Changement total de ton, Nous sommes avec Croce Spinelli, envoyé spécial de *France-Soir.* Quelque part, entre l'Algérie et la Tunisie, à Ghardimaou, siège de l'état-major du colonel Boumediene et de son armée des frontières. Un officier, jeune, cheveux très bruns, parlant un excellent français, et qui se présente comme « commissaire politique », répond à nos questions sans passion apparente, sous un portrait de Che Guevara.

« Que pensez-vous des accords OAS-FLN ?

– Aucune importance ! Pour nous, l'amnistie complète est impensable. Si ces accords ont été conclus avec les tueurs, alors ils n'ont aucune valeur.

– Mais comment rendre confiance aux Européens ?

– On essaiera de limiter les dégâts. Mais, de toute façon, les Européens ne s'habitueront jamais à l'indépendance. Si un officier musulman arrête un Européen parce qu'il a pris un sens interdit, ce dernier va aussitôt crier à l'injustice. D'ailleurs, vous savez, je crois, moi, que les Français d'Algérie n'ont pas vraiment agi par méchanceté. Il arrive qu'on fasse du communisme par bêtise. Les Européens sont maintenant OAS par idiotie.

– On parle beaucoup de divergences, au sein du GPRA. Qu'en pensez-vous ?

– Il y a toujours eu des divergences chez nous, il y en a encore, mais cela ne nous effraie pas. De toute façon, la tendance la plus forte triomphera. »

Dans les environs de Sétif, en revenant d'Alger, nous avons pris contact avec une katiba, groupe de maquisards attendant, dans la nature, l'heure de pouvoir enfin défiler, drapeaux en tête, dans les villes pavoisées. Contraste saisissant, là-bas. Un colonel hilare, les bras chargés de décorations, des hommes vêtus à la diable, sales, mal rasés, affublés d'armes hétéroclites, joyeusement désordonnés, qui passent le temps à se raconter, en les amplifiant, les exploits d'hier qui deviendront les épopées de demain, style FFI 1944 ; et, ici, une véritable armée, bien huilée, disciplinée, uniformes stricts, armes standardisées, sans fantaisie, les yeux tournés vers le pouvoir de demain plus que vers les aventures d'hier.

De retour sur Alger, nous passons par Bône. Nous nous dirigeons vers un garage où ranger notre voiture. Et, deux minutes avant que nous y accédions, voilà le garage qui explose. Le hasard vient de nous faire assister au dernier attentat OAS de l'histoire de l'Algérie française. Parce que le responsable local, Château-Jobert, a voulu faire la preuve de son originalité.

IL NE RESTE PLUS QUE DIX RESTAURANTS OUVERTS

30 juin. Alger sort lentement de l'hébétude. Mais le centre de la ville, l'Alger méditerranéenne et populeuse est maintenant presque morte. Dans chaque famille européenne, on a envoyé l'épouse ●●●

●●● ou la fille en vacances anticipées en métropole. On rencontre dans les rues six hommes pour une femme. Au Coq hardi, au Bar des facultés, hier haut lieu de l'activisme tonitruant, les jeunes lisent les nouvelles, silencieusement, sans plus les commenter. Chaque matin, on apprend que de nouveaux commerçants ont mis la clef sous la porte. Il ne reste plus que dix restaurants ouverts. En quarante-huit heures, 150 voitures ont été volées. Il en est pourtant qui espèrent encore. Ils attendent, ils ne savent trop quoi. Ils attendent le jour J, la date fatidique.

De l'autre côté, en revanche, c'est la kermesse permanente, l'euphorie. Cette nuit, la Casbah s'est transformée en une gigantesque salle des fêtes. Les murs, couverts d'images d'Épinal triomphalistes, sont autant de pages du Coran FLN.

« À bas le culte de la personnalité », proclament certains slogans. Quel culte ? De quelle personnalité ? On ne sait pas encore trop bien, mais, à toutes fins utiles, on ajoute : « Un seul héros, le peuple ! »

Bab el-Oued offre, en opposition, l'image tragique de la désolation. L'avenue de la Bouzareah, hier fief OAS, artère populeuse qui charriait jusqu'à la nuit sa marée de noctambules, aligne sur 500 mètres ses rideaux de fer tirés et ses volets clos. D'interminables affiches proposent des appartements à vendre ou à louer. Des familles musulmanes commencent à s'installer dans les locaux vides. Parfois, ce sont même les policiers chargés de protéger les « biens vacants » qui s'installent dans les meubles, avec leurs innombrables bambins.

2 juillet. Toute la nuit, une auréole de feu, un cercle de lumière, a enserré une masse sombre. L'Algérie algérienne scintillait, provocatrice, autour des débris éteints de l'Algérie française. Puis, à l'aube, une formidable vague, folle, ivre, frénétique s'abattit sur la ville. Une seconde vague, plus énorme encore, bouscula et recouvrit la première, et une troisième et une autre encore... Des autobus, des camions, des voitures disparaissant sous des grappes humaines, ballottant de droite et de gauche, s'écrasant parfois contre les maisons en s'éparpillant comme des fruits trop mûrs, caracolaient, en klaxonnant à perte de souffle.

Qu'importe que le référendum sur l'autodétermination ait donné 95 ou 96 % de oui... Que consciencieusement, dans cette salle d'école ou sur un tableau, témoin de la dernière classe, s'étale un poème d'Alfred de Musset. C'était hier ; c'est loin.

3 juillet. Rien n'aurait-il changé ? En tenue léopard et casquette Bigeard – étrange mimétisme –, les soldats de l'ALN occupent ce matin tous les points stratégiques d'Alger. Un changement, une révolution ? Non, un imperceptible glissement. De nombreux civils armés ont été postés aux abords des quartiers arabes afin d'empêcher les vols qui se multiplient dans des proportions ahurissantes.

Un jeune musulman était justement en train d'essayer de faire démarrer notre voiture, cette nuit, lorsque nous l'avons surpris.

« Nous allons t'emmener à un responsable FLN, a dit quelqu'un, et, aussitôt, la frayeur a déformé son visage.

– Ah non ! Pas ça, surtout ! s'est-il écrié. Ceux qui volent, ils leur coupent une main. »

Et il ajoute : « J'ai vu tous les gens qui circulaient partout en klaxonnant, j'ai voulu faire comme eux ! »

Une patrouille de jeunes FLN armés passe à ce moment. Explication... Le chef, furieux, gifle l'apprenti voleur, en s'écriant :

« Et une voiture de journalistes, encore, c'est ça qui fait mauvaise impression ! »

Pourtant, le pauvre bougre ne manquait pas d'excuses. Cette nuit encore, Alger a vécu le paroxysme du rodéo motorisé de l'indépendance : sens interdits violés, virages pris à 90 à l'heure, claquement de milliers de drapeaux brandis, plaintes lancinantes des sifflets, piaillements aigres des trompettes, tintements des casseroles, charivari des trompes de voitures, houle des slogans scandés en l'honneur des martyrs, rumeur énorme. Les statues n'ont pas été épargnées : Jeanne d'Arc est voilée comme une fatma et Viviani se retrouve coiffé d'une poubelle.

Et cependant, ce matin, stoppé à un barrage, j'ai vu l'officier algérien s'approcher avec suspicion de la voiture. Il a scruté nos visages et a eu ce mot, décidément éternel : « Européens ? Passez ! »

« Dans chaque famille européenne, on a envoyé l'épouse ou la fille en vacances anticipées en métropole »

3 juillet. Nouvelle kermesse folle : « Le président » est arrivé dans sa capitale. Leader du gouvernement FLN, Ben Khedda est à Alger. C'était, il y a un mois encore, le symbole du viol que la Ville blanche ne permettrait pas. Et il est là. Un peu perdu, fluet, timide. Le loup n'est que la chèvre de M. Seguin. Pendant ces quelques heures, il représente l'« autre » légitimité, celle de la rébellion.

Près de la préfecture, six soldats de l'ALN le saisissent, le jettent en l'air, tel un roi mérovingien, et le projettent littéralement dans la foule affamée de héros ; la mer se referme sur l'idole, et le voilà qui réapparaît sur un flot de chéchias, tentant désespérément de retenir ses lunettes.

Nous sommes, enfin, dans la préfecture. Ben Khedda et ses ministres – hier « rebelles » dont la tête

était mise à prix – se retrouvent devant un buffet improvisé. Étendus sur des chaises, ou assis par terre, les *djounouds* de l'Armée de libération échangent des souvenirs, sans se soucier des ministres qui doivent les enjamber pour attraper des orangeades.

7 juillet. Fuir la capitale embourbée dans son ivresse ou devenir fou ? Nous décidons, avec André Pautard, de gagner Oran. Oran que nous recevons comme une gifle. Oran, déserte, silencieuse, volets clos et rideaux de fer baissés, avec, de loin en loin, les carcasses d'immeubles calcinés. Oran de *La Peste*.

L'avant-veille, une terrible fusillade a éclaté. Qui a commencé ? « Ce sont des Européens qui ont tiré des fenêtres sur la foule en liesse », dit le FLN.

En fait, de jeunes musulmans incontrôlés et des éléments troubles en ont profité pour régler des comptes et se livrer au pillage.

Je descends à pied une avenue en plein centre européen. Laquelle ? Il n'y a plus de plaques depuis que l'OAS les a enlevées pour égarer le service d'ordre.

Sept hommes de l'ALN, armés de fusils-mitrailleurs, patrouillent sous le commandement de deux civils, pistolet au poing. Ils avancent comme dans une ville ennemie, à reculons, l'arme dirigée vers les terrasses. Une camionnette conduite par un Européen de type espagnol accélère au lieu de s'arrêter. Ils se jettent à plat ventre et envoient rafale sur rafale. La camionnette disparaît. Au passage, trois jeunes Européens, portant le collier, sont arrêtés, mis le dos au mur et fouillés. Le responsable de la patrouille s'approche d'eux.

« Un conseil, faites couper votre barbe !

– Mais pourquoi ? demande le plus petit.

– Parce que c'est dangereux, tous les OAS ont une barbe comme ça ! »

Un motard musulman passe et crie une consigne à la patrouille : « Restez corrects. » Ce sont les ordres officiels, mais il y a aussi les réactions individuelles. Et, tout à l'heure, j'ai vu un des soldats de l'ALN jeter instinctivement la clef d'une voiture qu'il contrôlait en pleine figure de son chauffeur européen, exactement comme il l'avait vu faire tant de fois, en sens inverse.

C'est à cette minute-là, seulement, je crois, que j'ai pris conscience qu'un empire venait de s'écrouler. ●



MARC RIBOUD/MAGNUM PHOTOS

LIESSE
Alger, le 5 juillet 1962 : lorsque les résultats du vote pour l'indépendance sont connus, une foule de jeunes Algériens se jette dans les rues pour célébrer sa liberté reconquise.



Benjamin Stora [7 mars 2012]

« La France et l'Algérie devraient commémorer ensemble leurs morts »

Historien, homme engagé, Benjamin Stora est le meilleur spécialiste de l'Algérie, sa terre natale. Pour L'Express, il revient sur ce que fut la tragédie algérienne, son amnésie et son retour dans les mémoires. De part et d'autre de la Méditerranée.

Propos recueillis par Emmanuel Hecht

Aucune manifestation officielle n'est prévue en France pour commémorer la fin de la guerre d'Algérie. Certes, il s'agit d'une défaite, mais ne pouvait-on pas espérer une phrase, un geste, en guise d'apaisement ?

› On est toujours dans la guerre des mémoires, où chaque camp dit : « Ma souffrance est supérieure à la vôtre, mes morts plus nombreux. » Cinquante ans après la fin de la guerre, il serait temps d'en finir avec cette logique mémorielle communautaire. Je souhaiterais que la France et l'Algérie commémorent ensemble toutes les victimes : Algériens, harkis, pieds-noirs, appelés. Ne serait-ce que par considération pour les morts.

Vous venez d'écrire le scénario de *Guerre d'Algérie, la déchirure*. En revisitant cette période, avez-vous eu le sentiment qu'on n'en parle plus de la même façon aujourd'hui ?

› Lorsque j'étais étudiant à Nanterre, au début des années 1970, on n'en parlait pas du tout ! La société française avait tourné la page. C'est René Rémond qui m'a suggéré de travailler sur le sujet. Il m'a présenté au grand spécialiste d'alors, l'historien Charles-Robert Ageron. C'est sous sa direction que j'ai rédigé ma thèse sur Messali Hadj (1898-1974), le pionnier du nationalisme algérien. Vous imaginez... Non seulement l'Algérie n'intéressait personne, mais encore moins le nationalisme, à une époque où les sujets à la mode tournaient autour du socialisme, du mouvement ouvrier, de la lutte des classes... D'ailleurs, j'étais son seul étudiant. Je dois beaucoup à Ageron. C'est mon maître. Il m'a couvé, il m'a tout appris du métier d'historien : le bon usage des sources, l'esprit critique, la méfiance à l'égard de l'idéologie. Le tiers-mondisme était très bien porté à l'époque et je militais depuis l'âge de 18 ans dans un mouvement trotskiste, l'OCI, que j'ai quitté quelque temps après ma soutenance de thèse en 1978.

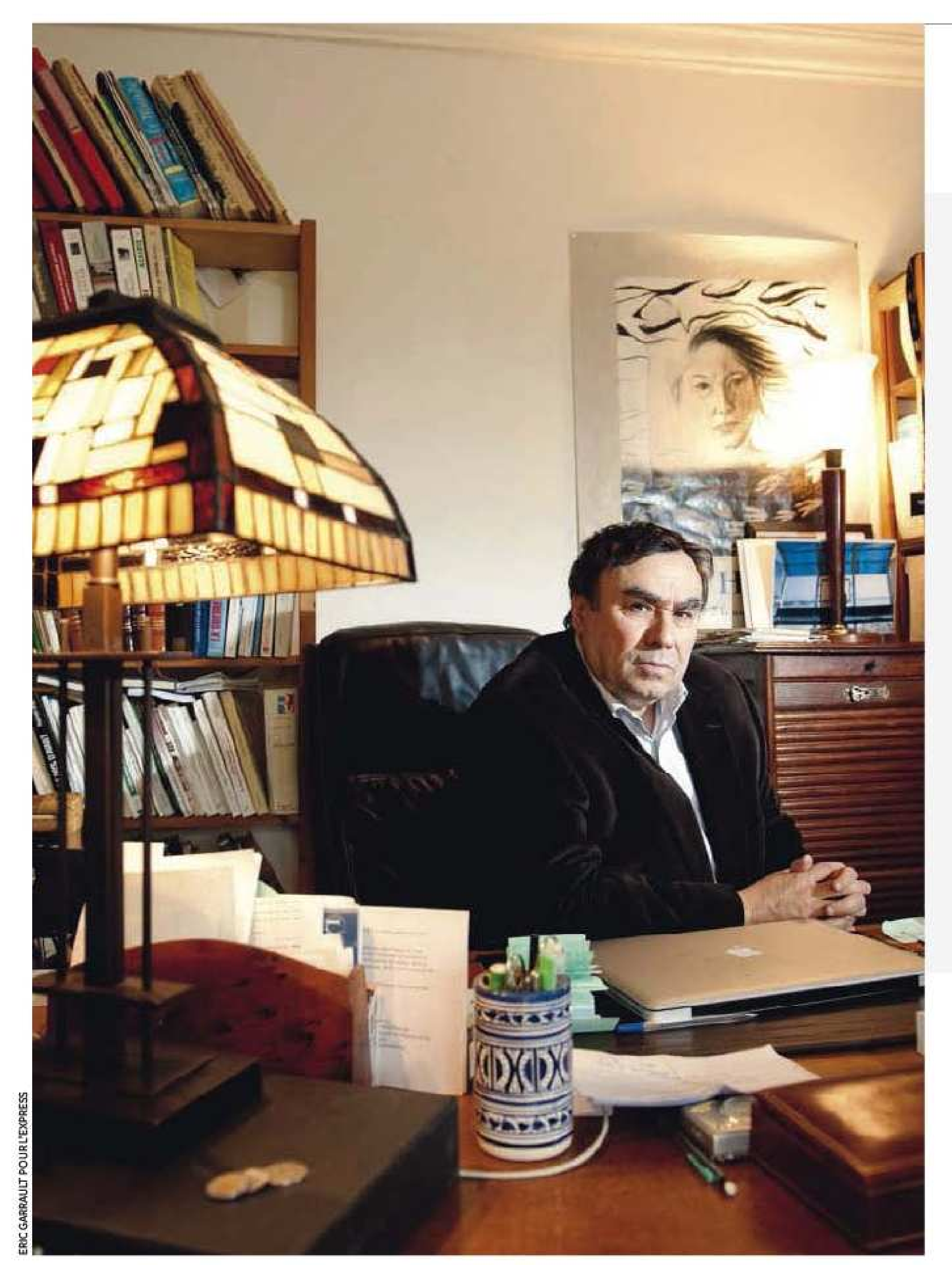
À quelle date commence-t-on à reparler de l'Algérie ?

› On sort du silence – et pour le chercheur, de la solitude... – en octobre 1988, avec les émeutes d'Alger, qui feront près de 500 morts. Une foule de questions sont alors posées. Comment les Algériens en sont-ils arrivés là ? Comment expliquer cette violence ? Y a-t-il un rapport avec la première guerre d'Algérie ? Ces événements génèrent un retour de mémoire. Les journalistes s'y intéressent, puis des chercheurs. Mais le grand tournant date de 1992, moment de l'interruption du processus électoral en Algérie et début d'une terrible guerre entre l'État et les islamistes, et trentième anniversaire de l'indépendance. Les archives françaises sont rendues publiques. Ce matériau extraordinaire alimente les nombreuses thèses sur les appelés, les harkis, la torture... auxquelles s'attelle une nouvelle génération de chercheurs plus distante, moins impliquée affectivement. 2002 constitue une autre date marquante. Pour la première fois, un ex-officier supérieur, le général Aussaresses, reconnaît la pratique de la torture. Cet aveu va créer le scandale et l'étonnement. Du côté algérien, les témoignages sur la guerre se multiplient : pas moins de 300 ouvrages sont publiés de 1995 à 2010.

> **« Le temps passant, je suis de plus en plus frappé par la grande violence de cette guerre »**

À la même époque, le cinéma et la littérature s'emparent de l'Algérie...

› On assiste en effet à un basculement dans la fiction cinématographique et littéraire. De mémoire, je cite-


ERIC GARRAULT POUR L'EXPRESS

BIO EXPRESS

1950 naissance à Constantine, Algérie.

1978 doctorat d'histoire sur Messali Hadj, pionnier du nationalisme algérien.

1986 maître de conférences à Paris-VIII, il est ensuite membre de l'Ecole française d'Extrême-Orient, à Hanoï, professeur invité à l'université de New York, chercheur à Rabat...

1991 directeur scientifique à l'institut Maghreb-Europe (Paris VIII)

1996 membre de l'Ecole française d'Extrême-Orient (Hanoï)

Depuis **2001** professeur d'histoire du Maghreb à l'Inalco (« Langues O) et à l'université Paris-XIII.

MÉMOIRE
En historien et homme engagé, Benjamin Stora combat l'amnésie qui entoure l'Algérie, sa terre natale.

rai cette dizaine de films sortis dans les années 2000 : *Mon colonel*, de Laurent Herbier, *L'Ennemi intime*, de Florent Emilio Siri, *La Trahison*, de Philippe Faucon, *Hors-la-loi*, de Rachid Bouchareb, *Nuit noire*, d'Alain Tasma, sur le 17 octobre 1961, *Vivre au paradis*, de Bourlem Guerdjou, *Sous les pieds des femmes*, de Rachida Krim... De jeunes romanciers s'emparent, eux aussi, du sujet : Jérôme Ferrari (*Où j'ai laissé mon âme*), Laurent Mauvignier (*Des hommes*), jusqu'au dernier Goncourt, Alexis Jenni (*L'Art français de la guerre*). Cette profusion par la fiction donne à la guerre d'Algérie une autre dimension.

La meilleure formule pour résumer cette période est-elle : *La Tragédie algérienne*, le titre du livre de Raymond Aron, publié en 1957 et qui provoqua l'ire – et les insultes – de la droite ?

› Oui, c'est une tragédie. Le temps passant, je suis de plus en plus frappé par la grande violence de cette guerre. Même si le bilan des victimes est toujours difficile à établir et sujet à polémique, on peut rappeler que de 350 000 à 400 000 civils algériens sont morts, soit 3 % des 9 millions d'habitants algériens : un pourcentage identique à celui des morts de la Première Guerre mondiale ; qu'1,5 million de paysans algériens ont été déplacés au prix d'un bouleversement total du paysage agricole. On doit y ajouter de 15 000 à 30 000 harkis, 30 000 soldats français, 4 500 pieds-noirs tués et les 800 000 d'entre eux déplacés en métropole... Il faut bien avoir à l'esprit qu'en quelques mois, un siècle et demi de présence française s'effondre. L'Algérie n'est pas une colonie comme les autres. Il y a une pénétration de la culture française, des habitudes, des comportements qui vont laisser des traces. ●●●

••• La France s'en remettra parce que c'est une grande nation industrielle et une puissance européenne. D'autant qu'elle feint de tourner la page. Il suffit d'écouter la chanson de Claude François, *Cette année-là*, qui date de 1962. Le texte évoque le rock'n roll, les Beatles, Marilyn… Tout y est… sauf l'Algérie. Pas un mot. Alors que les gens du Sud – pieds-noirs, harkis, soldats – vivent une tragédie, la France célèbre les années « yé-yé ». Deux histoires se chevauchent. Dans l'indifférence totale.

Films, livres, préfaces, interviews: vous êtes partout, une sorte de « Monsieur Histoire d'Algérie ». Comment expliquez-vous cette position centrale ?

› J'ai publié des ouvrages sur l'histoire du Vietnam et du Maroc, pays dans lesquels j'ai vécu plusieurs années. Mais, en France, c'est toujours de l'Algérie que l'on me parle. Sûrement y a-t-il le résultat de trente-cinq ans de travail, la publication de dizaines d'articles, de livres, de films. J'ai voulu très tôt transmettre mon savoir en produisant des documentaires pour la télévision, ce que, jusqu'à une période récente, peu d'universitaires faisaient. Cette exposition augmente la notoriété, mais aussi l'inimitié et la jalousie… Toutes ces explications ne suffisent pas. Sans doute ai-je creusé un sillon d'où surgissent des questions essentielles pour la société française d'aujourd'hui : le colonialisme, les minorités, les communautés, la religion, l'immigration… J'avancerais une autre hypothèse, plus personnelle. Issu de la communauté juive d'Algérie, peut-être suis-je par mon origine à l'intersection de ce qu'on appelait les mondes « indigènes », musulman, et « européen », une sorte de passerelle. Je vous livre tout cela en bloc, ce ne sont que des pistes. ●

BIBLIOGRAPHIE

Benjamin Stora a écrit une trentaine de livres. Son dernier ouvrage paru est *La Guerre d'Algérie vue par les Algériens*, avec Renaud de Rochebrune (Denoël). À noter que son *Histoire de l'Algérie* (La Découverte) en trois tomes est rééditée en coffret.

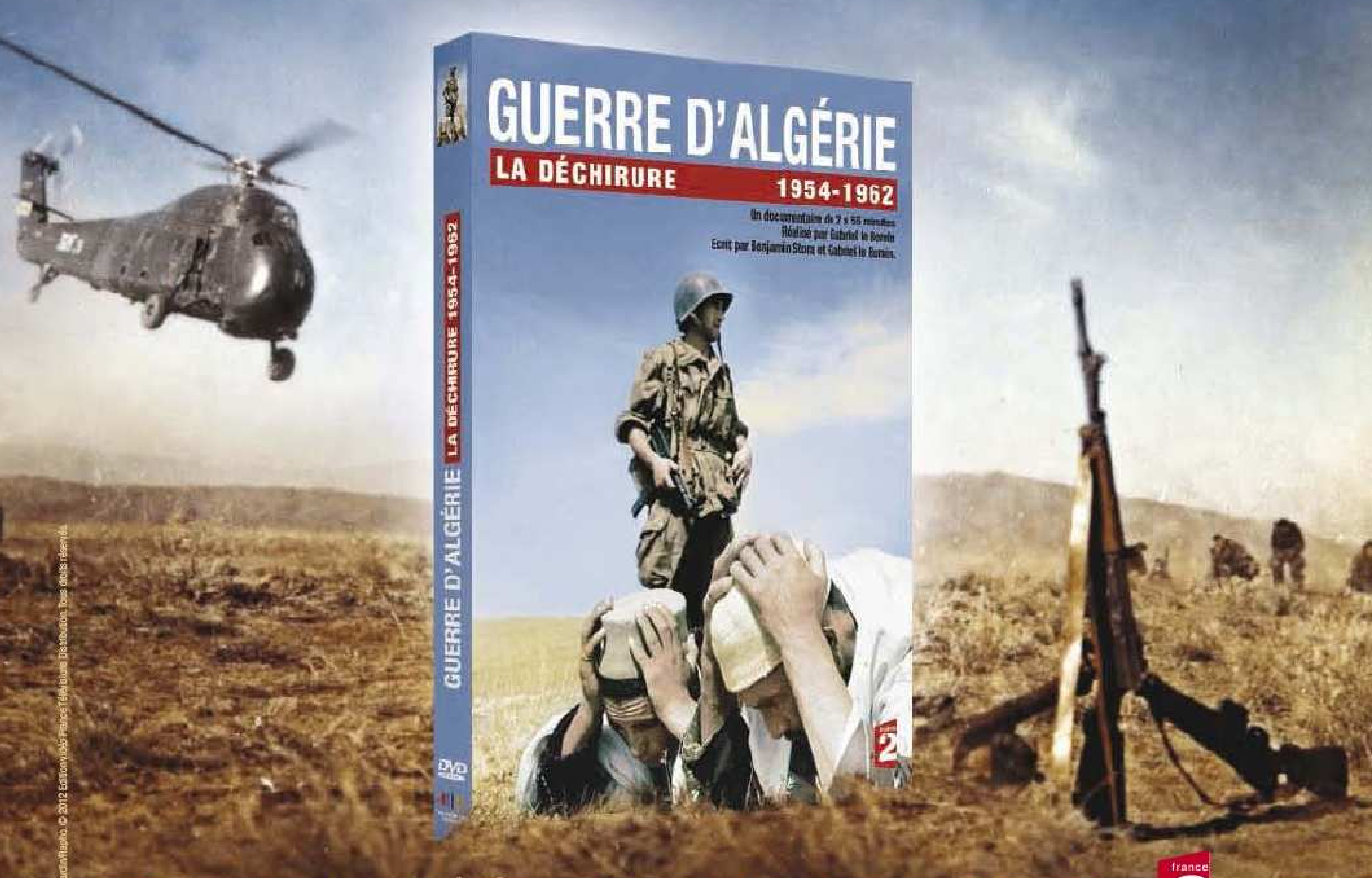
Des archives inédites, un film exceptionnel

france 2

Des hommes en treillis s'affairent dans le maquis, tandis qu'au loin un train file le long de montagnes couleur ocre. L'un d'eux presse un détonateur et le train explose. Cette scène de western inaugure la série documentaire *Guerre d'Algérie, la déchirure,* du réalisateur Gabriel Le Bomin et de l'historien Benjamin Stora, diffusée dimanche 11 mars 2012 sur France 2. Ce soir-là, il faudra être face à son écran de télévision, car les images sont exceptionnelles de qualité, et entièrement inédites. Côté français, elles proviennent d'archives de l'armée (gérées par l'ECPAD, l'établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense) récemment déclassifiées. Du côté algérien, des films de propagande des « pays frères », dénichés dans les cinémathèques de l'ex-Berlin-est, de Belgrade… L'autre excellente raison de fixer le petit écran, ce soir-là, est qu'il s'agit de la première Histoire générale de la guerre d'Algérie factuelle et impartiale. Aussi étrange que cela puisse paraître, on compte des dizaines de films sur les pieds-noirs, les harkis, le 17 octobre 1961 etc., mais d'une histoire factuelle, du 1er novembre 1954 (la « Toussaint rouge ») au 5 juillet 1962 (l'indépendance de l'Algérie), on n'a pas exemple.
Guerre d'Algérie, la déchirure comble ce vide en réalisant l'exploit de couvrir huit années de guerre et 140 heures d'images en un film de deux heures, au rythme de la belle voix de l'acteur Kad Merad. « La méthode ? Les ellipses, le hors-champ, le sous-texte », résume Gabriel Le Bomin. Ce jeune cinéaste sait filmer la guerre. Il avait réalisé en 2006 un film grave sur les désordres psychiques des poilus : *Les Fragments d'Antonin,* avec Niels Arestrup et Anouk Grinberg. L'historien Benjamin Stora, ici dans le rôle du scénariste, a beau travailler sur le sujet depuis trente-cinq ans, il a « appris des choses » au cours de cette année et demie de travail. Il a été « bouleversé » par un reportage de 1957-58 de la télévision suisse à la frontière tunisienne sur la misère et le dénuement de dizaines de milliers de ruraux algériens chassés de leurs terres, ou par les rushes « atroces » des corps mutilés de soldats


M. DESJARDIN/RAFO

français et de cercueils rapatriés en métropole. D'autres séquences, moins tragiques, l'ont surpris. Ainsi la visite triomphale à Pékin de Fehrat Abbas, président du gouvernement provisoire de la république algérienne, reçu comme un chef d'État, avec le drapeau national algérien, par Mao en personne. La scène se déroule en 1960, deux ans avant l'indépendance. Commentaire de l'auteur du *Mystère de Gaulle, son projet pour l'Algérie* (Robert Laffont) : « L'isolement international de la France était terrible et les succès militaires sur le terrain n'y pouvaient rien. De Gaulle l'avait compris. » ● **E. H.**



GUERRE D'ALGÉRIE
LA DÉCHIRURE
1954-1962
Un documentaire de 2 x 55 minutes
Réalisé par Gabriel le Bomin
Ecrit par Benjamin Stora et Gabriel le Bomin.
GUERRE D'ALGÉRIE LA DÉCHIRURE 1954-1962
DVD
2